

DES
ENFANTS ABANDONNÉS

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le mardi 13 juillet 1886

PAR

EMILE REMY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Lauréat des Facultés de Droit et des Lettres de Dijon

Membre de l'Académie Montréal.

SOUS LA PRÉSIDENCE DE

M. RENARDET, professeur

Suffragants { MM. DUVERDIER DE SUZE, professeur.
GAUDEMET —
BONNEVILLE —

DIJON

IMPRIMERIE DE L'UNION TYPOGRAPHIQUE

Damangeot et C^{ie}

40, RUE SAINT-PHILIBERT, 40

—
1886



DES
ENFANTS ABANDONNÉS

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

DES
ENFANTS ABANDONNÉS

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le mardi 13 juillet 1886

PAR

EMILE REMY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Lauréat des Facultés de Droit et des Lettres de Dijon
Membre de l'Académie Montréal.

SOUS LA PRÉSIDENTE DE

M. RENARDET, professeur

Suffragants { MM. DUVERDIER DE SUZE, professeur.
GAUDEMET —
BONNEVILLE —



DIJON

IMPRIMERIE DE L'UNION TYPOGRAPHIQUE

Damongeot et C^{ie}

40, RUE SAINT-PHILIBERT, 40

1886



DES
ENFANTS ABANDONNÉS
EN DROIT ROMAIN

PREMIÈRE PARTIE

Depuis l'origine de Rome jusqu'à Constantin.

CHAPITRE I^{er}.

DE L'ABANDON DES ENFANTS CHEZ LES PEUPLES ORIENTAUX,
— CHEZ LES GRECS. — L'ABANDON JUGÉ EN GRÈCE PAR
LES AUTEURS ET L'OPINION. — LÉGISLATION THÉBAINE. —
L'EXPOSITION DES NOUVEAUX-NÉS A ROME. — DU DROIT
DE DÉLAISSEMENT DES PARENTS, — NATURE DE CE DROIT,
— DIFFÉRENTS SYSTÈMES SUR LA NATURE DU DROIT D'ABANDON.
— LOI DE ROMULUS SUR LES NOUVEAUX-NÉS, —
SA PORTÉE ET SON ÉTENDUE, — SA DESTINÉE.

Dans l'antiquité païenne, la force primait le droit :
deux mots, tyrannie et servitude, résumaient la situation
respective des forts et des faibles, des puissants et des
malheureux. Aux mains des grands, le pouvoir légis-
latif laissait faire, la faiblesse n'était que très imparfai-

tement protégée, l'enfance ne trouvait dans la loi que fort peu de garanties, et les parents avaient sur leurs nouveaux-nés un droit de disposition à peu près absolu.

Les Assyriens et les Perses, d'après les légendes et les auteurs, exposaient fréquemment leurs enfants aux caprices du hasard. Il en était de même des Mèdes. On trouve également dans l'histoire des Chananéens (Moabites, Amalécites, Phéniciens et Carthaginois), des délaissements fréquents et souvent barbares. En revanche, hâtons-nous de le dire, il y avait quelques exceptions à ces coutumes contre nature. Peu pratiqué chez les Egyptiens, l'abandon, d'après la loi Juive, était proscrit avec une rigoureuse sévérité (1).

Sans nous arrêter plus longtemps aux peuples de l'Orient, un auteur (2) nous dit qu'en Grèce, foyer de la civilisation et du progrès, l'exposition des enfants nouveaux-nés était pour ainsi dire universellement pratiquée. La littérature (3) ainsi que l'histoire (4) en parlaient comme d'une chose fort usitée et très naturelle, la philosophie cherchait à l'excuser (5) et Platon (6) lui-même traçait sur ce sujet des règles sociales qui paraissent aujourd'hui monstrueuses. Une seule cité Grecque avait en cette matière des idées plus humaines et une réglementation moins barbare. Chez les Thébains, nous apprend Elieen (7), les parents devaient garder leurs enfants ; quand la misère leur empêchait de les élever, ils

1. *Histoire des Enfants abandonnés*, par M. Léon Lallemand.

2. Stephan : *de vet. Græc. Jurisdict.*

3. *Heautontimorumenos* de Térence, acte IV, scène I.

4. Stobœi : 74, 451.

5. Plutarque : *De l'amour qu'on doit à ses propres enfants.*

6. Platon : *République*, II.

7. Elieen : *Hist. var.*, II, c : VII.

devaient les remettre aux magistrats : ceux-ci les confiaient à des citoyens honorables qui en prenaient soin et profitaient dans la suite de leurs services et du produit de leur travail. Mais ces règles si sages n'étaient suivies qu'à Thèbes, et partout ailleurs, l'enfance était si peu respectée, les parents si peu soucieux de l'accomplissement de leurs devoirs, que les auteurs littéraires notamment les comiques, ne craignaient pas de se voir démentis par l'indignation publique en disant que l'enfant pour son père ne valait pas une botte d'ail ou une mesure de sel (1), et n'avait pas plus d'importance qu'un crachat (2).

Des Grecs, ces tristes errements passèrent aux Romains, et Samuel Pitiscus, en le constatant, nous donne en quelques lignes, la manière dont on comprenait et on accomplissait à l'origine de Rome, l'exposition des nouveaux-nés : « *A Græcis, dit-il, ad Romanos, transit (consuetudo), illi statim atque natum in lucem edidissent puerpera, humi ponebant, et quem alere voluissent de terra tollebant; quem alere non luisset, tanquam supposititium extra ædes exponendum curabant, aut in ripam, aut ad littus, in vasculo de papyro facto et bitumme illito vel cantharo.* » (3).

L'abandon était alors un droit pour le père, et ce n'était pas l'accouchement de sa femme qui lui imposait les devoirs de la paternité, mais un acte spontané de sa volonté personnelle. L'enfant était placé à terre aussitôt après sa naissance; il fallait que le père statuât sur son

1. Aristophane : *Les Acarniens*.

2. Stobæi : *ut supra*.

3. Samuelis Pitisci : *Lexicon antiquitatum*. Verbo : *expositio*.

sort, et par un acte extérieur, tangible, prit la charge de son éducation et acceptât les devoirs de sa propre paternité. Cet acte, bien des fois rappelé par les auteurs (1), consistait à prendre le nouveau-né dans ses bras et à l'élever de terre. Les pauvres petites créatures dédaignées par leurs parents étaient immédiatement massacrées ou exposées sur les bords du Tibre.

Quelle était la nature de ce droit ? Les auteurs qui ont essayé de la déterminer ont émis trois systèmes différents. Les uns prétendent qu'il n'est que la conséquence de la puissance paternelle à Rome (2) ; d'autres soutiennent qu'il découle des pouvoirs religieux du chef de famille (3) ; d'autres enfin voient en lui un droit spécial, particulier, indépendant de tous autres droits (4). C'est cette dernière opinion qui nous paraît la plus juste, la plus rationnelle et la plus juridique. En effet, soutenir que le droit d'abandon est un des droits du *paterfamilias*, serait se mettre en contradiction avec les auteurs qui le reconnaissent à tous les pères, alors même qu'ils ne sont pas chefs de famille et même aux mères naturelles : bien plus, ce serait encore se mettre en désaccord avec la logique, puisqu'on admet d'un côté que l'enfant reste étranger à son père, n'est rien pour lui, jusqu'à ce qu'il ait été élevé dans ses bras, et qu'on soutient d'un autre côté que le père, tout en ne reconnaissant pas son enfant, tout en lui refusant le droit de faire partie de sa famille, peut encore exercer sur lui les droits de puis-

1. Virgile : *Enéide*, IV, 5, 327.

Pline le Jeune : *Ep.*, IV, 1, 34.

2. Léon Lallemand : *ut supra*.

3. Fustel de Coulange : *Cité antique*.

4. Amédée Bonde : *De l'Infanticide, etc.*, à Rome.

sance paternelle. Soutenir que le droit d'abandon est une des conséquence des droits du paterfamilias comme chef des *sacra*, expose aux mêmes contradictions. Nous voyons en effet dans l'histoire Romaine des personnes, pères eux-mêmes en puissance, filles de famille mères naturelles ou légitimes, soumises aux *sacra* du paterfamilias et n'exerçant elles-mêmes aucun sacerdoce, avoir le droit de délaissement. C'est, selon nous, un argument suffisant pour repousser l'opinion de M. Fustel de Coulanges, comme nous avons repoussé celle de M. Léon Lallemant : nous dirons avec M. Amédée Bonde, que le droit d'abandon chez les Romains était un droit *sui generis*, particulier, spécial aux parents vis-à-vis de leurs enfants, indépendant, en un mot, de tout droit de puissance ou de sacerdoce de famille.

L'exercice de ce droit constituait, à l'origine de Rome, un état de chose inhumain, barbare, qui fût probablement resté inaperçu du législateur d'alors et qui n'aurait été l'objet d'aucune restriction s'il n'eût été impolitique ; mais comme il était de l'intérêt de la cité de protéger dans une certaine mesure la première enfance, pour permettre à la population Romaine de s'accroître plus vite et à l'armée de s'augmenter plus rapidement, « Romulus, nous dit Denys d'Halicarnasse, obligea tous
« ses sujets d'élever avec attention tous leurs enfants
« mâles et les aînées de leurs filles ; il défendit d'en
« faire périr aucun avant l'âge de trois ans, à moins
« qu'il n'eût paru mutilé en naissant de quelque partie
« de son corps. En ce cas, il permit aux parents d'exposer ces monstres de la nature, pourvu qu'ils les eussent fait voir à cinq de leurs voisins, qui eussent jugé
« qu'on pouvait s'en débarrasser sans violer la loi. Outre

« plusieurs peines auxquelles il condamna les contrevenants, il ordonna qu'ils seraient dépouillés de leurs biens au profit du trésor public (1) ».

Cette décision de Romulus inspirée uniquement par un intérêt politique, ne détruit ni ne condamne le droit d'abandon, elle se contente de le régler et d'établir en faveur des nouveaux-nés une règle protectrice rendant assez rare les cas où les parents pourraient désormais l'exercer à leur gré. L'exposition, en effet, ne devait plus être, selon Romulus, à l'égard d'un certain nombre d'enfants, une faculté, un droit laissé à l'arbitraire des parents, mais une prescription législative; c'était la constitution elle-même qui ordonnait l'abandon des êtres difformes, mais en entourant de sérieuses garanties l'appréciation de leur difformité, en l'enlevant au père pour la confier à un tribunal dont l'absence d'intérêt était un gage d'impartialité. Le délaissement des enfants mâles et des filles aînées était absolument interdit, et même pour eux l'exercice du *jus vitæ necisque* était suspendu jusqu'à l'âge de trois ans (2). Seules les filles puînées restaient sous l'empire des coutumes anciennes de l'abandon arbitraire et illimité. C'était un vestige de barbarie qui s'expliquait par le motif de la loi.

Cette constitution fut-elle confirmée par les autres rois de Rome et fut-elle observée longtemps après Romulus? aucun document ne nous l'enseigne; mais les

1. Denys d'Halicarnasse : *Antiquités Romaines*, l. II. chap. xv, traduction du P. Le Jay.

2. Nous devons reconnaître ici cette suspension d'une des manifestations de la puissance paternelle, puisque, selon l'opinion que nous avons adoptée, le droit d'exposition ne se confond pas avec le *jus vitæ necisque*.

auteurs inclinent à le croire, car pendant bien des années, disent-ils, les besoins qui l'avaient fait édicter subsistèrent et furent respectés, et, en outre, la vénération qui entourait les actes du premier roi de Rome, dut puissamment contribuer à faire admettre sa loi par ses successeurs. Malgré ces considérations historiques, nous ne pensons pas que les prescriptions de Romulus, si elles lui survécurent, furent appliquées longtemps après lui; nous croirions plutôt qu'elles tombèrent rapidement en désuétude, car, abstraction faite de nécessités politiques qui disparurent assez vite, elles étaient trop peu conformes aux idées et aux mœurs de la Rome primitive pour rester populaires. La preuve en est selon nous, dans la réglementation de la loi des 12 Tables, qui eût rappelé la loi de Romulus, si elle eût encore été observée lors de sa confection; mais il n'en est rien; cette réglementation savamment étudiée devait répondre aux mœurs d'alors et refléter les coutumes; or, comme elle est plus dure et moins humaine que la constitution du premier roi de Rome, il est plus que probable que la coutume, règle de la loi à cette époque, et les mœurs, avaient depuis longtemps fait bon marché des restrictions apportées au droit d'abandon par la loi de Romulus.

CHAPITRE II

DE LA DISPOSITION DE LA LOI DES XII TABLES RELATIVE AUX NOUVEAUX-NÉS, — SON ÉTENDUE, — SA VALEUR PAR RAPPORT A LA LOI DE ROMULUS, — SON INFLUENCE SUR L'ABANDON. — DE LA DÉFENSE D'EXPOSER LES ENFANTS VALIDES, — NATURE DE CETTE DÉFENSE, — SA SANCTION. DE L'ACTION « DE PARTU AGNOSCENDO », — D'UN « REMEDIUM MAJORI TRIMO PETENTI », — « DE LA POENA DE NUNCIATI », — LEUR BUT, — LEUR PORTÉE, — DE LEUR INSUFFISANCE EN PRÉSENCE DE L'ÉTAT DES MŒURS ; — MESURES PRÉVENTIVES DE TRAJAN POUR RESTREINDRE LES ABANDONS. — PEUT-ON INDUIRE DE LA LOI 4 AU DIGESTE (25. 2) QUE L'EXPOSITION FUT PUNIE, A PARTIR DE SEPTIME SÉVÈRE, DES PEINES DE L'ASSASSINAT ?

La loi des 12 Tables a consacré, elle aussi, une de ses dispositions à l'enfance et aux nouveaux-nés. Quoique séparé de la constitution de Romulus par près de trois siècles, ce texte, pas plus qu'elle, ne nous est parvenu dans sa teneur primitive ; c'est une phrase de Cicéron dans son traité « *de legibus* (1) », qui nous en a révélé l'existence. « *Deinde cum esset cito necatus, tanquam*

1. Cicéron : *de legibus*, l. III, ch. VIII.

« *ex duodecim Tabulis, insignis ad deformitatem*
« *puer* ».

Ce court passage, qui ne peut être commenté ni par ce qui le précède, ni par ce qui le suit, a néanmoins été l'objet de la part des Romanistes, d'études approfondies, et la plupart y ont trouvé, malgré sa brièveté extrême, quelque chose de plus qu'une trace, qu'un souvenir, mais une énonciation dont les termes mêmes permettent jusqu'à un certain point de reconstituer le sens et la portée de la loi.

La place de cette disposition, d'après les jurisconsultes, semble être dans la table IV (1), ce qui la fait remonter à l'an 303 de Rome ; quant à son sens général et à sa portée, les auteurs, en s'appuyant sur les termes mêmes de Cicéron et en procédant par comparaison avec la loi de Romulus, ont pu en donner une idée très satisfaisante. Pour eux, ce texte ne reproduit rien de la réglementation du premier roi de Rome, il décide que les enfants difformes seront mis à mort aussitôt (*cito*, dit Cicéron) après leur naissance, il n'ordonne pas leur exposition comme la constitution précédente; bien plus, il la proscriit et enlève aux parents la faculté de se soustraire par cette demi-mesure à un épouvantable infanticide; il ne rapporte pas à la prescription cruelle qu'il édicte la garantie de l'avis conforme des cinq voisins : le meurtre est immédiat (*cito*). Il n'y a, en un mot, pour les enfants aucune sauvegarde contre l'arbitraire et la cruauté, et cela doit peu étonner si l'on se rappelle que la loi fut élaborée après l'étude de la législation attique par trois patriciens délégués en Grèce en l'an 300, et

1. Ortolan : *Histoire de la Législation Romaine*, t. I, p. 107.

que les lois Grecques étaient, nous l'avons vu, d'une révoltante barbarie : les mœurs ne répugnaient pas à cette réglementation, puisqu'elles accueillaient avec tant d'enthousiasme les douze Tables, remplies de dispositions tout aussi grossières, barbares et cruelles.

La valeur morale de cette constitution nous semble des plus contestables. Un auteur néanmoins prétend qu'elle constitue un progrès sur la loi de Romulus : « En supprimant, dit M. Bouchaud (1), l'obligation de requérir l'avis des voisins, les décemvirs pensèrent qu'il était moins barbare de tuer les enfants aussitôt après leur naissance que d'attendre qu'ils eussent vécu quelque temps. » Ce serait alors un exemple assez rare d'un motif d'humanité produisant une mesure inique ; l'amélioration eût été dans l'intention, l'aggravation dans le fait.

Cette législation nouvelle, qui ne concernait que le meurtre des enfants difformes, eut sur l'abandon des nouveaux-nés une influence considérable et produisit des effets désastreux. Parmi les parents, les uns accomplirent strictement les prescriptions de la loi, tandis que d'autres substituèrent l'exposition à l'infanticide, comme un procédé tout aussi efficace et beaucoup moins pénible pour eux. Des spéculateurs barbares, marchands d'esclaves et montreurs de curiosités, ramassaient pour leur triste négoce ces monstres délaissés ou achetaient directement pour quelques sesterces aux parents eux-mêmes, ceux de leurs enfants que la loi avait condamnés (2).

1. Bouchaud : *Commentaire de la loi des 12 tables*.

2. Sénèque le rhéteur : *Controverses*, V, 33.

L'abandon d'abord employé en vue d'éluder la loi devint bientôt dans les mœurs Romaines un procédé facile pour se débarrasser de tous les nouveaux-nés. Seul juge de la conformation physique de son enfant, un père n'avait, quand il ne lui plaisait pas, qu'à alléguer sa difformité ou sa laideur pour l'abandonner; et si le pauvre petit ne mourait pas glacé par le froid ou dévoré par les chiens errants, il allait dans la suite, formé par les soins d'infâmes racoleurs, grossir les cohortes des gladiateurs, des esclaves ou des courtisanes.

L'abandon des enfants valides était pourtant prohibé: « *Non aliter vos quoque infanticidæ, qui infantes quidem necantes, legibus prohibemini* (1) ». s'écriait Tertullien, et tous les romanisés s'accorden pour étendre à l'exposition ce qu'il dit du meurtre. « *Quod aiunt leges*, a dit Cujas (2), *abdicationem filiorum qua Græci utebantur, jure Romano non comprobari* ». Mais cette législation si rigoureuse à l'égard des êtres monstrueux dont la présence à Rome eût été de mauvais augure (3), prohibait d'une façon presque platonique, le délaissement comme l'assassinat de ceux dont la vie pouvait être utile à la cité.

Et cela est on ne peut plus naturel, car après avoir été inexorable pour les uns, elle eut été mal venue à défendre énergiquement les autres. Partout ses bonnes, mais vaines prescriptions se heurtaient à des mœurs mauvaises, et, comme le disait Tacite (4), en cette

1. Tertullien : *ad nationes*, l. I, ch. xv.

2. Cujas : *Opera*, t. IX, p. 1307. Ed. Naples 1758.

3. Suétone : *Octav.*, XCIV.

4. Tacite : *Mœurs des Germains*, XIX.

matière des bonnes mœurs eussent mieux valu que de bonnes lois.

Quelles étaient ces prohibitions ? Elles ne constituaient pas, comme on pourrait le croire, une défense impérative sanctionnée par une véritable pénalité qui eût certainement réagi contre les tendances mauvaises auxquelles la loi des 12 Tables avait donné libre cours, mais une interdiction timide, sanctionnée par une simple action civile très rare en pratique et très facile à éviter.

L'enfant valide abandonné avait différentes armes contre l'auteur de son abandon ; elles lui servaient à établir sa filiation, à se procurer des aliments, à reprendre sa place dans sa famille naturelle, enfin à infliger à son père un châtement civil pour l'abandon illégal dont il avait été l'objet.

Le caractère particulier de ce châtement consiste en ce qu'il résultait de l'usage par l'exposé des armes dont nous venons de parler, et que par conséquent, ce n'était pas l'autorité elle-même qui l'infligeait, mais l'enfant délaissé.

C'est là, en quelques mots l'économie de toutes ces dispositions.

Lorsqu'un père avait abandonné l'enfant de sa femme en négligeant de se conformer aux prescription du Senatus consulte Plautien (1), la personne qui l'avait recueilli ou lui-même, avait l'action « *de partu agnoscendo* » pour établir sa filiation et obliger son père de

1. Pour pouvoir désavouer l'enfant de sa femme né postérieurement au *repudium*, il fallait accomplir certaines formalités. La femme notifiait sa grossesse dans les 30 jours, alors le mari, s'il n'envoyait pas des gardiens ou ne notifiait pas son refus de reconnaissance était considéré comme le père de l'enfant. (Loi 1 de *agnoscendis et alendis liberis. Dig.*)

le reconnaître. Si ce dernier refusait, l'enfant avait une autre arme, le *remedium majori trimo petenti* ; il s'adressait au président ou au consul pour réclamer ses droits, établissait les faits et obtenait condamnation. La sentence pouvant même être exécutée « *pignoribus captis et distractis.* »

Ces différentes mesures étaient créées pour les cas déterminés par le Sénatus Consulte et s'appuyaient sur l'acquiescement tacite du mari à la suite de la *denunciatio* de sa femme. La loi 9 au Code (8. 47) y ajouta une pénalité appelée *denunciata*. Nous pensons même, avec beaucoup de Romanistes, qu'elle fit plus et que, étant donnée la généralité de ses termes, elle étendit cette *pæna denunciati* à tous les cas où un père reniait son fils, « *Dicebat suum non esse* » pour me servir de l'expression de Cujas (1).

En résumé, nous voyons ici ce qu'on rencontre à chaque page de l'histoire du droit Romain, une généralisation de mesures particulières et spéciales. Du cas du Sénatus-Consulte Plautien, l'action *de partu agnoscendo*, le *remedium majori trimo petenti*, la *pæna denunciati*, passèrent à tous ceux où il y avait abandon d'un enfant et rien n'était plus naturel, car ces actions conféraient au délaissé, lorsqu'il était légitime, le droit de chercher sa double filiation ; lorsqu'il ne l'était pas, le droit de rechercher sa mère, et elles avaient leur raison d'être et leur explication dans l'obligation alimentaire des parents qu'elles sanctionnaient vis-à-vis de leurs enfants, et dans le droit aux aliments des enfants qu'elles garantissaient vis-à-vis de leurs auteurs.

1. Cujas, *ut supra*.

Cujas analyse en quelques mots toute cette procédure :

« *Editum partum*, dit-il, *pater omnimodo cogitur*
« *agnoscere, vel si nolit extra ordinem in corpus*
« *scilicet coercetur et tantum cogitur agnoscere. Et*
« *hæc est pœna denunciati, non pœna denunciata.*
« *Item, edicto prætoris esse propositum præjudicium,*
« *quo pater filium cogitur agnoscere, qui probatur*
« *esse filius ejus ; et præterea datum esse remedium*
« *quo ii, qui dicuntur esse filii, extra ordinem per*
« *consulem aut præsidem, quo recens nato, vel*
« *potius filio majori trimo, alimenta et cætera sub-*
« *sidia vitæ decernuntur, aliquo petente nomine*
« *ejus, ut ait lex, cum ipse non possit petere... (1) »*

Ces actions ne réalisaient pas seulement la reconnaissance des droits de l'enfant et des devoirs du père, e les infligeaient à ce dernier la sanction de son abandon, la *pœna denunciati*. C'était non seulement un véritable châtimement consistant en amende, saisie et vente de biens, mais encore un châtimement civil comme le constate l'inscription de la loi 1 « *Ulpianus ad edictum* » Digeste 25. 3 (2).

Ces actions étaient certainement un progrès, une certaine garantie des droits de l'enfance, mais elles ne constituaient pas une mesure suffisante. Elles montraient que l'abandon n'était plus admis par la loi, mais elles étaient impuissantes à le réprimer. Ce n'était pas des actions civiles mises en mouvement par l'enfant lui-même qu'il eût fallu, mais des actions criminelles exercées par les pouvoirs publics. Il était facile, en effet,

1. Cujas : *Commentaire de la loi 9, Code de Patria potestate*, t. IX.

2. Amédée Bonde : *ut supra*.

d'éviter l'action civile et par conséquent d'abandonner impunément les nouveaux-nés ; il suffisait de prendre toutes les précautions nécessaires pour rendre impossible la preuve de leur filiation et les mettre ainsi dans l'impuissance absolue de retrouver leur auteur. Du reste, la difficulté extrême que rencontrait l'exposé pour découvrir par lui-même, sans l'aide de l'autorité, celui qui l'avait délaissé, favorisait encore l'abandon. Pour ceux enfin, qui voulaient éluder toute pénalité civile, il y avait l'infanticide ou son équivalent, l'exposition dans des lieux déserts ; mesures radicales, qui les rassuraient complètement sur l'avenir, en détruisant ceux-là seuls qui pouvaient réclamer et être leurs adversaires en personne ou par mandataire aux actions que nous venons d'étudier.

Les mœurs continuèrent, elles aussi, à tolérer l'exposition et le meurtre. Elles auraient pu, en réprouvant ces crimes, les rendre odieux et en écarter, suppléant ainsi, dans une certaine mesure, avec les actions, à l'absence du châtimement criminel. Mais il n'en fut rien, et les auteurs constatèrent que, dans maintes circonstances, le délaissement était un acte habituel dont les grands donnaient l'exemple et dont la morale publique ne s'alarmait pas. Suétone raconte (1) qu'Auguste défendit à sa fille Julia de reconnaître et d'élever son enfant. « *Ex neptē sua « post damnationem editum agnosci, alique vetuit* ». Tertullien et Tacite (2) constatent également ces coutumes honteuses, en déplorant que les mœurs romaines ne les condamnassent pas plus sévèrement. Ce sont donc,

1. Suétone : *Octave*, 65.

2. Tacite : *Mœurs des Germains*, 19. — *Histoires*, V, 5.

selon nous, les habitudes immorales, la corruption et l'antique barbarie de Rome, qui doivent être responsables devant l'histoire, plus encore que le pouvoir législatif, de la scandaleuse impunité de tous ces crimes.

Si l'autorité eut le grand tort de négliger les mesures répressives, elle sut prendre à un certain moment des mesures préventives qui auraient considérablement diminué les abandons dans une société moins dissolue que la société romaine. Sous le règne de Trajan, alors que, pour me servir d'une belle expression de M. Villemain (1), l'empreinte du christianisme était déjà sur le monde, « L'empereur, nous rapporte Pline le Jeune (2), « fait rechercher et élever aux frais de l'État des enfants « ingénus pauvres dont le nombre n'est guère au-dessous « de cinq mille... D'eux, ajoutait-il, naîtront des enfants « à qui ce secours public ne sera plus nécessaire... Et « ainsi la jeunesse romaine se multiplie visiblement, « non que *les pères aiment mieux leurs enfants, mais* « *parce que le prince aime mieux les citoyens...* »

Quelle était la nature de ce secours à l'enfance créé par Trajan et dont Pline considérait les résultats heureux comme des faits accomplis ? Certaines découvertes archéologiques importantes permettent aujourd'hui de la déterminer (3). L'empereur prêtait à faible intérêt, aux petites propriétés foncières, des sommes importantes, et affectait les revenus de ces prêts à l'alimentation et à l'éducation, ou, à plus proprement parler, à l'assistance

1. Ville main : *Des secours publics chez les Romains*.

2. Pline le Jeune : *Panegyrique de Trajan*, traduct. de Sacy, p. 77.

3. *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Latines* : article *Alimentarii pueri*, p. 182 et suiv.

d'enfants ingénus pauvres légitimes ou naturels. Les tables qui constataient ces prêts et ces secours se nommaient *tabulæ alimentariæ*; plusieurs d'entre elles ont été récemment découvertes. Les subsides accordés par le prince variaient suivant les enfants : les enfants naturels avaient moins que les légitimes, les filles moins que les garçons; ils étaient du reste de peu d'importance et n'étaient guère destinés qu'à venir en aide aux parents surchargés de famille. Ces excellentes mesures n'empêchèrent pourtant pas l'abandon : il était trop dans les mœurs pour disparaître devant des moyens détournés, et comme les remèdes préventifs ne suppléaient pas complètement aux avantages matériels d'un délaissement complet, on continuait à y recourir avec d'autant plus d'empressement qu'il était presque impuni.

Avant de terminer l'esquisse rapide de l'état de la législation et des mœurs de cette période, nous devons signaler une opinion assez répandue qui trouve des partisans parmi les meilleurs Romanistes (1), et pour laquelle, dès le droit classique, l'exposition des nouveaux-nés était assimilée à l'assassinat. Cornélius Bynkershock le premier, l'a soutenue dans un traité resté célèbre (2). M. Accarias l'admet aujourd'hui. Nous ne nous arrêterons pas aux incalculables arguments développés par Bynkershock, nous citerons seulement un texte du Digeste, la loi 4 de *agnoscendis et alendis liberis* (25. 3) qui constitue la preuve la plus sérieuse de ce système : « *Necare videtur*, dit Paul dans cette loi,

1. Accarias : *Précis de Droit Romain*, t. I, n° 77, note 2.

2. Bynkershock : *Opusculum de jure occidendi vendendi et exponendi liberos apud veteres*.

« *non tantum is qui partum perfocat sed et is qui*
« *abjicit et qui alimenta denegat, et is qui publicis*
« *locis misericordiæ causa exponit quam ipse non*
« *habet.* »

L'auteur de ce texte, concluent les partisans de la théorie de Bynkershock, Paul, qui jouissait de la faveur de Septime Sévère, Caracalla et Alexandre Sévère, qui fut élevé par ce dernier après Ulpien à la dignité de préfet du prétoire, était, personne ne le conteste, un jurisconsulte officiel, dont les opinions avaient force législative; donc, il y avait en droit classique une loi précise, certaine, extrêmement claire qui confirmait absolument leur manière de voir. Nous ne partagerons pas cette opinion, nous pensons que Paul en écrivant ce texte, faisait simplement une réflexion de haute morale, sollicitait un châtement. Pour que ses avis eussent force de loi et fussent admis comme droit positif, il aurait fallu qu'il renvoyât à une peine qu'il indiquât une sanction et nous ne trouvons rien de semblable dans le texte qu'on nous oppose ! Nous dirons donc que ce passage de Paul, au moment où ce jurisconsulte l'a écrit, n'était pas un document législatif et n'a pas la valeur que nos adversaires veulent lui donner. « *Ac si examinetur quod scripsit Paulus*, comme le dit si bien « Gérard Noodt (1), *tunc enim dicam, neque legem* « *fuisse, neque legis auctoritatem obtinuisse, sed* « *tantum fuisse doctrinam Pauli, privati juriscon-* « *sulti pii et sapientis* ».

Gérard Noodt : *de partus expositione et nece apud veteres...*, *amica responsio ad difficultates (in fine)*.

CHAPITRE III

CE QUE DEVENAIENT LES ENFANTS ABANDONNÉS, — PAR QUI ILS ÉTAIENT RECUEILLIS D'ORDINAIRE; — LEUR ÉTAT LÉGAL PRIMITIF, — SES CAUSES. — TRANSFORMATION DE CET ÉTAT. — DE L'ENFANT ABANDONNÉ ÉLEVÉ COMME INGÉNU, — POUVAIT-IL ÊTRE ADOPTÉ PAR SON BIENFAITEUR? — POUVAIT-IL ÊTRE MIS EN TUTELLE? — DIFFÉRENTS SYSTÈMES SUR CES QUESTIONS; — SON ÉTAT JURIDIQUE; — ÉTENDUE DE SES DROITS, — SA SITUATION VIS-A-VIS DE SA FAMILLE NATURELLE, — SA REVENDICATION PAR LE PATERFAMILIAS QUI L'A DÉLAISSÉ, — CE PATERFAMILIAS POUVAIT-IL RÉCLAMER SA SUCCESSION APRÈS SA MORT OU EN ÉTAIT-IL EXCLU PAR LA « POENA DENUNCIATI »?

Nous avons vu l'histoire de l'exposition pendant toute la période de la Rome païenne, voyons quel était alors le sort des enfants délaissés. De quelque manière qu'ait eu lieu l'abandon, tous étaient soumis aux mêmes hasards, il n'y avait pas d'établissements publics pour les recueillir, aussi beaucoup mouraient de froid et de besoin quelques heures après leur exposition, et tous, quels qu'ils fussent, ne pouvaient compter que sur la charité ou la spéculation privée pour éviter une longue et froide agonie dans l'indifférence et dans l'oubli.

Certains particuliers recueillaient ces pauvres petits ; c'étaient, la plupart du temps, nous l'avons vu, des marchands d'esclaves barbares qui les emmenaient dans les pays voisins pour les vendre après leur avoir donné une éducation professionnelle ; des histrions, qui les élevaient dans leur art ; des maîtres de gladiateurs, qui les formaient en vue du cirque ; c'étaient aussi, chose infiniment plus rare, des citoyens qui les conservaient près d'eux à divers titres, comme esclaves, comme serviteurs, ou même comme enfants.

Leur sort habituel était la servitude, c'était à l'esclavage qu'ils étaient voués : « *Expositi*, disait Firmicus « Maternus (1), *nutriuntur laqueis servilibus implicati* ». — « Les exposés, avait dit Sénèque (2), ne sont « d'aucune classe, ils sont esclaves ». A l'origine même, d'après beaucoup de Romanistes, l'état d'esclave était acquis à l'abandonné par le fait même de son exposition, et cela découlait naturellement d'une présomption très rationnelle. On considérait théoriquement l'abandon, abstraction faite d'une pratique illégale quoique presque impunie, comme un acte odieux, indigne d'un homme libre, et on présumait que l'enfant exposé était et ne pouvait être qu'un *partus ancillæ*. Cette présomption de haute morale, contredite bientôt du reste par les mœurs, trouvait à l'origine un point d'appui sur ce fait que les maitres délaissaient plus souvent les parts de leurs esclaves que les parents n'exposaient leurs propres

1. Firmicus Maternus : cap. 5 de son *Astronomie*.

2. Sénèque le rhéteur : l. V, *Controverse* 33, *expositi in nullo numero sunt, hoc legum latori visum est*.

enfants. Un motif d'humanité, en outre, venait encore la justifier; on regardait les abandonnés comme des esclaves, pour leur donner une chance de plus d'être recueillis, pensant, ce qui n'est pas toujours juste, qu'il valait mieux pour eux une vie quelle qu'elle fût, qu'une mort certaine sur les bords du Tibre ou au coin d'un carrefour.

Peu à peu les coutumes et les mœurs romaines rendirent cette présomption impossible, abolirent l'esclavage qu'elle établissait et gardèrent la garantie qu'elle avait créée. La servitude ne fut plus encourue par l'exposition elle-même, mais seulement par une manifestation de volonté de celui qui avait recueilli l'exposé; en un mot, pour que l'abandonné pût être élevé comme un homme libre, il suffisait qu'il ne fût pas réduit en esclavage, un affranchissement n'était pas nécessaire. Ce changement créa trois catégories d'enfants délaissés là où auparavant il n'y en avait que deux : les ingénus, à qui leurs protecteurs n'avaient jamais imposé l'esclavage, les affranchis et les esclaves.

L'abandonné pouvait vivre librement près de celui qui l'avait recueilli; mais pouvait-il être adopté par lui, prendre son nom et devenir en droit ce qu'il était quelquefois en fait, le fils de son choix? Aucun texte ne tranche la question; aussi des Romanistes ont pensé qu'il fallait s'en tenir aux principes et que ces principes rendaient l'affirmative absolument irréalisable. Comment en effet, disent-ils, soutenir qu'il pouvait y avoir adoption ou adrogation véritable, légale, juridique, quand on reconnaît que l'enfant exposé ou abandonné restait sous la puissance de son auteur, que le *pater* conservait sur lui les droits de puissance paternelle! Ne

doit-on pas plutôt dire que l'adrogation était inapplicable, puisque l'enfant n'était pas *sui juris*, et que l'adoption n'était pas plus possible puisque le *pater* étant inconnu, une des conditions essentielles à sa validité devenait irréalisable. Ils apportent enfin, à l'appui de la négative, un texte de Tertullien qui semble en effet subordonner l'adoption des abandonnés à une émancipation préalable : « *Imprimis filios exponitis suscipiendos ab aliqua prætereunte misericordia extranea, vel adoptandos melioribus parentibus emancipatis* » (1); enfin, ils condamnent les pauvres exposés à rester sans famille et sans nom pour respecter le lien théorique qui les rattache encore à des parents dénaturez.

A ce système qui semble irréfragable, des Romanistes d'une incontestable valeur en ont opposé un autre qui tient compte des nécessités pratiques en respectant les principes du droit. Si, comme nous l'avons vu, les exposés purent, à partir d'un certain moment de l'histoire romaine, être élevés comme des hommes libres sans avoir passé par l'esclavage, leur naissance néanmoins restait entourée de voiles. Pour déterminer leur état, il fallait recourir à une présomption. Que devait-on présumer? Qu'ils étaient fils de famille ou enfants nés du concubinat, *spuriî, vulgo concepti*? Qu'ils étaient *alieni juris* ou qu'ils n'avaient été soumis à aucun droit de puissance? La présomption la plus raisonnable consistait à voir en eux des enfants du hasard; la présomption la plus pratique consistait à voir en eux des *sui*

1. Tertullien : *Apol.*, cap. 15.

juris. La force des choses leur imposait cette qualité ; pourquoi ne l'aurait-on pas reconnue ? Une puissance paternelle énigmatique, incertaine, beaucoup moins probable qu'une naissance illégitime (en dehors des justes noces) pouvait créer des difficultés sans nombre et une situation impossible ; pourquoi l'aurait-on présumée ? Si elle existait, il lui suffisait de se révéler pour détruire l'état de fait, mais cet état de fait fortifié par une sérieuse probabilité qu'il était l'état de droit, devait certainement prévaloir et servir de base à tous les actes juridiques de l'abandonné. Le texte de Tertullien invoqué par les adversaires de cette théorie, du reste, ne prouve rien, parce qu'il n'a pas en vue le délaissement proprement dit, mais une abdication de la puissance paternelle en faveur d'une autre personne par un père qui reste parfaitement connu et dont l'existence est absolument certaine. Le point de départ de l'autre système, conclue-t-on, n'étant pas juste, l'abandonné devant être présumé *sui juris*, on doit décider, sans faire échec aux principes, qu'il peut devenir le fils adoptif de son bienfaiteur par l'opération juridique de l'adrogation.

Il pouvait se faire que les enfants délaissés ne fussent pas adoptés par ceux qui les avaient recueillis et restassent libres dans des familles où ils n'étaient que des hôtes et des amis ; c'était même dans le premier système la situation nécessaire de tous ceux qui n'étaient pas réduits en esclavage. Quel était alors leur état juridique ? D'après la première théorie, ils ne pouvaient être en tutelle parce qu'elle ne s'ouvre « que par tout événement qui rend l'impubère *sui juris* et d'aucune autre manière, » et qu'ils étaient encore sous la puissance

latente et éventuelle d'un *pater familias*; éventualité avec laquelle le droit romain avait dû certainement compter, puisque dans une circonstance analogue il décidait que lorsque le père était absent et qu'on avait des doutes légitimes sur son existence, on ne nommait pas de tuteur à son enfant. Impubère, l'abandonné ne pouvait donc pas avoir de tuteur; pubère, il ne pouvait administrer ceux de ses biens qui ne revêtaient pas le caractère de *pécule castrans*. A quelque âge qu'il fût arrivé, il ne pouvait ni tester ni recevoir par testament, ni donner ni recevoir par donation; enfin si l'on veut aller jusqu'au bout de ce système et appliquer rigoureusement les principes sur lesquels il se fonde, il était dans l'impuissance légale la plus absolue et la plus révoltante; tout au plus pouvait-on lui accorder, par analogie à ce qu'on accordait aux enfants de l'absent, le droit de se marier, et dire que l'impossibilité d'obtenir le consentement d'un père incertain et inconnu n'était pas pour lui un obstacle insurmontable à toute union légitime!

Cette théorie désespérante porte sa condamnation dans ses conséquences; aussi la seconde opinion qui rend l'existence de l'abandonné non seulement possible, mais encore facile, naturelle, ordinaire, doit-elle lui être préférée. Comme *sui juris*, l'exposé pourra recevoir par donation ou testament, il aura un tuteur lorsqu'il lui adviendra quelque fortune, et ce tuteur nommé par suite de l'analogie, pour ne pas dire de l'identité présumée qui existe entre sa situation et celle des *nati ex concubinato* ou des *vulgo concepti*, la gèrera dans les formes de la loi. Enfin devenu pubère, il pourra fonder une famille à l'égard de laquelle il exercera les droits

d'un *pater familias*, il pourra tester, faire des donations, en un mot, accomplir tous les actes juridiques d'un véritable *sui juris*.

Quelle était à cette époque, vis-à-vis de leur famille naturelle, la situation des enfants abandonnés ingénus ? Elle était assez précaire et plus préjudiciable à leurs droits que conforme à leurs intérêts. Nous savons qu'ils pouvaient par certaines actions réclamer leur reconnaissance, et même lorsqu'ils étaient légitimes se faire admettre à la succession de leur père en qualité d'héritiers siens ; mais s'ils pouvaient tirer à leur profit ces diverses conséquences du maintien de la puissance paternelle, le père de son côté en pouvait exercer tous les droits ; et à l'époque classique, on retrouvait encore parmi les derniers vestiges de barbarie le pouvoir scandaleux accordé au *pater* qui avait lâchement abandonné son enfant, de venir le réclamer et de triompher de ses résistances comme de celles de son bienfaiteur, en faisant valoir par un *præjudicium de patria potestate* ou une revendication, une puissance paternelle dont il n'était pas déchu. Ce droit de réclamation était une arme scandaleuse. Employée le plus souvent par des parents dont un délaissement barbare permettait d'apprécier la tendresse et la moralité, elle produisait un changement d'état presque toujours préjudiciable aux intérêts de l'exposé. En effet, la puissance paternelle une fois reconnue, l'abandonné repris par sa famille naturelle perdait sa qualité de *sui juris*, redevenait fils de famille et tous ses biens venaient grossir le patrimoine de son *pater*... qui devait encourir, ce semble, mais qui en fait encourait rarement la *pœna denunciati*, sa réclamation constituant, à l'égard de la morale indulgente d'alors, une

sorte de repentir qui effaçait sa faute. La rentrée de l'exposé dans sa famille naturelle était subordonnée à une condition ; car il y avait deux intérêts à respecter, et si le père semblait toujours devoir l'emporter, le bienfaiteur de l'enfant devait au moins pouvoir légitimement faire valoir ce qu'il avait fait pour lui et demander le remboursement des frais qu'il avait déboursés : « *Quantum ad te pertinet*, lui fait dire Quintilien dans son langage imagé et rapide (1), *non habet respublica virum fortem, aut illum feræ laceraverunt, aut aves diripuerunt, aut aliquis, quod multo fit indignius sustulit leno aut lanista. Ex meis ille beneficiis natus est...* » Aussi le droit Romain décidait-il que la revendication entraînerait obligation de payer les dépenses nécessaires et utiles d'entretien et d'éducation fixées *ex æquo et bono* par le juge qui avait sur ce point la plus grande latitude d'appréciation. Nous étudierons bientôt ce remboursement ; contentons-nous à présent de le signaler.

L'abandonné pouvait mourir sans avoir jamais été réclamé par sa famille naturelle ou adrogé par celle de son bienfaiteur, après avoir vécu comme un homme d'origine libre et amassé ou recueilli des biens comme un *sui juris*. Ses parents pouvaient-ils alors venir réclamer sa succession ? C'est un point qui a été vivement contesté. En effet, on comprenait bien qu'un père vint réclamer son enfant vivant, c'était une acceptation des devoirs de la paternité, qu'une nécessité absolue pouvait bien avoir forcément retardée, mais on ne comprenait pas qu'il pût revendiquer la succession de celui

1. Quintilien : *Déclamation*, 278 : *in fine*.

qu'il avait toujours renié, prenant ainsi les avantages de cette même paternité dont il n'avait jamais voulu supporter les charges. Grégoire de Toulouse dans son « *Syntagma juris* », soutient que la « *pœna denunciati* » excluait les parents de la succession de l'exposé, et cette opinion nous paraît fort juste : l'abandon étant un acte illicite, puni par la loi, on ne pouvait vraiment pas s'en prévaloir pour réaliser un profit ou en tirer un avantage. Nous dirons donc avec lui : « *Ut qui quæve filium filiamve exposuerit, ultra pœnas quas meretur criminis* (et il renvoie à toutes les lois que nous avons étudiées) *privetur sucessione. Sic enim expositus videtur incertum patrem et matrem vel eum habere qui dignus filio non sit, cum filium dignum non se existimaverit. Et ideo utilitate omni ex filio privandus quamvis certus fuerit... (1).* »

1. Grégoire de Toulouse. *Syntagma juris universi*, l. XLV, ch. x, § 42. Trajan avait déjà enlevé au père qui maltraitait son fils tout droit à la succession de ce dernier.

CHAPITRE IV

DE LA REVENDICATION COMME « PARTUS ANCILLÆ » D'UN ABANDONNÉ ÉLEVÉ COMME INGÉNU, — DU REMBOURSEMENT DES DÉPENSES PAR LE REVENDIQUANT, — CARACTÈRE ET BUT DE CE REMBOURSEMENT, — RESTRICTIONS D'ALEX. SÉVÈRE A CE DROIT DE REVENDICATION. — DES ENFANTS DÉLAISSÉS RÉDUITS EN ESCLAVAGE, — LEUR ESPOIR DE RECOUVRER LA LIBERTÉ, — DÉCOUVERTE PAR EUX DE LEUR FILIATION LIBRE, — DE L'« ASSERTIO, » — LEUR RÉCLAMATION PAR DES PARENTS LIBRES, — DE LA « PROCLAMATIO IN LIBERTATEM », — CARACTÈRE DU REMBOURSEMENT DES DÉPENSES EN CE CAS, — LEUR REVENDICATION COMME « PARTUS ANCILLÆ » PAR UN MAÎTRE D'ORIGINE, — INCONVÉNIENTS ET INJUSTICE DE CETTE REVENDICATION, — SA RESTRICTION PAR ALEX. SÉVÈRE. — CARACTÈRE DU REMBOURSEMENT DES DÉPENSES. — RÉSUMÉ DE LA SITUATION DES ABANDONNÉS AVANT CONSTANTIN.

Outre la singulière instabilité de leur situation dans la société Romaine, les enfants abandonnés, élevés en liberté, devaient constamment redouter une dangereuse réclamation, la revendication de quelque citoyen prétendant avoir sur eux les droits de puissance domaniale. Il y avait là une menace continuelle d'esclavage

qui rendait leur vie incertaine et pouvait la troubler jusqu'à leur dernier soupir, qui provenait de l'incertitude de leur naissance et que rien ne pouvait conjurer, qui était enfin dans bien des cas, un scandaleux instrument de chantage entre les mains d'individus peu délicats. Quelquefois, en effet, des maîtres qui s'étaient débarrassés du part de leur esclave, tout en conservant sur lui le *dominium*, le retrouvaient au nombre des citoyens, souvent même à un rang égal au leur ; alors le désir de s'emparer de ses biens et de sa propre personne, les poussait la plupart du temps à faire valoir leurs droits sur lui par la *vindicatio in servitute*. L'abandonné perdait sa liberté et tout son avoir, pour rentrer dans sa servitude originelle. Néanmoins, ce changement d'état était subordonné encore au remboursement des dépenses faites pour son éducation et son entretien : « *Alimenta soluisti*, disait Quintilien (1), « *computas mecum, ut solus omnium mortalium.....* « *expositum reciperes.* » Ce paiement, dont le but immédiat évident était de ne pas attribuer au réclamant un bénéfice qui n'aurait été que le résultat de son abandon, et de ne pas permettre à un maître de mettre à la charge d'un autre ne devant jamais en profiter, des dépenses qui lui étaient personnelles, ce paiement avait non seulement comme raison d'être et comme fin de remédier à une iniquité, mais encore de sauvegarder dans une certaine mesure la situation acquise par un précédent état de fait. En effet si, comme il arrivait fréquemment, les frais d'entretien et d'éducation du délaissé s'élevaient à une somme importante supérieure à

1. Quintilien : *Declamatio* 278 : *in fine*.

sa valeur vénale, son maître d'origine le revendiquait beaucoup plus rarement. En outre, en pratique, les dépenses nécessaires et utiles, étant déterminées par le juge *ex æquo et bono*, celui-ci devait certainement, par faveur pour la liberté, en raison de l'esprit général de la législation Romaine « *libertas omnibus rebus favorabilior est* (1), » admettre tous les frais de quelque importance pour donner à l'exposé, élevé comme ingénu, une chance de plus d'échapper à la servitude. Le texte de Quintilien, comme les principes, nous permettent de dire que ce remboursement devait être préalable et constituait la condition *sine qua non*, à laquelle était subordonné le succès de la *vindicatio*.

En l'an 225 de l'ère chrétienne, l'empereur Alexandre Sévère, touché de la grande injustice qu'il y avait de laisser des maîtres indignes venir, après avoir abandonné leurs esclaves, invoquer des droits qu'ils avaient pour ainsi dire abdiqués, décida (2) qu'à l'avenir le fait par le *dominus* d'avoir exposé ou fait exposer un *partus ancillæ* entraînerait déchéance du *dominium*. C'était un grand progrès pour la civilisation Romaine, un grand danger de moins pour l'abandonné; pourtant tout péril n'avait pas disparu, car le maître primitif pouvait encore revendiquer, lorsque l'abandon avait eu lieu contre son gré ou à son insu, *invito vel ignorante*; mais dans ces cas, l'empereur soulignait de nouveau dans un langage extrêmement clair la nécessité du remboursement préalable, dont nous avons vu le rôle et le but : « *Sed restitutio*, disait-il, *ita fiet ut, si qua in alendo eo*,

1. Digeste : *de regulis juris antiqui* : loi 122.

2. Code : Loi 1. *de expositis*, l. VIII, titre 52.

« *vel forte ad discendum artificium juste consumpta fuerint, restituas.* »

Le plus grand nombre des exposés étaient réduits en esclavage... « *Addixit certe sanguinem suum ad servitutem aut ad lupanar* » disait Lactance (1) du père ou de la mère qui délaissait son enfant; et il ne faisait que constater ce fait alors évident, que presque tous les abandonnés étaient recueillis pour des motifs étrangers à la bienfaisance, ou pour des causes qui n'avaient rien de commun avec la charité. On peut remarquer qu'à l'époque où nous nous plaçons, si ces pauvres petits, élevés en état de liberté étaient, au point de vue de la sécurité et de la stabilité, dans une situation inférieure à celle des autres hommes libres, en état d'esclavage ils se trouvaient par suite de la possibilité quotidienne d'un changement, dans une situation supérieure à celle des autres esclaves. L'incertitude de leur naissance dont ils pouvaient d'un moment à l'autre, recouvrer l'état, empoisonnait leur liberté et allégeait leur servitude. Ils avaient en effet un espoir de secouer leur chaîne que ne pouvait avoir aucun autre de leurs compagnons, et cet espoir pouvait se réaliser tous les jours par la découverte d'une filiation libre. Leurs parents les avaient peut-être abandonnés dans l'espérance qu'ils rencontreraient une situation supérieure à la leur, ou dans le but fort commun alors, de se trouver sans charge ni descendance, à une époque où, comme le dit Pline le Jeune (2), les soins que l'on rendait à ceux « qui n'avaient point d'enfants, dégoutaient même d'un fils unique », mais sans les oublier pour

1. Lactance : *Divines Institutions*, l. VI.

2. Pline le Jeune : *Epîtres*, IV, 15.

cela et sans cesser de les suivre dans la vie. Il était en effet moins rare qu'on ne pourrait le penser, de voir des parents conserver le souvenir de ceux qu'ils avaient exposés et même s'y intéresser vivement : « *Dicunt enim comici et hagi poetæ aliquique alii historiæ auctores, mulieres seu meretrices quæ sævo crimine exponebant liberos non oblitæ penitus se esse matres, sed ex ornatu suo quædam cum filiis exponere ex quibus aliquando agnoscebant liberos* (1). » Les enfants abandonnés devenus esclaves, pouvaient donc légitimement espérer, que, touché par leur situation misérable, un père libre viendrait les réclamer, ou que le motif de leur délaissement venant à disparaître, ils seraient revendiqués par une mère naturelle ingénue. Ils pouvaient penser encore qu'eux-mêmes, guidés par certains indices ou certains renseignements, parviendraient à découvrir leur origine et pourraient la faire valoir pour obtenir leur liberté.

Il avait toujours été reconnu qu'un exposé esclave, se retrouvant une filiation libre, pouvait l'invoquer pour sortir de la servitude. Il devait, dans ce cas, recourir à l'*assertio*. Un rescrit de Trajan, provoqué, du reste, par une lettre de Pline le Jeune, alors gouverneur de Bythynie, le constate et jette sur ce point un jour tout nouveau : « On a souvent traité, dit en effet ce prince (2), la question qui regarde les enfants qui, nés libres, ont été exposés et ensuite élevés par quelques gens et nourris dans la servitude; mais parmi les constitutions de mes prédécesseurs, il ne s'en trouve aucune sur ce

1. Grégoire de Toulouse : *ut supra*.

2. Pline le Jeune : *Épître X*, 72. (Traduction de l'édition Barbou.)

« sujet qui soit générale à toutes les provinces. Il est
« vrai que l'on voit des lettres de Domitien... sur les-
« quelles on pourrait peut-être se régler, mais entre les
« provinces dont elles parlent, il n'est pas fait mention
« de la Bythinie... Je ne crois pas ni que l'on doive
« refuser la liberté à ceux qui la réclameront sur un tel
« fondement, ni qu'on les puisse obliger à la racheter
« par le remboursement des aliments qu'on leur aura
« fournis ». Ce document officiel nous révèle tout le
droit d'alors. L'abandonné, sitôt après avoir découvert
son origine, n'avait qu'à recourir à l'*assertio* pour
recouvrer immédiatement sa liberté, le remboursement
des dépenses utiles et nécessaires d'éducation ou d'entre-
tien avancées par le *dominus*, n'était plus une condition
préalable ; l'esclave qui n'avait rien pour payer ces
déboursés devait néanmoins être laissé en liberté, « *nec
ipsam libertatem redimendam*, disait le rescrit, *pretio
alimentorum* ». Et Godefroy, dans son commentaire,
résume en quelques mots toute cette situation : « *Asser-*
« *tionem non esse denegandam* Θρεπτοῖς... *non cogen-*
« *dos pretium alimentorum suis susceptoribus red-*
« *dere* » (1). La grande règle : « *libertas omnibus*
« *rebus favorabilior est* », aboutissait, on le voit, à une
solution diamétralement contraire à celle du cas précé-
dent.

Les parents libres pouvaient, eux aussi, réclamer au
maître qui l'avait réduit en esclavage, leur enfant exposé.
La manière de procéder différait bien peu de la précé-
dente ; ils devaient intenter une action préjudicielle appe-

1. Jacques Godefroy : *Commentaire du Code Théodosien*. Titre : *de
Expositis*.

lée : *proclamatio in libertatem*, se porter « *assertores* », faire la preuve de la filiation de leur enfant et de son origine libre, puis l'exposé recouvrait sa liberté. Dans ce cas et pour les mêmes motifs, le remboursement des dépenses n'était pas plus préalable que dans le cas précédent.

Lorsqu'il y avait *assertio* ou *proclamatio*, l'abandonné retombait certainement, à l'époque que nous étudions, sous la puissance de son *pater*.

La situation de l'enfant délaissé comme *partus ancillæ* et réduit ensuite en esclavage par la personne qui l'avait recueilli, était bien inférieure à toutes les autres. Son état d'origine étant la servitude comme son état actuel, il ne pouvait fonder aucun espoir dans une revendication. Tout changement devait peu lui importer puisqu'il ne se résumait pour lui qu'en un changement de maître, sans pouvoir jamais aboutir à un changement d'état. Jusqu'à Alexandre Sévère, le *dominus* pouvait toujours revendiquer le part de son esclave et faire valoir son *dominium* à l'encontre du maître actuel. C'était un principe absolument certain qui produisait des inconvénients nombreux et de scandaleuses injustices, en constituant pour ainsi dire un profit pour l'abandon. En effet, le délaissement était alors un procédé sûr et facile de se décharger de l'entretien et de l'éducation d'un *partus ancillæ*, un moyen très simple de se soustraire à des dépenses qu'un événement fortuit pouvait rendre improductives. Cet enfant, la plupart du temps, était recueilli et élevé comme esclave par des personnes qui lui donnaient une instruction professionnelle servile; alors, lorsqu'il avait traversé sans encombre les premières années de sa vie et survécu à toutes les maladies

du premier âge, lorsque ceux qui l'avaient ramassé sur la voie publique et qui l'avaient élevé, auraient pu enfin tirer quelque profit de leurs enseignements et de leurs soins, le maître d'origine intervenait, revendiquait et recouvrait, moyennant le simple remboursement des dépenses faites jusque là, la pleine et entière propriété du *partus* abandonné. Il y avait tout avantage pour l'*expositor*, qui, si l'enfant fût mort en bas âge, s'il eût été réfractaire à tout enseignement, si son intelligence eut été faible et son corps débile, se serait bien gardé de le réclamer pour payer des dépenses improductives ou supérieures au résultat obtenu. L'abandon lui permettait d'éviter les ennuis, les charges et tout l'aléa de l'éducation, tandis que la revendication lui permettait d'en réclamer tous les profits. Profiter des bénéfices, ne jamais supporter les pertes, telle était son heureuse situation.

Alexandre Sévère (1), guidé par un sentiment d'humanité et de justice, protégea à la fois le délaissé et celui qui l'avait recueilli, en punissant de la perte du *dominium*, le maître qui avait ordonné ou simplement toléré l'abandon. Les citoyens sans craindre comme auparavant de devenir les dupes de leur bon cœur, les marchands d'esclaves sans courir le risque d'être toujours exploités par des spéculateurs peu délicats, purent désormais sauver la vie aux enfants exposés et les élever dans une servitude quelquefois assez douce, d'autres fois plus sévère, généralement préférable à la mort. Les maîtres furent en même temps punis de leurs cruels calculs qui coûtaient la vie à bien des nouveaux-nés.

1. Code : de *Expositis*, loi 1, l. VIII, titre 52.

Le droit de revendication n'exista plus à partir de ce prince que dans deux cas déterminés : « *si ancilla, comme le dit Cujas (1), invito, vel ignorante domino, partum projecerit et exposuerit, qui Théocrito est μιστροπίπτος... aut si quis partum ancillæ subripuerit.* » Dans le premier de ces cas, l'obligation absolue de remboursement subsista comme auparavant, à titre de condition *sine quâ non* et avec la caractéristique de « préalable » que les principes de faveur pour la liberté ne pouvaient contrarier ici. Si le maître voulait invoquer ses droits avant d'avoir soldé les frais d'éducation et d'entretien, il se voyait opposer l'exception « *doli mali* ». « *Domino vindicanti puerum, dit en effet Cujas, obstat exceptio doli mali, nisi educatori restituat sumptus alimentorum, disciplinæ et eruditionis* ». Dans le second cas, le maître de l'esclave volé pouvait le revendiquer sans avoir à rembourser quoique ce fût pour dépenses utiles et nécessaires; c'est encore la solution de Cujas dans son savant commentaire : « *Dominum furi nullos sumptus restituere debet, nec alimentorum nec eruditionis, sicut ex argento subrepto fur pocula fuerit staturæ aut celaturæ sumptus dominus qui cum eo agit vindicatione, vel condictione furtivâ, ei red-dere non debet.* »

.....

Telle était, dans la société romaine antérieure aux empereurs chrétiens, la situation des enfants abandonnés : elle était, on le voit, bien précaire et bien triste. La loi leur accordait peu de garanties, l'Etat peu de

1. Cujas : *Opera*, t. IX. (Titre de *inf. exp.* au Code, l. VIII, titre 52.)

protection, les particuliers peu de bienveillance ; ils étaient livrés entièrement à la spéculation privée ; les pouvoirs publics se désintéressaient complètement de leur sort, les sentiments et les devoirs de la paternité s'effaçaient tous les jours davantage, et l'on comprend tout ce qu'il y avait de navrant dans l'exclamation de Tacite (1) : « En Germanie, limiter le nombre des
« enfants... est un fait déshonorant... *plus ibi valent*
« *boni mores, quam alibi, bonæ leges.* »

Il était temps que le christianisme vint remplacer le paganisme ancien, protéger la faiblesse et la misère, substituer un but charitable aux calculs honteux et aux scandaleux trafics, enfin donner aux enfants délaissés les garanties qu'on leur avait toujours refusées.

1. Tacite : *Mœurs des Germains*, 19.

CHAPITRE V

DES MODES D'ABANDON AUTRES QUE L'EXPOSITION OU
L'ABANDON DES ENFANTS EN BAS ÂGE, — LA DATION
EN ADOPTION, — DU RENVOI DE LA MAISON PATERNELLE, —
DE LA VENTE DES ENFANTS PAR LE « PATER FAMILIAS, »
— ORIGINE DE CE DROIT, — SES RESTRICTIONS SUCCE-
SIVES, — SON ÉTENDUE D'APRÈS PAUL, — DE L'ABAN-
DON NOXAL, — SUPPRESSION DU DROIT DE VENTE PAR
DIOCLETIEN, — CONSÉQUENCES DE CETTE SUPPRESSION.

Nous avons vu jusqu'à présent l'abandon proprement dit des nouveaux-nés ou des enfants en bas âge, le seul qui constitue un délaissement complet ; c'était de beaucoup le plus usité : néanmoins, quelques parents avaient recouru à d'autres moyens pour se soustraire à l'accomplissement de leurs devoirs. Ils pouvaient chasser leurs enfants ou les vendre, ils pouvaient même, nous l'avons déjà vu (1), les donner en adoption à des citoyens plus riches qu'eux... « *aut in adoptionem melioribus parentibus emancipare...* ». Ce dernier procédé n'avait rien d'illégal ou de contraire aux intérêts de l'enfant, c'était une abdication licite de la puissance paternelle,

1. Chap. III, page 26.

nous ne ne nous y arrêterons pas. La première manière d'agir n'était ni pratique ni légale, car les actions qui forçaient les parents à reconnaître et à élever leur enfant, permettaient toujours à ce dernier de rentrer à la maison paternelle. Restait le second moyen, la vente qui était permise par la législation des XII Tables, qui produisait des effets conformes aux désirs de bien des pères de famille, en les déchargeant de tous soucis pour l'avenir, et à laquelle, en fait, on recourait très fréquemment. Le droit de vendre ses enfants était un droit de puissance paternelle, formellement reconnu par la loi des XII Tables: « *Si pater filium ter venum duit*, disait, en effet, la table IV, *liber esto* ». Commode et souvent même assez lucratif, il suppléait avantageusement à l'exposition, quand il n'y avait pas naissance clandestine; aussi il devint bientôt un usage d'où naquirent des abus scandaleux. Le pouvoir fut obligé de le restreindre successivement, au cas d'émancipation, où il ne présentait aucun inconvénient et ne constituait qu'une fiction, une pure formalité pour parvenir à l'extinction de la puissance paternelle par trois ventes fiduciaires, et au cas d'abandon noxal ou dation par le père, de l'enfant lui-même, en paiement du dommage qu'il avait causé, abandon qui, somme toute, ne constituait pas une vente véritable, puisque c'était un événement étranger à la volonté du *pater* qui y donnait lieu. La mancipation réelle n'était plus que rarement permise, en cas de nécessité pressante, de pauvreté absolue, et ne s'appliquait guère qu'aux nouveaux-nés; car, comme le dit Godefroy (1), c'est surtout au moment de la naissance

1. Godefroid : *ut supra*. (Comm. du titre de *Expositi*.)

que le père prend la détermination d'élever, d'abandonner ou de vendre son enfant. C'était une mesure que la misère pouvait rendre presque nécessaire, et qui ne ne produisait pas du reste de bien graves inconvénients, et ne nuisait en rien à l'ingénuité de l'enfant : « *Qui contemplatione extremæ necessitatis*, dit Paul (1), « *filios suos vendiderint, statui ingenuitatis eorum non præjudicant. Homo enim liber nullo prætio æstimatur. Isdem nec pignori ab his aut fiduciæ dari possunt; ex quo facto sciens creditor deportatur. Operæ tamen eorum locari possunt* ».

Malgré ces restrictions et ces atténuations, le droit de vente était toujours exercé principalement sur les nouveaux-nés, mais quelquefois aussi sur les autres enfants. C'était encore un pouvoir exorbitant du père de famille à l'égard duquel, en dépit de tous les adoucissements, on pouvait porter, même après Paul, le sévère jugement d'Antonin : « *Rem quidem illicitam et inhonestam, admisisse te confiteris, quia proponis filios ingenuos a te venum dados* (2). » Dioclétien l'abolit complètement : « *Liberos parentibus*, dit-il dans sa constitution (3), *neque a venditionis, neque donationis titulo, neque pignoris jure, aut alio quolibet modo, nec sub prætextu ignorantie accipientis in alium transferri posse, manifestissimi juris est.* » A partir de ce prince jusqu'à Constantin, l'exposition et le délaissement proprement dits étaient les seuls modes d'abandon. Les lois qui devaient les réprimer sévèrement n'étaient pas encore édictées; la grande misère

1. Paul : *Sentences*, l. V, titre 1^{er}.

2. Loi 1, Code 7, 16, *de liberali causa*.

3. Loi 1, Code 4, 43, *de patr. qui fil. dist.*

d'alors avait fait supprimer par Dioclétien les secours publics créés par Trajan, aussi les expositions se multiplièrent d'une façon effrayante... un remède sérieux était nécessaire; il était temps qu'une morale nouvelle dictâ aux empereurs des mesures plus efficaces et plus opportunes.

DEUXIÈME PARTIE

Depuis Constantin jusqu'à Justinien.

CHAPITRE I^{er}

DE L'EXPOSITION JUGÉE PAR LES PREMIERS CHRÉTIENS ET LES CONSTITUTIONS APOSTOLIQUES, — DE L'INFLUENCE INSENSIBLE DU CHRISTIANISME, SON RESPECT ET SA SOLLICITUDE POUR L'ENFANCE. — AVÈNEMENT DE CONSTANTIN AU TRÔNE D'OCCIDENT, — VŒUX DES CHRÉTIENS RELATIFS A L'ABANDON, EXPRIMÉS PAR LACTANCE; — DU RESCRIPT DE 315, ÉTABLISSANT DES SECOURS PUBLICS POUR LES ENFANTS PAUVRES, PRÉLEVÉS SUR LE TRÉSOR ET SUR LE FISC; — SON BUT; — SON CARACTÈRE. — POURQUOI SES RÉSULTATS NE RÉPONDIRENT PAS A CE QU'ON ATTENDAIT DE LUI; — DE LA VENTE DES « SANGUINOLENTI » RÉTABLIE PAR CONSTANTIN COMME REMÈDE CONTRE L'EXPOSITION; — SON APPLICATION, SON ÉTENDUE, SES CONSÉQUENCES, SA RÉGLEMENTATION; — DE L'« INSTRUMENTUM » EXIGÉ PAR LA LOI, — SON BUT. — DU SORT DE CETTE INSTITUTION ET DE SA VALEUR.

Bien avant l'avènement au trône impérial d'un disciple du Christ, les chrétiens, commençant leur œuvre

régénératrice, avaient publiquement réprouvé l'exposition. Déjà, au I^{er} siècle de notre ère, saint Justin avait dit, au nom du christianisme naissant, qu'« abandonner
« les nouveaux-nés est le propre d'un homme per-
« vers » (1), et la sublime morale de Jésus-Christ, protectrice de tout ce qui est faible, avait, dans tous ses enseignements comme dans tous ses principes, un respect de l'enfance que les anciens ne pouvaient comprendre, mais qui devait insensiblement les familiariser avec la charité. L'ascendant que prit ainsi le christianisme sur le monde païen dont nous avons constaté l'impuissance morale, ne « plana certainement pas tout de
« suite comme l'astre du jour, mais fut d'abord, comme
« dit Troplong, semblable à une aube matinale qui se
« lève sur l'horizon à cette heure où, n'étant plus déjà
« nuit, il n'est pas encore tout à fait jour » (2). Les chrétiens, au grand étonnement des Romains, ne se contentèrent pas de protestations stériles contre l'abandon; ils n'y recoururent jamais, élevèrent avec soin tous leurs enfants et prescrivirent même à leurs frères, au nom de leur Dieu, de recueillir les orphelins : « Si un riche
« repousse l'orphelin qui est membre de l'Église, le
« père des orphelins veillera sur le délaissé et enverra
« au riche la punition de son avarice » (3). Guidés par l'esprit de charité que le christianisme sait si bien inspirer à ses apôtres, ils seraient allés plus loin; malgré la pauvreté de la plupart d'entre eux, tous auraient recueilli ouvertement des petits païens exposés au coin

1. Apolog. : I, 27, 29.

2. Troplong : *De l'Influence du Christianisme sur le Droit civil des Romains*.

3. *Constitutions Apostoliques*, IV, 1.

des rues, si cet acte d'humanité n'eût, comme le dit M. Léon Lallemand (1), donné le signal de persécutions sanglantes ; car il se trouvait à Rome des fanatiques qui préféreraient mille fois laisser mourir ces pauvres enfants, que de les sentir entre les mains des partisans d'une religion maudite. « Néanmoins, que de fois, dit M. Allard (2), le voile du prêtre, le *pallium* de la diacnesse ou la tunique d'un humble fidèle, dut rapporter dans ses plis un pauvre petit être, arraché à la dent d'une bête cruelle, peut-être l'héritier inconnu de quelque grande famille romaine, recueilli dans les ténèbres, à la porte d'un palais ».

Il y avait face à face deux sociétés : l'une officielle, barbare, corrompue, puissante ; l'autre persécutée, mais pure et divine dans ses préceptes comme dans ses mœurs. Une révolution était imminente et nécessaire ; elle se fit sans secousse après une longue et laborieuse préparation. Le paganisme lutta longtemps ; mais en présence de la morale sublime qui était enseignée à côté de la sienne, sa morale honteuse et dégradante perdit peu à peu toute influence sur les gens honnêtes et de bonne foi. L'avènement de Constantin lui porta un dernier coup. Il cessa d'être officiel et la société romaine se rapprocha visiblement du Christianisme, qui inspira dès lors les actes du pouvoir et les règles de l'administration de l'Etat. Nous avons vu jusqu'ici le sort des abandonnés sous l'empire des principes anciens, voyons-en maintenant la transformation sous l'influence des idées chrétiennes.

1. Léon Lallemand : *ut supra*.

2. Allard : *Esclavage*, ch. II, § 2.

Avant de monter sur le trône, Constantin, fils de Constance Chlore n'avait pas été élevé comme ses prédécesseurs dans la haine de la religion nouvelle de Jésus-Christ. Dès son avènement définitif à l'empire d'Occident, il plaça le christianisme sous la protection impériale, et il s'entoura de savants Chrétiens dont l'un d'eux, Lactance, devint même plus tard précepteur de son fils aîné. Par sa situation à la cour ce philosophe apologétique put rendre aux chrétiens ses frères de réels services ; il se fit auprès du prince l'interprète de leurs vœux et il les résuma dans ses « divines institutions » qu'il dédia à l'empereur. Le but évident de cet ouvrage était de provoquer des mesures législatives désirées depuis longtemps, et parmi celles qu'il réclamait avec insistance et sollicitait avec ardeur, figuraient les lois destinées à restreindre le nombre toujours croissant des abandons de nouveaux-nés et des délaissements d'enfants en bas âge : « *Qui illi, disait Lactance, quos falsa pietas cogit exponere! non possunt innocentes æstimari quæ viscera sua in prædam canibus objiciunt, et quantum in ipsis est crudelius necant quam si strangulassent... tam igitur nefarium est exponere quam necare... si quis liberos ob pauperiem non poterit educare, satius est ut se ab uxoris congressione contineat quam sceleratis manibus Dei opera corrumpat!* » (1).

Eclairé par ces sages avis, l'empereur reconnut bien vite que l'exposition était un des fléaux de la société romaine. Dès l'année 315, il s'efforça d'y remédier, et

1. Lactance : *Divines Institutions*, l. VI. ch. xx.

tout en évitant de bouleverser brusquement par une décision radicale l'état de choses actuel, il essaya de prévenir l'abandon pour n'avoir pas à le réprimer :
« *Æreis tabulis vel cerussatis aut linteis mappis*, dit-il dans un rescrit adressé au préfet du prétoire Ablavius,
« *scripta per omnes civitates Italiæ, proponatur lex*
« *quæ parentum manus a parricidio arceat ! Idquæ*
« *protinus sic in melius, officiumque tuum hæc cura*
« *perstringat, ut si quis parens adferat sobolem quam*
« *pro paupertate educare non possit, nec in alimen-*
« *tis nec in veste impertienda tardetur ! cum educatio*
« *nascentis infantie moras ferre non possit ad quam*
« *rem et fiscum nostrum et rem privatam indis-*
« *creta jussimus præbere obsequia* (1). »

Cet édit constituait un acte de haute bienfaisance, mais n'était, somme toute, qu'une mesure préventive. Constantin voulait croire que la cause principale des abandons était la misère, et avant de sévir il voulait rendre l'exposition encore plus odieuse et encore plus coupable en supprimant le seul motif qu'on aurait pu invoquer comme atténuation ou comme excuse. Trajan, nous l'avons vu, avait déjà pris avant lui une mesure analogue (2); mais l'assistance des enfants pauvres, si bien organisée par ce prince, avait été supprimée par Dioclétien, et à partir de ce moment la misère avait grandi et les abandons s'étaient multipliés. Le rescrit de Constantin était donc utile et sa rédaction toute chrétienne dans la forme comme dans le fond; les secours qu'il accordait, au nom de l'état comme au sien propre, dé-

1. *Code Théodosien*, XI, xxvii, 1.

2. Première partie, ch. ii. p.

montraient qu'il voulait d'abord faire cesser tous les abandons qui n'avaient pas des causes honteuses, pour punir ensuite plus sévèrement ceux qui se produiraient à l'avenir.

L'empereur donnait ainsi, dans un acte qui semblait être le précurseur d'une réglementation plus complète, un grand exemple à la charité privée. Il pensait que cet exemple serait suivi et que la charité individuelle, venant en aide à l'assistance publique et à la bienfaisance impériale, comblerait facilement leur insuffisance. Son appel ne fut pas entendu. L'Église redoubla d'efforts, mais elle n'était pas encore assez riche pour subvenir dans une mesure assez large à toutes les misères. Les grands qui seuls, avec leurs immenses fortunes, auraient pu venir en aide au trésor et au fisc, étaient pour la plupart des païens égoïstes qui ne voyaient rien au delà de leurs intérêts ou de leurs plaisirs, des Romains de la décadence qui se souciaient peu d'humanité ou de charité chrétienne.

En présence de l'impossibilité matérielle de donner une exécution complète à ce premier rescrit, Constantin comprit que ses projets législatifs étaient prématurés, qu'il devait en laisser la réalisation à ses successeurs, et qu'il lui fallait se contenter de remédier dans la mesure du possible aux dangers les plus pressants. Il avait voulu établir une assistance publique, riche et puissante, susciter des dotations, des dons, des legs, créer des *orphanotrophia* nombreux, il avait voulu permettre aux pauvres accablés de famille d'élever tous leurs enfants avec les secours de l'Etat; mais comme ces secours n'étaient pas suffisants par eux même, et comme rien ne venait combler cette insuffisance, l'aban-

don restait dans certains cas et pour certaines infortunes une mesure presque nécessaire, et l'Etat ne pouvait y remédier que d'une manière imparfaite en substituant un mal moins grand à un mal pire.

C'est ce que fit l'empereur dès l'an 329 ; il se refusa à suivre jusque dans leurs conséquences extrêmes les conseils de Lactance ; comme chrétien et comme souverain, il ne voulait, à aucun prix, écarter les indigents de la suprême consolation du mariage par des dispositions législatives qui n'auraient du reste que fort peu modifié le nombre des délaissements. Il préféra rétablir une institution abolie depuis longtemps, la vente des *Sanguinolenti*, que nous avons déjà rapidement étudiée à l'époque païenne, qui avait des conséquences moins désastreuses que l'exposition et qui pouvait la remplacer. Et ce ne fut pas là, comme le disent plusieurs auteurs (1), un pas en arrière, car en permettant de substituer un acte légal à l'odieux abandon, Constantin protégeait encore l'enfance. « *Secundum statuta priorum principum*, dit-il dans sa constitution, « *si quis a sanguine quoquomodo legitime comparaverit vel nutriendum putaverit, obtinendi ejus servitii habeat protestatem, ita ut, si quis post seriem annorum ad libertatem eum repetat vel servum defendat, ejusdem modi alium præstet aut pretium quod potest valere exsolvat. Qui enim pretium competens instrumento confecto dederit, ita debet firmiter possidere ut et distrahendi pro suo debito causam liberam habeat : Pæna subji-*

1. Amédée Bonde : *ut supra*.

« *ciendis iis qui contra hanc legem venire tentave-*
« *rint* (1). »

Cette loi était sage et juste. Dioclétien, en supprimant à la fois les secours publics aux enfants pauvres et le droit de vente des parents, avait inconsciemment poussé ces derniers au délaissement ou au meurtre; pour détruire l'effet, Constantin devait aussi détruire la cause; mais comme les secours qu'il établissait à nouveau ne pouvaient suffire à toutes les mesures, il fallait bien qu'il rétablît la vente des nouveaux-nés en l'entourant de toutes les garanties nécessaires à l'acte légal important qu'elle allait désormais constituer.

Constantin réglementa la vente des *sanguinolenti* de façon à satisfaire tous les besoins et toutes les exigences; il en fit une sorte d'abandon honnête sur lequel, moyennant certaines conditions, il était toujours possible de revenir, qui laissait l'origine de l'enfant parfaitement certaine et s'accomplissait au grand jour sous la surveillance et l'autorité de l'Eglise et de l'Etat. Il y avait à ménager deux intérêts qui pouvaient sembler contradictoires. Constantin sut n'en sacrifier aucun, c'est là le grand mérite de sa loi. La première condition pour que la vente fût possible, c'était de trouver un acheteur, sans cela le remède eût été impraticable, et le père indigent aurait encore dû recourir à l'exposition : pour cela, il fallait accorder à tout *emptor* des droits sérieux, c'est ce que fit la constitution. Le *sanguinolentus* devint un esclave véritable, ne conserva plus, les termes de la loi le démontrent et tous les Romains s'accordent à le reconnaître, son *status ingenui-*

1. *Code Théodosien*, V, VIII.

tatis comme au temps de Paul, et tomba entièrement sous le *dominium* de celui qui l'avait acheté. Ce *dominium* accordé évidemment à regret par l'empereur, « *ne rebus desperatis... et emptoribus non repertis*, » comme le dit Godefroy (1), *necesse fuisset infantes* « *exponi aut fame enicari*, » était, selon l'heureuse expression de Cujas, un *dominium non perfectum*. En effet, si la situation de l'enfant était celle d'un esclave, c'était celle d'un esclave ayant une origine bien connue, et pouvant d'un moment à l'autre se voir rétabli dans ses droits d'origine. Les parents qui s'étaient vus forcés de le vendre, une personne quelconque s'intéressant à lui, un ami de sa famille, pouvaient, par le simple paiement de sa valeur vénale ou la *datio* d'un esclave de valeur analogue que les Romanistes appelaient un vicaire, le faire immédiatement sortir de la servitude et le replacer ainsi au milieu des siens, avec son *status* originel. C'était là une garantie considérable que rien ne pouvait détruire, et qui devait influencer sur la situation du *sanguinolentus*, en paralysant en quelque sorte le *dominium* de l'*emptor*. L'Empereur n'avait pas voulu qu'une série de ventes successives pût faire perdre au père la trace de son enfant, le mit ainsi dans l'impossibilité de contrôler son sort, et au besoin, si la puissance dominicale pesait trop lourdement sur lui, d'exercer son droit de rachat. La constitution exigeait pour toute vente de *sanguinolenti*, une formalité nouvelle, la rédaction par devant témoins d'un acte authentique (*instrumentum*) contresigné par l'évêque. Cet écrit était prescrit dans un double intérêt : celui de

1. Godefroy : *ut supra*.

l'enfant, en faisant connaître à l'autorité son origine et en permettant à ceux qui désireraient le libérer (*ad libertatem eum repetere*) de le retrouver facilement, même en cas de plusieurs cessions successives (1); celui de l'acheteur, « *ne ulla penitus ad securitatem* » « *posset esse cunctatio*, comme le dit Godefroy, *ut ab* » « *omni calumniarum metu in posterum liberetur*, » « *nec a quoquam possit plagii vel furti deinceps* » « *insimulari*. »

Dans ces conditions, il est à croire que la puissance dominicale, à une époque surtout où par suite de l'influence chrétienne l'esclavage lui-même avait perdu son excessive rigueur, ne devait pas avoir de conséquences bien redoutables pour l'enfant, et qu'en fait, sous la double surveillance des parents et de l'Eglise, elle devait être plus doucement exercée vis-à-vis de lui, qu'à l'égard des autres esclaves.

La loi de Constantin, malgré toute son habileté et toute sa sagesse, ne répondit pas à ce qu'on en attendait, elle ne suppléa pas à l'abandon et manqua son but. Les acheteurs furent rares, car ces sortes d'acquisitions étaient peu avantageuses; l'éducation d'un esclave jointe aux chances de mortalité d'un nouveau-né, constituaient des risques sérieux et des frais souvent supérieurs à sa valeur vénale; l'*emptor* enfin se souciait fort peu, la plupart du temps, de n'être qu'un nourricier charitable à qui on reprendrait l'enfant dès que sa

1. *Illud etiam notandum hoc casu instrumentum, a Constantino requiri (ut in collectione expositi) ut constare possit hujusmodi infantem ab emptore emptum ab hoc, vel illo fuisse, ita ut pater vel domino jam ad meliorem fortunam reverso ad redimendum infantem nulla dubitatio esse possit.* (Godefroy).

famille pourrait profiter de son travail. La vente des *sanguinolenti* fut alors employée dans des cas autres que ceux pour lesquels elle avait été faite, et servit de prétexte pour ressusciter à chaque naissance nouvelle chez les indigents, l'antique droit de mancipation des pères de famille. Constantin n'avait autorisé que la vente des enfants *a sanguine*; la pratique faussa ce principe et étendit cette autorisation à d'autres ventes. « *Angusta*
« *fuisse*, disent les commentateurs, *hæc vendendo-*
« *rum sanguinolentorum permissio, neque tamen*
« *ideo negandum alios quam sanguinolentos quoque*
« *vendi solitos, quod ex prædicto Basili loco, ubi*
« *pater inducitur secum deliberans quemnam ex*
« *filiis suis propter inopiam distrahat seniorum an*
« *junioem.* »

Quelque mauvaises qu'aient pu être les suites immédiates de cette constitution, nous devons reconnaître qu'en l'édicant, Constantin avait fait œuvre de prudence et de justice. Le paganisme expirant a pu tout d'abord fausser ses intentions, elles n'en étaient pas moins bonnes ; et le christianisme qui a régné en maître un peu plus tard dans tout le monde romain, a su les réaliser, ramener la loi à ses véritables principes et rendre ainsi hommage à la sagesse de son auteur.

CHAPITRE II

DE LA CONSTITUTION DE 331, — SON ÉTENDUE A L'ÉGARD DES PARENTS DE L'EXPOSÉ, — A L'ÉGARD DE SES BIEN-FAITEURS. — DE LA SUPPRESSION DU DROIT DE RÉCLAMATION, — CRITIQUES DE CETTE SUPPRESSION, — SON ÉTENDUE, — POURQUOI ELLE NE S'APPLIQUE PAS A L' « ASSERTIO », — JUSTIFICATION DE LA PERTE DU DROIT DE « RÉPÉTITIO » AU POINT DE VUE DES INTÉRÊTS DE L'EXPOSÉ. — DE LA LOI DE VALENTINEN, VALENS ET GRATIEN SUR L'INFANTICIDE, — SA NÉCESSITÉ, — OPINIONS SUR SON CARACTÈRE. — CONSTITUTION DES MÊMES EMPEREURS RELATIVEMENT A L'EXPOSITION, — DE LA SANCTION A LAQUELLE ELLE RENVOYAIT : — SYSTÈMES ÉMIS POUR LA RECHERCHE DE CETTE SANCTION, — DE LA THÉORIE D'ACCURSE, — SA CRITIQUE. — DE LA THÉORIE DU RENVOI A LA PEINE DE LA PREMIÈRE LOI SUR L'INFANTICIDE.

Malgré tous les efforts de Constantin, l'exposition resta une mesure fréquemment employée; il y avait des misères morales, des naissances clandestines pour lesquelles la vente ne pouvait remplacer l'abandon. L'empereur le reconnut, et dès l'an 331 essaya d'y remédier. Jusqu'alors il n'avait eu recours qu'à des moyens destinés à empêcher les délaissements de se produire; il

avait tout mis en œuvre pour prévenir, il lui restait à réprimer. C'est ce qu'il fit. Il prit contre les parents à qui les secours publics et subsidiairement le droit de vente ne suffisaient pas, des mesures sévères qui n'étaient pas encore des peines, mais constituaient déjà une véritable sanction ; il augmenta en outre, et ce fut là, comme toujours, sa préoccupation principale, dans une large mesure, pour les enfants exposés, les chances d'échapper à la mort. Il prononça contre le père *expositor* la destitution de la puissance paternelle et lui interdit tout droit de réclamer à l'avenir, en donnant à ceux qui voudraient recueillir l'abandonné, et c'était la plupart du temps les membres de l'Eglise naissante, l'assurance de le conserver au titre où ils l'auraient placé dans leur *familia*. « *Quicumque*, dit-il dans « sa constitution (1), *puerum vel puellam projectam* « *de domo patris vel domino voluntate scientiaque* « *collegerit ac suis alimentis ad robur provexerit,* « *eundem retineat sub eodem statu quem apud se* « *collectum voluerit agitare, hoc est sive filium, sive* « *servum esse maluerit, omni repetitionis inquie-* « *tudine penitus submovenda eorum qui servos aut* « *liberos scientes propria voluntate domo recens* « *natos abjecerint.* »

Cette mesure, on le voit, était destinée à faire réfléchir les parents en leur présentant désormais l'abandon comme un procédé radical, irrévocable ; en leur montrant qu'il serait dorénavant impossible de pallier les suites d'une exposition hâtive, de revenir sur un premier délaissement ; en leur annonçant qu'ils se trouve-

1. *Code Théodosien*, V, vii, 1.

raient à l'avenir déchus de tous droits vis-à-vis de leur enfant et ne pourraient jamais le réclamer. En un mot, elle avait pour but, en prononçant une déchéance très grave, d'empêcher bien des parents qui auparavant auraient eu recours à l'abandon, de l'employer désormais.

La loi voulait aussi et surtout mettre les bienfaiteurs de l'enfant exposé, ceux qui l'arrachaient à la mort, dans une situation moins précaire et moins désavantageuse que précédemment, les garantir des revendications de l'*expositor*, et par une innovation que la justice imposait, dans le conflit de deux intérêts, faisait passer celui de l'étranger charitable avant celui du père dénaturé.

Toutes ces dispositions avaient comme but final la sauvegarde ou la conservation des enfants, puisque les unes détournaient les parents de les abandonner, et les autres encourageaient les citoyens à les recueillir.

Cette constitution a été néanmoins très vivement critiquée. On lui a reproché d'être « un pas en arrière. » Sans doute, a-t-on dit, Constantin, en proclamant à l'égard des parents la déchéance qu'Alexandre Sévère avait créée à l'égard du maître (1), a fait acte de justice ; sans doute on doit sur ce point le louer sans restriction ; mais en décidant que les exposés resteraient toujours dans l'état, *sub eodem statu*, où les aurait placés leur *collector* ; en supprimant, d'après certains Romanistes, toute possibilité de réclamation, aussi bien celle qui leur compétait à eux-mêmes, *assertio*, que celle qui compétait à leurs parents ingénus, *repetitio* ou même en décrétant seulement, d'après certains autres interprètes, la

1. Première partie, ch. v, p. 34.

perte pour les parents du droit de *repetitio* comme conséquence de leur déchéance, tout en laissant intact le droit de l'abandonné à l'*assertio*, Constantin a enlevé à un esclave des chances de recouvrer sa liberté et a commis ainsi une abominable injustice.

Ce reproche n'est ni juste ni fondé.

Nous écarterons tout d'abord l'opinion des commentateurs aux yeux desquels Constantin aurait privé l'abandonné de toutes chances de recouvrer sa liberté originelle, bien que des auteurs (1), même en se plaçant sur ce terrain, considèrent que l'impossibilité de réclamer à laquelle on condamnerait le délaissé ne suffirait pas à rendre la loi inique puisqu'elle avait pour but de ruiner l'abandon ; nous l'écarterons, parce qu'elle fait faussement de la loi de Constantin une mesure vraiment injuste, une fin, si excellente qu'elle soit, ne suffisant certainement pas à justifier les moyens iniques employés pour y parvenir ; et surtout parce qu'elle est contraire à son esprit comme à son texte.

Tout dans la constitution qui nous occupe, démontre qu'elle n'a pas touché au droit à l'*assertio*. Les tendances de l'empereur, zélé partisan d'une religion hostile à l'esclavage, le souci constant des intérêts de l'enfance, mobile principal de toutes ses prescriptions, le texte même où le mot *repetitio* figure seul, il n'est rien qui ne confirme d'une façon absolue notre manière de voir. L'*assertio* était du reste très distincte de la *repetitio*, nous l'avons vu (2) ; sa suppression aurait donc dû être expresse ; aussi nous pouvons conclure que Cons-

1. Godefroy : *Comm. de la Loi*, I, V, 7. au *Code Théodosien*.

2. Première partie, ch. iv, p. 37.

tantin, en spécifiant bien qu'il n'entendait supprimer que la *repetitio* « *omni repetitionis inquietudine* », prenait ce terme dans son sens juridique restreint et laissait intact le droit de réclamation personnel de l'exposé.

Même en se plaçant dans le cas de la seule suppression du droit de *repetitio*, des auteurs, trouvent encore quelque chose d'inique. Enlever aux enfants qu'on a permis de réduire en esclavage, une chance d'en sortir, leur semble une injustice. Cette chance eût-elle réellement été enlevée, on pourrait leur répondre que c'était la suite indispensable d'une mesure plus utile, la destitution des droits de puissance des parents destinée à faire disparaître des calculs scandaleux qui constituaient jadis la prime de l'abandon et dont les bienfaiteurs des exposés, comme les exposés eux-mêmes, se trouvaient les premières victimes ; que cette chance était d'un bien mince intérêt, puisque la plupart du temps la servitude, à laquelle on les arrachait était moins dure que leur vie dans la famille où on les forçait de rentrer ; qu'il leur restait enfin assez d'autres moyens de recouvrer leur liberté. Mais cette chance là leur a-t-elle été réellement ravie ? a-t-on interdit à leurs parents tous moyens de les tirer d'esclavage ? Nullement : le *pater* ne put plus les réclamer et les faire retomber effectivement sous sa puissance, mais il put encore leur faire connaître leur origine libre, leur en révéler les particularités et les mettre ainsi à même de la faire valoir par l'*assertio*. Cette possibilité suffit pour mettre la loi de Constantin à l'abri de tout reproche ou d'injustice. Du reste, ces accusations sont d'autant moins fondées qu'en 331, les enfants abandonnés n'étaient plus

ordinairement recueillis comme autrefois par des marchands d'esclaves ou d'autres spéculateurs aussi peu honorables, mais le plus souvent par des chrétiens charitables qui les élevaient dans leur religion. C'étaient ces bienfaiteurs véritables que l'empereur voulait protéger contre des réclamations intéressées, en préservant en même temps l'enfant de la promiscuité fâcheuse des parents qui l'avaient délaissé. En permettant de tirer quelques services de ces pauvres orphelins, nous pensons que le but de la loi était de garantir et d'encourager les petits asiles privés d'où sont nés les ouvroirs modernes, que la piété des fidèles entretenait déjà. Des *orphanotrophia* commençaient alors à se créer partout; un auteur (1) nous rapporte que Constantin encourageait celui de sa capitale; aussi il est à croire qu'indépendamment encore de la charité privée que ce prince voulait stimuler en facilitant l'exercice, il voulait rendre plus facile, plus stable et moins ingrate, la tâche des hospices d'orphelins ou d'enfants trouvés, en leur donnant toutes les probabilités possibles de suivre dans la vie, les pauvres petits êtres qu'ils avaient recueillis.

De l'an 331, il faut aller jusqu'en 374 pour trouver une nouvelle loi relative à notre matière. Constantin, nous l'avons vu, n'avait pu que préparer la route, laissant à ses successeurs, lorsque ses réglementations auraient été consacrées par le temps, le soin de réprimer sévèrement et sans injustice tous les crimes contre la première enfance. Valentinien, Valens et Gratien purent édicter des réformes complètes, et dans deux

1. M. Martin Doisy : *Dictionnaire d'Economie charitable* (*Encyclopédie Théologique de Migne*), t. IV.

constitutions promulguées à peine à un mois de distance, prirent pour la première fois des mesures vraiment radicales.

La première de ces deux lois a trait à l'infanticide : elle le défend et l'assimile au meurtre ; elle est adressée à Probus, préfet du prétoire, en février 374, et est conçue dans des termes qui ne laissent aucun doute sur sa portée : « *Si quis necandi infantis piaculum* » « *agressus aggressave sit, sciat se capitali supplicio* » « *esse puniendum.* »

Cette décision très naturelle et très juste, bouleversa législativement les idées romaines à l'égard des nouveaux-nés. Malgré l'influence incontestable de la morale chrétienne, bien des païens avaient encore sur le sort des petits enfants cette indifférence coupable que Cicéron traduisait si bien dans ses *Tusculanes* (1) : « *Si* » « *parvus puer occidit æquo animo ferendum putant,* » « *si vero in cunis ne quærendum quidem.* » Les empereurs répudièrent ces errements honteux, et devant la loi la vie d'un enfant, quel que fût son âge, dut désormais compter comme celle d'un homme.

Avant Valentinien, tous les Romanistes sont d'accord sur ce point, le meurtre d'un nouveau-né était chose indifférente parce que, selon les uns, un enfant n'étant pas un homme, son assassinat ne constituait pas un homicide, ou parce que, d'après certains autres, ce crime était puni par des lois dont on éludait facilement les pénalités... « *Non aliter vos quoque infanticidæ qui* » « *infantes editos enecantes legibus prohibemini,* » dit Tertullien (2), mais il ajoutait, *sed nullæ magis*

1. Cicéron : *Tusculanes*, I, 39.

2. Voir première partie, ch. II, p. 15.

« *leges tam impune, tam secure eluduntur.* » —
« *Hæc cædes*, dit Godefroy (1), *dissimularetur et mo-*
« *ribus jam corruptis in consuetudinem venerat.* »

L'impunité de l'infanticide avait ainsi en droit classique un caractère et, partant, une cause sur lesquels les commentateurs n'ont pu s'accorder. Cujas, partisan en cela de la théorie de Gérard Noodt, prétend qu'elle est légale et provient d'une lacune dans la législation romaine; qu'en un mot, l'Empereur réprimait pour la première fois, dans la loi qui nous occupe, un fait licite jusqu'alors; tandis que Godefroy, disciple de Bynkershock, soutient qu'elle n'existe qu'en fait, et découle des mœurs mauvaises et de la coupable indifférence de l'autorité; qu'enfin l'Empereur ne faisait qu'appliquer le droit commun à un crime puni théoriquement auparavant de l'exil (2).

Nous ne voulons pas étudier les théories de ces grands Romanistes; notre sujet ne nous oblige pas à prendre parti dans ces savantes discussions, et il nous importe peu que la décision de Valentinien soit absolument nouvelle, puisqu'il est certain qu'avant elle, et les deux systèmes opposés la reconnaissent, l'infanticide n'était pas puni de la peine de l'homicide, et même en pratique n'était pas puni du tout.

Peu de temps après cette constitution, les empereurs en édictèrent une seconde, datée du mois de mars de la même année et adressée également à Probus, préfet du

1. Godefroy : *ut supra*.

2. *Sed de illo dubitatum quam pœna infanticida teneretur? Etsi procul dubio homicidium admittat exilio tamen ferme hactenus puniebatur. Verum Valentinio visum huic criminis adeo obviare ut capitale infanticidio pœnam imponat, id est, tantum quam perfectæ ætatis homine occiso imponitur.* (Godefroy),

prétoire. Cette loi avait pour objet, non plus le meurtre, mais l'exposition; elle était comme la précédente, impérative dans ses termes, et sanctionnait rigoureusement toutes ses prescriptions : « *Uniusquisque sobolem suam nutrit, commandait-elle, quod si exponendum putaverit, animadversioni quæ constituta est subiacebit. Sed nec dominis vel patronis repetendi aditum relinquimus, si ab ipsis expositos quodammodo ad mortem voluntas misericordiae amica collegerit, nec enim suum quis dicere poterit quem pereuntem contempsit (1)* ».

Ce texte confirmait dans sa disposition finale la déchéance ancienne que nous connaissons, et qui continuait à rester le seul châtiment de l'exposition d'un *partus ancillæ*, mais sa disposition la plus importante était la sanction beaucoup plus grave qu'il édictait contre les parents assez cruels et assez dénaturés pour se soustraire, par l'abandon, aux charges et aux devoirs de la paternité.

La loi de Valentinien punissait l'exposition, sans énoncer la peine, en renvoyant simplement à un châtiment indéterminé pour la découverte duquel les Romanistes ont épuisé toutes les ressources de leur érudition et de leur génie. De là sont nées différentes théories dont nous allons rapidement étudier les arguments et les conséquences.

Accurse (2), dans un système suivi par beaucoup de commentateurs, prétend que notre texte ne crée rien, mais renvoie simplement aux lois existantes. Il soutient

1. *Code de Justinien*, l. VIII, t. 52.

2. Accurse : Comme ntaire du titre 52, l. VIII du *Code de Justinien*.

que les mots *animadversio constituta* doivent être différemment entendus suivant la manière dont l'abandon avait été consommé. Si l'abandon revêtait le caractère d'infanticide, c'est-à-dire s'il s'était accompli dans des conditions telles que l'intention évidente de l'*expositor* était de laisser le nouveau-né mourir de besoin ou de froid, il tombait, selon lui, sous l'application de la loi 15 *ad legem Corneliam de sicariis* et de la loi *Pompeia de parricidiis*, qui, dans leurs termes généraux, comprenaient l'infanticide et dont la sanction constituait l'*animadversio* à laquelle renvoyait notre texte. Si, au contraire, l'abandon revêtait le simple caractère d'un délaissement sans intention de donner la mort, l'*animadversio* visée par la loi de Valentinien était alors simplement la peine *extra ordinem* de la loi 1 § 4 *de agnoscendis et alendis liberis* (1).

Cette argumentation peut être spécieuse et séduisante, elle n'est pas exacte. La peine de la loi 1 § 4 *de agnoscendis et alendis liberis* est civile, infligée par le préteur, nous ne nous en occuperons pas : quant à celles contenues dans les lois Cornélia et Pompeia, elles ne s'appliquent évidemment point aux nouveaux-nés. Nous avons vu, en effet, qu'avant Valentinien, Valens et Gratien, le meurtre des enfants, selon tous les auteurs, n'était en aucune façon considéré comme le meurtre des grandes personnes, pas plus au point de vue de la pénalité que vis-à-vis de l'opinion. C'est là, ce semble, une preuve suffisante que juridiquement, avant ces empereurs, on ne pouvait appliquer par analogie à l'infanticide les peines de l'assassinat, et que, conséquemment,

1. Voir première partie, ch. II, p. 16.

l'assimilation supposée par Accurse n'existait pas. Du reste, on peut encore ajouter contre cette théorie conjecturale, que si Valentinien, Valens et Gratien ont fait une loi pour punir l'infanticide comme l'homicide ordinaire, c'est qu'il n'était pas auparavant puni de la même façon que lui, de la même peine et par la même disposition, et que, par suite, Accurse ne peut pas raisonnablement soutenir que l'on sanctionnait la mise à mort des enfants par les peines édictées pour la mise à mort des citoyens.

En résumé, la solution d'Accurse est contraire à des principes certains et absolument inadmissible.

Des auteurs ont pensé qu'il fallait chercher ailleurs la solution de ce problème, et que le moyen le plus simple de comprendre la portée des mots *animadversio constituta*, c'était d'examiner de près la loi elle-même. Ils ont remarqué qu'elle était adressée au même préfet du prétoire que la constitution qui réprime l'infanticide, et avait été promulguée un mois seulement après elle ; puis, à l'aide de ces indications précieuses et absolument certaines, ils ont formé un système nouveau, conjectural lui aussi sans doute, mais au moins extrêmement vraisemblable, conforme à l'histoire et aux principes et expliquant d'une manière très satisfaisante les termes du texte de Valentinien (1).

La constitution de février 374 qui punissait de la peine de mort le crime d'infanticide, avait dû être vivement commentée ; et tous ceux qui assimilaient depuis longtemps l'exposition au meurtre, durent certainement manifester une tendance marquée, puisque

1. Amédée Bonde : *ut supra*.

le meurtre venait d'être châtié, à étendre à l'abandon ce châtiment nouveau. Probus indécis en référa aux empereurs qui lui répondirent par la constitution qui nous occupe et renvoyèrent pour l'exposition à la peine établie *animadversioni constitutæ* pour l'infanticide, soumettant ainsi ces deux crimes à la même pénalité. Cette identification depuis longtemps attendue confirmait l'opinion nouvelle avec laquelle les jurisconsultes et surtout les chrétiens avaient familiarisé les esprits ; c'était la consécration législative des paroles de Lactance « *tam nefarium est exponere quam necare* (1) » et du précepte de morale de Paul que certains auteurs avaient pris pour une loi : « *Necare videtur non tantum is qui partum perfocat, sed et is qui abjicit* (2). »

Cette mesure était, en outre, juste et rationnelle ; un enfant à sa naissance exige tant de soins, que l'abandonner c'est plus barbare encore que le tuer de suite, c'est le vouer à une mort horrible après une horrible agonie ! « *Rarum est ut expositi vivant*, disait Quintilien, « *caducum circa initia animal homines sumus... vos ponite ante oculos puerum statum neglectum ! cui mori domi expediret ! inde nudum corpus sub cœlo inter feras et volucres...* » (3). Aussi, si la peine de mort n'était pas une peine trop dure pour l'infanticide, on ne peut reprocher à ce système auquel nous nous rallions de punir trop sévèrement l'exposition.

1. Lactance : *Divines Institutions, ut supra.*

2. Loi 4, dig. 25, 3.

3. Quintilien : *ut supra.*

CHAPITRE III

DE L'ACCROISSEMENT DES VENTES DE « SANGUINOLENTI ; —
LEURS ABUS ; — SORT DÉSASTREUX DES ENFANTS VENDUS.
— RÉFORME DE VALENTINIEN, VALENS ET THÉODOSE. —
DU RACHAT DE LA LIBERTÉ PAR LES « OPEROE QUINQUENNI »,
— DE LA « QUINTOE ADJECTIO ». — DE L'IMPUNITÉ DE
L'EXPOSITION DU « PARTUS ANCILLOE ». — CONSTITUTION
D'HONORIUS ET DE THÉODOSE : — NÉCESSITÉ DE
L'« INSTRUMENTUM » ET DES TÉMOINS : — UTILITÉ DE CES
FORMALITÉS, — DU CONTRÔLE DE L'ÉGLISE PAR LE « CON-
TRESSEING » ÉPISCOPAL : — GARANTIE RÉSULTANT DE CE
CONTRÔLE. — ACCORD DES POUVOIRS CIVIL ET RELIGIEUX.
— RÉFORMES DE JUSTINIEN. — DE LA PEINE DE MORT
APPLIQUÉE MÊME A L'EXPOSITION DU « PARTUS ANCILLOE ».
— LA LOI 16 « DE NUPHIS » N'A PAS ABROGÉ LA
DÉCHÉANCE DU « PATER EXPOSITOR ».

Après l'établissement de la peine de mort comme sanction de l'exposition, le nombre des délaissements diminua sensiblement, mais en revanche les ventes de *sanguinolenti* se multiplièrent dans une très large mesure. La misère augmentait tous les jours, les secours

publics étaient insuffisants, les guerres ruinaient les agriculteurs comme les ouvriers ; aussi les malheureux chargés de famille eurent fréquemment recours à ce procédé qui, sans être un crime, constituait le seul remède possible à leur infortune. Malgré les formalités exigées par Constantin, la vente des *sanguinolenti* avait déjà donné naissance à des abus scandaleux, quand elle devint le procédé ordinaire de ceux qui craignaient les peines nouvelles de l'exposition et voyaient en elle, non pas ce qu'elle était réellement, le moyen de se décharger temporairement, jusqu'à meilleure fortune, de l'éducation d'un enfant, mais un mode particulier, légal, d'abandon, ces abus s'aggravèrent tellement que les intérêts des enfants en furent sérieusement compromis, et réclamèrent impérieusement au Pouvoir public une loi pour les protéger. Nous avons vu qu'en dépit des termes formels de la constitution de Constantin, à chaque naissance nouvelle le père regardait comme un droit acquis de vendre un quelconque de ses fils (1) ; on allait plus loin encore et saint Jérôme dans la vie de saint Paphnuce (2), nous rapporte que dans les familles nombreuses et chez les parents peu délicats, les enfants devenaient presque une monnaie courante avec laquelle on payait même le fisc. « *Mihi est maritus qui fiscalis debiti gratia sæpe suspensus... tres autem nobis filii fuerunt qui pro ejusdem debito distracti sunt* ». On arrivait alors à cette conséquence désastreuse d'une institution créée dans un but excellent par un empereur chrétien : les parents ne pouvaient jamais racheter leurs enfants ou ne songeaient pas à le faire,

1. Deuxième partie, ch. I, p. 57.

2. Cité par Godefroy : *Commentaire du Code Théodosien*, l. III, tit. 3.

et on voyait des citoyens d'origine ingénue, oubliés des leurs, passer leur vie dans la servitude.

Dès l'an 391, les empereurs Valentinien, Théodose et Arcadius, touchés de cette situation scandaleuse, songèrent à sauvegarder la liberté des citoyens sans porter atteinte à une institution qui constituait un mal nécessaire. Ils rendirent une loi par laquelle, « *omnes quos*
« *parentum miseranda fortuna in servitium dum*
« *victum requirunt addixit, ingenuitati pristinae*
« *reformentur: nec sane remunerationem pretii*
« *debet exposcere, qui etiam minimi temporis spatio*
« *servitium satisfecit ingenui* » (1).

A partir de cette décision, la vente des *sanguinolenti*, dernier mode d'abandon permis, cessa d'être dangereuse pour les enfants ingénus. La perte de leur liberté fut désormais essentiellement temporaire, et leurs parents, en les abandonnant complètement, en les oubliant pour ainsi dire, ne purent plus les laisser perpétuellement en esclavage. Tous purent à l'avenir recouvrer leur liberté d'origine, sans rembourser leur prix d'acquisition ou fournir un vicaire, après le temps le plus court d'esclavage, c'est-à-dire, selon les commentateurs (2), une période de cinq années de travail. Ce laps de temps a été fixé par analogie de la loi 2 de Postliminio (3), où dans un cas à peu près semblable les empereurs Honorius et Théodose ayant en vue les prisonniers rachetés de l'ennemi, avaient édicté la règle suivante, qui confirme cette interprétation : « *decet redemptos... aut*
« *datum pro se pretium emptoribus restituere... aut*

1. Code Théodosien, l. III, titre 3.

2. Cujas et Godefroy (*Comm. de la Loi*).

3. Code Théodosien, l. V, titre 5.

« *opere quinquenni vicem referre beneficii... habi-
« tuos incolumem si in ea nati sunt, libertatem.* »

A dater de cette époque, le rachat des citoyens vendus eut lieu de plein droit par cinq ans d'*operæ*. Cet état de chose dura jusqu'à Valentinien III qui permit, en outre, à l'*emptor* d'exiger, indépendamment des années de service, un cinquième en sus du prix d'achat payé par lui (1) « *verum emptorem recipere pretium,*
« comme le dit Godefroy, *sub quintæ adjectione, hoc*
« *est ut quinto solido unus adjiciatur.* »

Pour être le seul mode d'abandon autorisé par la loi et fréquemment employé par le peuple, la vente n'avait pas complètement remplacé le délaissement; ce crime, sévèrement réprimé chez les parents, servait encore à cacher bien des misères morales, et de plus l'exposition d'un *partus ancillæ*, comme nous l'avons vu, n'occasionnant au maître aucun désagrément judiciaire, mais une simple déchéance, continuait à être souvent pratiquée. C'est pourquoi Honorius et Théodose, en 412, pensèrent qu'il était nécessaire de prendre encore certaines mesures à l'égard des enfants trouvés. Ils confirmèrent d'abord la constitution d'Alexandre Sévère, renouvelant en termes justement indignés la défense de réclamer l'esclave abandonné; puis, innovant en cela d'une façon très heureuse, étendirent à la levée de terre des enfants exposés, les formalités créées par Constantin pour la vente des nouveaux-nés : « *Nullum domini*
« *vel patronis*, disent-ils (2), *repetendi aditum relin-*
« *quimus, si expositos quodammodo ad mortem vo-*

1. Cette modification intervint seulement en 451.

2. Code Théodosien : Loi 1, l. V., titre VII.

« *luntas misericordiæ amica collegerit, nec enim*
« *dicere suum poterit quem pereuntem contempsit,*
« *si modo testis episcopalis subscriptio fuerit subse-*
« *cuta, de qua nulla penitus ad securitatem posset*
« *esse cunctatio.* »

En édictant pour tous les cas d'exposition la nécessité d'un *instrumentum* dressé par devant témoins et contresigné par l'évêque, les empereurs ajoutèrent une garantie nouvelle à celles jusqu'alors accordées aux enfants trouvés ou à leurs bienfaiteurs; désormais, grâce à cette formalité, l'autorité épiscopale put surveiller la levée de terre des abandonnés et aviser aux moyens d'empêcher qu'ils fussent recueillis par des personnes peu recommandables; dès lors, au moyen de cet acte, les conditions dans lesquelles le nouveau-né avait été découvert furent fixées d'une manière certaine et lui permirent de faire valoir plus tard, le cas échéant, les droits résultant de son état d'origine; dorénavant, enfin, par cet *instrumentum* authentique, les personnes charitables purent être sûres, au cas où elles seraient accusées de *furtum* ou de *plagium*, de repousser péremptoirement et sans qu'il leur fût besoin d'autres preuves, toutes ces accusations.

Ces prescriptions eurent un grand succès. La déclaration et l'acte furent considérés bientôt comme des garanties considérables et devinrent rapidement populaires. L'Église, qui intervenait officiellement par le contre-seing épiscopal, dans tous les actes de recueillage, sanctionna et compléta encore, par les décisions de ses conciles, la constitution d'Honorius et de Théodose; enfin, le sort des exposés devint moins incertain et leur existence moins menacée. Peu à peu, les temples chré-

tiens devinrent des lieux d'asile et l'on prit l'habitude d'y déposer les nouveaux-nés : découverts la plupart du temps par un prêtre ou un serviteur du culte, celui-ci cherchait parmi les fidèles une personne charitable, d'une parfaite honorabilité, qui prenait à sa charge le soin de son éducation et acquerrait pour l'avenir un droit à ses services. L'*instrumentum* était immédiatement dressé en présence des témoins, puis l'évêque contrôlait le choix du *nutritor* et les garanties du contrat, le contresignait et le pieux adoptant pouvait élever l'enfant trouvé et compter sur une rémunération certaine par son travail futur.

L'autorité ecclésiastique, on le voit, appliquait avec prudence et sagesse les règles du droit civil. L'accord entre ces deux pouvoirs était parfait ; si les empereurs avaient renvoyé aux évêques, les conciles, entre autres celui de Vaison en 442, faisaient un devoir aux chrétiens, recueillant les abandonnés, d'observer toutes les autres formalités des constitutions impériales ; le concile d'Arles, en 452, allait même plus loin, et en prononçant l'anathème contre toute personne qui troublerait celui « que sa miséricorde a porté à se charger d'un nouveau-né » il ajoutait que, pour que cette peine fût encourue, il fallait que la victime du trouble se fût soumise aux formes de la loi. Enfin il y eut entre les décisions de l'Eglise et celles des empereurs une union si profonde que sanctionnées l'une par l'autre, elles aboutirent à une amélioration très sensible du sort des enfants abandonnés.

.
Il faut aller jusqu'au règne de Justinien pour trouver de nouvelles lois relatives à notre matière et consti-

tuant le dernier état du droit romain à l'égard des enfants abandonnés. Cet empereur réforma complètement, dans l'empire d'Orient, tous les principes anciens attentatoires aux droits des exposés qui avaient survécu au paganisme, et rétablit définitivement l'enfance délaissée dans ses droits naturels.

Il effaça la distinction qui avait subsisté jusqu'à son règne entre le meurtre et l'exposition d'un esclave, et le meurtre et l'exposition d'un citoyen; et proclamant que dans tous les cas, l'abandon était un crime « *a sensu humano alienum et quod ne ab ullis quidem barbaris credibile est* », il punit les maîtres cruels comme Valentinien, Valens et Gratien avaient puni les parents dénaturés, du dernier supplice : « *æquum est, dit-il, ut qui talia perpetrarent... vindictam non effugerent, sed quo magis alii exemplo horum temperationes fierent, extremis pœnis subjicerentur* (1) ».

Cet empereur qui flétrissait si énergiquement le délaissement, qui proclamait si sévèrement la déchéance des maîtres en les punissant avec la dernière rigueur, est pourtant considéré par certains auteurs, comme ayant abrogé, dans sa législation, la déchéance prononcée antérieurement par Constantin contre le *pater* reconnu coupable d'avoir exposé son enfant, par le fait seul d'avoir inséré dans son Code un texte, la loi 16 de *Nuptiis*, qui suppose le droit de puissance paternelle à un père sur la fille qu'il a exposée : « *Patri expositione patriam amittere potestatem obstat lex 16 de Nuptiis*, dit Cujas, *quæ indicat patrem qui filiam ex-*

1. Nouvelle 153, *proef.* et *Cap.* 1^{er}.

« *ponit, non amittere patriam potestatem* (2) ». Et ce grand jurisconsulte cherche à concilier ces deux textes qui paraissent inconciliables. Il incline à résoudre la question par une distinction entre les cas : dans le cas ordinaire du crime véritable d'exposition, le *pater* encourant la peine de mort perdait encore sous Justinien ses droits de puissance ; l'hypothèse de la loi 16 ne s'appliquait donc que dans le cas où un père « *egestate et fame compulsus, non impietate aut inhumani-tate adductus, filiam filiumve quem tueri non poterat, aliencæ misericordiæ exponit* ».

La théorie de Cujas est loin de nous satisfaire ; elle repose sur une distinction logique assurément, mais tout à fait arbitraire : pourtant, elle fournit un argument des plus sérieux à la théorie que nous adoptons ; c'est que ce grand juriconsulte ne peut admettre que, dans tous les cas, il faille suivre les principes de la loi 16, et se refuse à soutenir qu'un empereur comme Justinien qui punit de mort les parents qui exposent, abroge les lois qui les destituent de la puissance paternelle. Du reste, l'intitulé même du titre 52, livre 8 du Code, montre bien que la déchéance qui nous occupe n'était pas abrogée ; avant de rappeler la déchéance du maître, créée par Alexandre Sévère, c'est-à-dire de décider du sort de l'exposé esclave, il l'intitule *de infantibus expositis liberis et servis* ; n'est-ce pas dire assez qu'il entend faire revivre en même temps la déchéance corrélative du père, c'est-à-dire statuer sur la situation de l'exposé libre ? Notre avis est donc qu'il ne faut pas chercher à concilier deux textes absolument inconciliables, c'est

2. Cujas : *Opera*, t. IX, p, 4323.

chose complètement impossible ; il faut voir dans l'intitulé du titre 52 le véritable état du droit, confirmé par les principes et le caractère général de la législation de Justinien ; il faut considérer enfin la loi 16 comme un texte démodé, abrogé depuis longtemps, sans application possible, inséré par mégarde dans le recueil de cet empereur.

DES
ENFANTS ABANDONNÉS
EN DROIT FRANÇAIS

PREMIÈRE PARTIE

Depuis l'invasion des Barbares jusqu'en 1789

CHAPITRE I^{er}

DE LA LÉGISLATION RELATIVE A L'EXPOSITION APRÈS L'INVASION DES BARBARES. — L'INFANTICIDE CHEZ LES GALLO-ROMAINS. — DE L'ABANDON A LA PORTE DES ÉGLISES. — RÉGLEMENTATION DES CONCILES DE VAISON ET D'ARLES. — GÉNÉRALISATION DE CE PROCÉDÉ. — DE LA LEVÉE DE TERRE PAR LE MATRICULAIRE. — PRESCRIPTIONS DU CONCILE DE MACON. — DES RECHERCHES ET DE L'ACTE DE RECUEILLEMENT. — FORMULE DE MARCULFE. — DE L'EXPOSITION DANS DES COQUILLES DE MARBRE. — INCONVÉNIENTS DE LA CESSION DE L'EXPOSÉ A UN « NUTRICARIUS. » — LÉGISLATION DES CAPITULAIRES DE CHARLEMAGNE. — DES PREMIERS HOSPICES D'ENFANTS TROUVÉS. — ASILE DE DATHEUS A MILAN. — AVANTAGES DES HOSPICES. — LEURS INCONVÉNIENTS. — DU CONCILE DE ROUEN. — DU RÔLE PROTECTEUR DE L'ÉGLISE DANS LES RECUEILLEMENTS.

Après le morcellement de l'empire d'Occident en une

foule de petits Etats, il y eut dans chaque législation particulière une double influence, celle du droit romain et celle de la morale chrétienne qui s'imposèrent toutes deux par leur idéale perfection. Aux coutumes de chacun de ces petits royaumes, se joignit un droit écrit qui fut pour tous les Gallo-Romains, les règles du Code Théodosien et les décisions des conciles; l'on vit partout l'Eglise continuer son œuvre de progrès, et comme le dit M. Laboulaye «... ménager l'esprit de deux législations, en ôtant à la législation romaine ce qu'elle avait de formaliste et d'égoïste et à la législation germanique ce qu'elle avait de sauvage (1). »

Les Germains dont descendaient toutes les nouvelles peuplades fixées en Occident, avaient, nous l'avons déjà vu (2), un respect de l'enfance qui était passé dans leurs mœurs; le christianisme, acclamé partout, avait, nous le savons, un grand souci de l'intérêt des faibles; les lois romaines, enfin, l'histoire nous l'a déjà appris, secondaient les tendances de la religion chrétienne; aussi, dès le commencement du moyen-âge, les nouveaux-nés ne pouvaient manquer d'être sauvegardés contre l'infanticide et les conséquences désastreuses de l'exposition.

La mise à mort des enfants était punie sous toutes ses formes chez les Wisigoths, Bavares, Alamans, Francs Saliens, Francs Ripuaires, Lombards, Anglo-Saxons (3). La loi des Wisigoths défendait la vente des *sanguinolenti*, et ordonnait que le père qui abandon-

1. Laboulaye : *Recherches sur la condition de la femme depuis les Romains jusqu'à nos jours* : préface.

2. Voir *Droit Romain*, première partie, ch. II, p. 15.

3. Voir le tableau dressé par M. Léon Lallemant, p. 90 et suiv.

naît son fils fut recherché et condamné à l'exil (1). Les lois des autres Etats contenaient des dispositions analogues. Enfin, à côté de ces prescriptions de l'autorité civile, la législation canonique, les décisions des conciles réprouvaient tous ces crimes et édictaient contre eux des peines sévères.

Ce ne furent cependant pas les mesures préventives de l'abandon qui eurent à cette époque une importance principale comme en droit romain. L'exposition, l'expérience l'avait démontré, était quelquefois un mal nécessaire que des misères morales et physiques incurables, souvent même aussi la pureté farouche et quelque peu intolérante des premiers chrétiens à l'égard des fautes contre la chasteté, provoquaient presque fatalement ; aussi, ce fut surtout en vue d'obvier, dans la mesure du possible, aux dangers de l'abandon accompli, que l'Eglise, d'accord avec les Etats, prit des mesures vraiment protectrices de l'enfance.

Dès le v^e siècle, l'usage s'introduisit que les filles-mères, obligées de délaissér « leur part », le déposassent à la porte des églises ; les conciles encouragèrent cette coutume, grâce à laquelle l'abandon perdait ce qu'il avait d'odieux, en n'ayant plus pour effet d'exposer le nouveau-né à une mort presque certaine, mais seulement de l'offrir à la miséricorde publique ; et, en 442, le concile de Vaison régla la manière de procéder à chaque découverte d'un enfant abandonné (2). Il prescrivit de le porter immédiatement à l'église pour faire constater le fait, qui devait être annoncé au prône le

1. *Lex Romana Wisigothorum*, titre de *Expositis*.

2. Harduin, *Actes des Conciles*, t. I.

dimanche suivant ; puis, de laisser un délai de dix jours aux parents pour réclamer, s'ils le jugeaient utile. Passé ce délai, celui qui avait trouvé le nouveau-né pouvait le garder, sans crainte de revendications postérieures, le même concile menaçant le réclamant des peines de l'homicide, et le concile d'Arles, dix ans plus tard, prononçant contre lui l'anathème.

Peu à peu, sous l'influence salutaire de la morale chrétienne, presque toutes les expositions se firent à la porte des églises. Si le nouveau-né ne trouvait pas un pieux adoptant parmi ceux qui venaient quelques heures après son abandon prier au pied des autels, le prêtre le recueillait, cherchait pour lui un *nutritor*, et demandait au besoin, à la charité collective de ses paroissiens, de couvrir ses frais d'entretien dans un asile d'orphelins.

La levée de terre, par la personne même qui désirait recueillir l'abandonné, avait un inconvénient : c'était de laisser quelquefois l'enfant de longues heures à la place où on l'avait déposé, et de rendre assez facile son enlèvement par des personnes mal intentionnées, qui négligeraient les formalités tutélaires exigées par l'autorité ecclésiastique ; aussi, dès le vi^e siècle, l'Église confia-t-elle ce soin aux matriculaires (*matriculariï*), chrétiens autorisés à solliciter la charité publique aux portes du lieu saint, et remplissant en même temps des fonctions subalternes dans l'exercice du culte, particulièrement celles de sacristains et de portiers (1). « Que la fille-
« mère accouchée en cachette (*femina clanculo cor-
« rupta*), dit le canon du concile de Màcon, en 581, ne

1. Léon Lallemand : *ut supra*, p. 96. — De Rozière, *Recueil de formules*, t. I, p. 76.

« porte pas sur son fruit (*diabolo cohortante*) une main
« homicide... mais qu'elle le fasse déposer aux portes
« de l'église. *Il sera fait* la déclaration du dépôt au
« prêtre (par le matriculaire), et l'enfant sera confié
« aux fidèles qui en prendront soin. »

Le rôle du matriculaire ne se bornait pas là ; il gardait l'enfant un certain temps, recherchait, s'il n'avait pas été volé, et en même temps, s'enquérât d'un chrétien honorable qui voulût s'en charger, en acquérant sur lui pour prix de ses peines un droit de propriété ; puis, les annonces du prône terminées, il dressait l'acte de recueillage selon les règles du code Théodosien. Pour prix de ses peines, il recevait du *nutritor* à qui il remettait l'enfant, une indemnité ordinairement fixée par le prêtre, quelquefois même déterminée par un règlement de l'autorité épiscopale. Ces précieux renseignements nous sont donnés par une ancienne formule de Marculfe, reproduite par Baluze (1). Ce curieux document nous apprend encore, indépendamment des détails que nous venons de voir, la forme même dans laquelle devaient être rédigés tous les actes de remise des enfants exposés :

« *Nos quoque in Dei nomine matricularii sancti*
« *illius, dum matutinis horis ad ostia ipsius eccle-*
« *sie observanda convenissemus, ibique infantulum*
« *sanguinolentum periculo mortis imminente, pan-*
« *nis involutum invenimus. Et ipsum per triduum,*
« *seu amplius, ad plures homines inquisivimus quis*
« *suum esse diceret et non invenimus, cui nomen*
« *ipsum imposuimus. Sed postea pietate interve-*

1. Baluzius : *Capitula regum Francorum*, t. II, p. 474.

« niente et Domini misericordia opitulante ipsum
« infantulum, homini aliquo nomine illo, ad nutrien-
« dum dedimus; ut si Deo præsule convaluerit ipsum
« in suis servitiis ac solatiis juxta legis ordinem
« retineat. Pro quo pretium accepimus valentem sol.
« tantos in quod nobis bene complacuit. Et ut præ-
« sens epistola firmior sit manibus propriis eam
« subter firmavimus et bonis hominibus roburandam
« decrevimus, secundum sententiam illam quæ data
« est ex corpore Theodosiani libri quinti dicens si
« quis infantem a sanguine emerit si nutritor domi-
« nus vel pater eum recipere voluerit aut ejusdem
« menti mancipium aut pretium nutritor quantum
« valuerit consequatur. Et eam præsens epistola fir-
« mior fit manu nostra propria eam subter firmavi-
« mus et bonis hominibus roburandam decrevimus.
« Actum. »

La manière de procéder que nous indique cette vieille formule subsista pendant tout le moyen âge; seulement peu à peu des améliorations s'introduisirent dans ses détails de façon à ménager encore la santé si délicate des nouveaux-nés exposés. Quand l'usage s'établit de les déposer aux portes des églises, on se contentait de les placer sur le seuil de pierre; on reconnut bien vite les inconvénients qui pouvaient résulter pour eux d'un séjour quelquefois assez long, pendant la nuit, sans abri contre la pluie ou le vent, en un endroit où les chiens errants pouvaient encore les dévorer; et dans certains pays, l'on fit pratiquer à l'entrée des lieux saints, des niches soigneusement abritées, élevées au-dessus du sol, dans lesquelles on plaça une coquille de marbre destinés à recevoir les petits enfants abandon-

nés : « *Moris Tunc erat Trevisorum*, dit Baluze (1),
« *ut cum casu quœlibet femina infantem peperisset*
« *cujus nollet sciri parentem..... ortum parvulum*
« *in quadam marmorea concha quæ ad hoc ipsum*
« *statuta erat exponeret... ut in ea cum expositus*
« *infans reperiretur... aliquis susciperet et nutri-*
« *ret.* »

Ce fut là évidemment l'origine du tour moderne.

Malgré toutes les améliorations apportées successive-
ment par le christianisme au sort des abandonnés, la
nécessité absolue où l'on se trouvait de les confier aux
soins de *nutritores*, et d'avoir recours presque exclusi-
vement à la charité privée, entraînait encore à cette
époque la perte de leur liberté. Il y avait bien eu à la
fin de l'empire romain, conformément aux prescriptions
du concile de Nicée, des hospices où ils étaient reçus et
dans lesquels ils ne perdaient pas leur liberté d'origine ;
mais l'invasion des barbares et le morcellement de
l'empire avaient détruit toutes ces institutions charita-
bles, et à peine trouvons-nous avant Charlemagne, la
trace d'un refuge de cette nature en Occident (2). De petits
asiles privés n'étaient établis par les pasteurs et entre-
tenus par la piété des fidèles que dans le cas où il y
avait impossibilité de trouver des nourriciers, et les
enfants exposés étaient voués à une espèce d'esclavage
restreint, entouré de garanties, mais qui n'en constituait
pas moins une domesticité perpétuelle.

Charlemagne confirma les usages établis, défendit

1. Baluzius : *ut supra*, t. I, p. 251. passage reproduit également dans
le Glossaire (*v^o Expositio*) de l'édition des capitulaires citée plus loin.

2. Il s'agit de l'Hospice de Trèves, fondé sous le roi Childeberrt; voir
note 1, p. 87.

l'exposition, et, reproduisant pour les consacrer de nouveau les prescriptions du Concile d'Arles (1), déclara dans un capitulaire (2) que les enfants exposés continueraient à être esclaves de ceux qui les recueilleraient et édicta la peine de l'homicide contre celui qui troublerait le *nutricarius* dans sa paisible possession de l'enfant trouvé : « *Si expositus ante ecclesiam*, dit-il, « *cujuscunque fuerit miseratione collectus, contes-* « *tationis ponat epistolam. Et si is qui collectus est* « *intra decem dies quæsitus agnitusque non fuerit,* « *securus habeat qui collegit. Sane qui post prædic-* « *tum tempus ejus calumniator extiterit, ut homi-* « *cida Ecclesiastica districtione damnabitur sicut* « *patrum sanxit auctoritas.* »

Malgré ces textes précis d'où il semble résulter qu'à cette époque la charité individuelle était l'unique ressource des exposés, l'histoire nous enseigne et d'autres capitulaires paraissent nous indiquer (3) que de grands asiles spéciaux s'occupaient déjà tout particulièrement de l'éducation des enfants trouvés à Trèves, à Angers et à Milan.

C'était le commencement d'une évolution insensible ; la charité collective allait sous le patronage des pouvoirs publics se substituer à la charité individuelle et aboutir

1. *Summa conciliorum omnium : Concilium Arelatense*, cap. 32, p. 137.

2. *Caroli Magni et Ludovici... capitula sive leges... ab Ansegiso Abbate et benedicto levita collectæ septem libris...*, I, VI, cap. cxliii.

3. Des auteurs pensent qu'il n'y a pas à s'occuper des indications contenues dans les capitulaires qui font mention d'*orphanotrophia* et de *brephotrophia*, et croient que les rédacteurs de ces pièces officielles se sont contentés de prendre dans le texte des « nouvelles » l'énumération d'hospices qui ne fonctionnaient plus.

pour le plus grand bien des enfants trouvés à l'assistance plus efficace des sociétés de bienfaisance et de l'Etat.

Les premiers hospices de Trèves et d'Angers ne nous sont guère connus (1). Celui de Milan, en revanche, grâce aux recherches approfondies d'un ancien conservateur de cette ville, Muratori, a son histoire ; et la date certaine de sa fondation le place parmi les premiers établissements de bienfaisance élevés par la charité chrétienne. Créé en 787 par l'archiprêtre Datheus, son utilité est proclamée dans le préambule de sa chartre de fondation : « on commet un adultère, dit-il, on n'ose pas en produire les fruits en public... on leur donne la mort... on ne verrait pas ces horreurs, s'il y avait un asile où l'on pût cacher la honte de l'adultère... (2) » Et son rôle est indiqué à la suite de cette introduction... « Moi Datheus... je veux qu'aussitôt qu'un enfant sera déposé dans l'église il soit reçu par le préposé placé dans l'hospice et confié à la garde et aux soins des nourrices qui seront payées pour cela.... qu'on donne jusqu'à huit ans un métier quelconque à ces enfants et lorsqu'ils seront parvenus à cet âge, qu'ils soient libres et dégagés de toute servitude, ayant le droit d'aller et de demeurer où il leur plaît. »

Cette institution nouvelle constituait, on le voit, un

1. L'existence à Trèves d'un asile d'enfants résulte d'une légende du temps de Childebart, et on induit l'établissement d'un refuge de cette nature à Angers de ce passage de la vie de saint Maimbœuf : « *Xenodochia et brephotrophia diversaque mansionum habitacula ædificare procuravit* ».

2. *Antiquitates Italicae medii ævi*, t. III, p. 537. (Traduction de M. Martin Doisy, dans son *Dictionnaire d'Economie charitable*, t. IV, p. 450 et 451.

progrès considérable sur ce qui existait auparavant ; elle simplifiait le rôle des matriculaires, supprimait les longs délais pendant lesquels l'enfant manquait de soins, en même temps que les minutieuses recherches indiquées par Marculfe ; enfin proclamait ce principe nouveau alors qui devint général, et des hospices du moyen-âge, pour me servir des termes de M. Martin-Doisy, l'expression des libertés modernes : l'enfant trouvé recueilli par un établissement de bienfaisance ne perdait pas sa liberté.

L'exemple de Datheus fut suivi ; dès le ix^e siècle, on vit des refuges s'établir dans un certain nombre de grandes villes, et prendre soin de leurs pupilles jusqu'à ce qu'ils pussent se passer de secours, marier et doter les filles, donner un métier aux garçons (1). Il y eut alors, à partir de ce moment, deux catégories bien distinctes d'enfants abandonnés ; ceux qui avaient été trouvés dans des villes possédant un refuge, et qui étaient placés dans cet établissement où ils conservaient la plénitude de leur liberté, et ceux recueillis à la porte des églises dans les pays où il n'y avait pas d'asiles de cette nature, et qui continuaient à être confiés à des particuliers auxquels ils étaient asservis à titre compensatoire.

Il y avait une inégalité incontestable, mais elle était plus grande en apparence qu'en réalité ; et si la situation des pupilles des hospices était théoriquement bien supérieure à celle des autres délaissés, pratiquement elle leur était quelquefois inférieure.

1. C'est à cette époque que l'on place généralement la fondation de l'hôpital de Notre-Dame de Sienne.

La conservation de leur liberté était certainement un grand avantage, mais il est à croire qu'ils étaient fort embarrassés de cette liberté, quand, à peine adolescents, on les jetait dans un monde auquel ils n'étaient pas habitués, où ils ne connaissaient personne, sans ressources véritables, sans connaissances suffisantes, sans patronage efficace, à une époque, surtout, où l'asile ne pouvait matériellement pas veiller sur eux comme il l'eût fallu, ni leur procurer tout ce dont ils avaient besoin.

La position des enfants abandonnés à la charité privée était, à un certain point de vue, plus sûre et moins difficile ; ils perdaient, il est vrai, leur liberté d'origine, mais, en revanche, ils acquerraient l'abri du foyer domestique. Elevés dans un pays où ils s'acclimataient bien vite, pour peu que leur maître fût honorable et bon, leur sort n'était ni dur ni triste ; ils avaient une famille d'adoption, et pouvaient vivre heureux en servitude.

La législation canonique, du reste, atténua encore autant qu'elle le put cette inégalité. L'Église avait bien compris, lors de la création des premiers hospices, que leur nombre extrêmement restreint obligerait, longtemps encore, à recourir aux nourriciers ; aussi voulut-elle, en attendant que tous les abandonnés pussent être confiés aux refuges, sauvegarder avec plus de soin leurs intérêts, et assurer plus complètement leur sort ; aussi, au ix^e siècle, le concile de Rouen fit de nouveau appel au zèle, à la prudence et à l'expérience des prêtres, et leur recommanda de veiller particulièrement sur les exposés, de ne les confier qu'à des fidèles dont les ressources seraient suffisantes pour leur assurer un bien-être relatif, et dont la moralité et le caractère permettraient d'espérer pour eux sécurité et bonheur.

Telles furent en Occident, depuis la chute de l'Empire romain jusqu'au x^e siècle, les coutumes et les règles relatives aux enfants abandonnés.

La marque caractéristique de cette période, c'est que, sous l'influence de l'Église, l'on ne se contenta plus de punir l'exposition, mais on en pallia les conséquences ; on protégea les enfants délaissés selon les prescriptions du Code Théodosien, avec l'aide de la charité privée, sous la surveillance et le contrôle de l'autorité ecclésiastique, en sacrifiant leur liberté pour assurer leur existence ; et l'on créa les premiers hospices destinés à remédier à cet état de choses imparfait, inaugurant ainsi dans quelques villes importantes, un mode plus complet de protection.

CHAPITRE II

DE L'EXPOSITION AU COMMENCEMENT DU RÉGIME FÉODAL, —
DE L'OBLIGATION D'ÉLEVER LES ENFANTS TROUVÉS. —
POURQUOI FUT-ELLE GÉNÉRALEMENT IMPOSÉE AUX JUSTI-
CIERS ? — AVANTAGE QU'ILS EN RETIRAIENT. — SERVAGE
DES EXPOSÉS. — COMMENT QUELQUES SEIGNEURS ES-
SAYÈRENT-ILS DE S'Y SOUSTRAIRE ? — DANS QUELS CAS CE
DEVOIR FUT IMPOSÉ AUX COMMUNES, — MOYENS EMPLOYÉS
PAR ELLES POUR S'EN DÉCHARGER. — DE L'ABONNEMENT
AVEC LES HOSPICES POUR L'ENTRETIEN DES ENFANTS TROU-
VÉS, — CRÉATION DE L'ORDRE HOSPITALIER DU SAINT-
ESPRIT, — SON DÉVELOPPEMENT RAPIDE, — SES PRINCI-
PALES SUCCURSALES, — ADMISSION DES ABANDONNÉS
DANS LES AUTRES MAISONS-DIEU. — DES ENFANTS ABAN-
DONNÉS A PARIS, HÔPITAL DE SAINT-ESPRIT-EN-GRÈVE, —
DU SORT DES ENFANTS TROUVÉS, — DE L'HÔPITAL DE LA
TRINITÉ. — ÉTAT DES HOSPICES AU MILIEU DU XVI^e SIÈCLE.

A partir du x^e siècle, la féodalité, s'établissant peu à peu, modifia insensiblement les usages antérieurs. Ce ne furent plus désormais les particuliers qui prirent à leur charge l'éducation des enfants trouvés, moyennant le plein et entier abandon de leurs services futurs, peu

à peu les coutumes mirent à la charge des autorités d'alors ce devoir social, et, la plupart du temps, on cessa d'être comme autrefois, dans la cruelle nécessité de sacrifier leur liberté pour assurer leur vie.

Pendant les invasions, les guerres et les famines qui ruinèrent la France au commencement du régime féodal, les expositions furent plus fréquentes et les secours moins nombreux. L'Eglise dut encore user de son influence pour remédier à cet état de chose désastreux, qui, non seulement, empêchait la création d'hospices nouveaux et l'amélioration des hospices anciens, mais encore, rendait impossible les recours à la charité individuelle, en diminuant le nombre de ceux qui consentaient à prendre la charge des délaissés. Elle défendit l'abandon en le punissant de peines sévères, et inspira aux coutumes qui commençaient à s'établir et formaient déjà le droit de chaque province, des mesures en faveur des enfants trouvés. Le devoir d'élever les enfants exposés fut alors généralement considéré comme une conséquence du droit d'épave; et suivant l'autorité à qui appartenait ce droit, ce furent les seigneurs de justice ou de fief, dans l'étendue de leur justice ou de leur fief, d'après certaines coutumes; les communautés d'habitants, dans l'étendue de leur commune, d'après certaines autres, qui durent à l'avenir supporter les charges de l'éducation des enfants trouvés (1).

Ces obligations, souvent onéreuses, furent acceptées à l'origine par un assez grand nombre de seigneurs, plutôt comme un avantage que comme une charge véri-

1. Les communes eurent notamment la charge des enfants exposés : en Dauphiné, où les Seigneurs n'avaient pas le droit d'épave, en Provence, en Bretagne et dans toutes les provinces du Nord.

table. L'inféodation à titre compensatoire des « trouvés » constituait, en effet, pour eux une source de profits en leur procurant des serfs à une époque où la terre était la source unique des richesses et où il fallait beaucoup de vassaux pour la cultiver (1). Elevés par leurs soins, les enfants exposés devenaient serfs fiscaux, ecclésiastiques ou seigneuriaux, suivant qu'ils avaient été recueillis sur le domaine du Roi, de l'église ou d'un justicier, et restaient attachés à la glèbe de leur seigneur avec des droits différents suivant leur qualité, dans un état qui n'était plus l'esclavage, mais qui n'était pas encore la liberté.

Dès les premières années de ce régime nouveau quelques justiciers pourtant, tout en conservant leur droit d'épave, essayèrent de se décharger de la lourde obligation d'élever les abandonnés. Ils prétendirent que ce devoir incombait toujours aux communautés d'habitants qui avaient mission de nourrir leurs pauvres. Cette raison assez plausible fut admise en Provence, mais presque partout ailleurs, les communes répondirent que cette charge ne concernait que les pauvres *natifs* et *habitants* du lieu, et que les père et mère de l'enfant exposé étant inconnus, cette qualité n'existait pas et ne pouvait être présumée.

Dans les provinces où le droit d'épave n'appartenait pas au seigneur (2) et où l'usage attribuait aux paroisses la mission de s'occuper des orphelins (3), les com-

1. Lyonnel Didierjean : *Des Enfants assistés*.

2. Voir la note précédente.

3. *Introduction du Gouvernement des paroisses suivant la jurisprudence du Parlement de Bourgogne*, par Potier de la Germondaye, troisième partie, section 5.

munautés d'habitants durent subvenir à l'aide de taxes supplémentaires aux frais d'entretien des enfants trouvés. C'étaient pour elles des charges écrasantes, dont il n'était pas possible de retirer le moindre profit ; aussi, dès le principe, on les vit recourir à différents moyens pour s'y soustraire. Elles soutinrent tout d'abord que les biens ecclésiastiques étant particulièrement affectés à la subsistance des pauvres, l'obligation d'élever les « trouvés, » devait naturellement incomber aux hôpitaux, chapitres et monastères. Les établissements ecclésiastiques répondirent à cette prétention, que, en principe, les délaissés, étant des épaves, devaient être recueillis par les seigneurs qui, profitant des épaves lucratives, devaient également supporter celles qui se trouvaient onéreuses, et que si les coutumes avaient apporté à cette règle différentes exceptions à l'égard des communes, l'Eglise était hors de cause et devait toujours y rester (1). Elles avisèrent alors un autre procédé. Elles s'appuyèrent sur ce fait que l'abandon étant un crime, ne dispensait pas du devoir d'éducation, et recherchèrent avec un soin minutieux les parents de tous les exposés (2), afin de les obliger à reprendre leur enfant ou à payer ses frais d'entretien.

Les autorités à qui incombaient ces nouveaux devoirs, prirent différentes mesures pour s'en acquitter. Il est probable qu'à l'origine, dans les lieux où il n'y avait pas de refuges, elles confièrent, moyennant une rétribution quelconque, leurs pupilles à de simples particu-

1. Fournel : *Traité de la Séduction dans l'Ordre judiciaire*, troisième partie, ch. III, p. 401.

2. Léon Lallemant : *ut supra*, p. 117.

liers ; mais en revanche, il est certain que partout où il y avait des hospices, les seigneurs et les communes contractèrent abonnement avec eux et, grâce à une redevance annuelle, acquirent le droit d'y envoyer leurs « trouvés. » Peu à peu, ce mode fut préféré à tout autre et les asiles se multiplièrent rapidement, favorisés partout par les pouvoirs de chaque Etat.

L'Eglise, qui secourait toutes les infortunes et qui s'était jusqu'alors tant occupée des enfants, ne pouvait rester étrangère à ce mouvement général ; aussi voyons-nous dès le xi^e siècle, la trace d'un nouvel ordre religieux, les hospitaliers du Saint-Esprit, spécialement chargés de l'enfance abandonnée, par la formule même de leurs vœux : « *Negotia curabo ad honorem Dei ad victum, vestitum, sustentationem infantium expositorum.* » Des auteurs prétendent qu'il existait déjà à Montpellier dès l'année 1070, où il avait été appelé par Olivier de la Trace à la direction d'une maison de charité ; d'autres soutiennent qu'il remonte seulement à la fin du xii^e siècle et a été fondé par Guidofel de Guillaume de Montpellier. Quoiqu'il en soit, il est aujourd'hui certain que ce ne fut qu'à partir de 1180, qu'il eut une organisation définitive et qu'il fut placé à la tête d'un grand hospice.

Cet ordre religieux répondait à un besoin général ; aussi on l'accueillit avec enthousiasme ; partout les seigneurs justiciers et les villes demandèrent à son fondateur d'établir sur leurs terres des asiles d'enfants trouvés. Grâce à leur patronage, il se développa avec une incroyable rapidité, si bien que lorsqu'en 1198 intervint la Bulle du pape Innocent III, approuvant la création du premier hospice de Montpellier et confirmant l'ordre,

des succursales étaient déjà fondées à Bergerac, à Marseille (1) et à Troyes.

La reconnaissance par l'autorité pontificale des Hospitaliers du Saint-Esprit fut le signal de la création successive d'un grand nombre d'asiles; la direction leur en fut presque partout confiée. En 1203, une maison charitable de cet ordre était établie à Besançon, et l'année suivante le pape lui-même mandait à Rome le fondateur de l'ordre pour lui confier l'organisation de l'hôpital Sainte-Marie *in Sassia* (2).

En 1204, fut également fondé l'hôpital de Dijon; on créa peu de temps après, les maisons de Tournus et de Dôle; si bien qu'en 1373, une bulle du pape Grégoire XI nous apprend qu'il y avait alors plus de cent établissements de refuge dirigés par les frères du Saint-Esprit.

Les autres institutions hospitalières qui jusqu'au commencement du xiii^e siècle s'étaient toujours refusées à recevoir les enfants abandonnés, et dont la règle était à peu près partout celle de l'Hôtel-Dieu de Troyes : « *Pueri inventi non repreientur in domo nostra* » comprirent enfin que l'exposition était une misère à laquelle ils ne devaient pas rester indifférents, réformèrent leurs règlements et admirent désormais les enfants délaissés.

1. En 1188, l'hôpital du Saint-Esprit de Marseille était déjà fondé et M. Martin Doisy rapporte qu'un nommé Hosimel fit donation à cette date d'une maison pour son agrandissement.

2. Les auteurs ne sont pas d'accord sur la date de la fondation de l'hospice de Rome. M. Martin Doisy soutient qu'il a été confié aux frères du Saint-Esprit en 1204. M. Peignot prétend que ce fut six ans plus tôt, en 1198, et tous deux reconnaissent qu'il existait déjà depuis longtemps. M. Lallemand admet la date de 1198, mais semble la considérer comme celle de la *fondation* de l'hôpital et non de sa *réorganisation*.

Certaines d'entre elles le firent sans restriction, comme l'hôpital Saint-Jacques de Galice, à Marseille, dans les archives duquel M. Martin Doisy a trouvé et traduit du provençal des documents établissant que les filles exposées bâtardes y étaient reçues aussi bien que les orphelines légitimes ; comme l'hôpital du Corps de Dieu de Toulouse, dans lequel, pour me servir des termes mêmes de la supplique adressée pour lui à Charles V : « *pauperes infantes orphani recipiuntur, eisque ministrantur nutrices* » (1); comme l'hôpital Saint-James de Bordeaux, l'Hôtel-Dieu de Douai, et presque tous les hospices de province, où, suivant en cela les règles des religieux du Saint-Esprit, la charité ne faisait pas un choix parmi ceux qui avaient un égal besoin d'assistance, et ne rendait pas responsables de leur tache originelle toute une catégorie d'enfants trouvés.

Certains établissements de bienfaisance, au contraire, se refusèrent longtemps à recevoir les bâtards et n'admirent que les délaissés légitimes. Le plus célèbre fut l'hôpital du Saint-Esprit en Grève de Paris. Cet asile, malgré son nom, n'est considéré par aucun auteur comme ayant jamais dépendu de l'ordre du Saint-Esprit. Il fut fondé au commencement du xiv^e siècle « pour « héberger de nuit pauvres pelerines et autres filles « passant leur chemin et pour recevoir les pauvres « enfants orphelins de père et mère, procréés en net et « loyal mariage » (2) — « mais non pour les trouvés

1. En 1379, l'hôpital du Corps de Dieu de Toulouse obtint du roi Charles V des lettres de sauvegarde avec exemption d'impôts. (Catel : *Mémoires du Languedoc*, I. II.

2. Lettres patentes du 4 août 1445.

« que par les eglises ou paroisses ou par les rues de
« ladicte ville sont gectez ou delaissez » (1).

Il n'y avait, on le voit, à Paris, que les abandonnés d'origine légitime ou les orphelins issus d'un mariage régulier qui pouvaient être reçus à l'hôpital. Les enfants trouvés étaient encore, comme sous le régime des capitulaires (2), élevés par des bourgeois et bourgeoises qui s'en chargeaient tant pour s'en servir que pour leur apprendre un métier et les nourrir pour l'amour de Dieu, et à défaut de pieux adoptants, les doyen, chanoines et chapitre de Notre-Dame subvenaient à leur entretien à l'aide d'aumônes recueillies à la porte des églises. Les justiciers de Paris surent, jusqu'au milieu du xvi^e siècle, se soustraire aux obligations relatives aux enfants trouvés, qui incombaient à la plupart des seigneurs justiciers de province ; et, jusqu'en 1551, les bâtards exposés dans l'Isle de France n'eurent aucune autorité spécialement chargée de leur éducation, aucune sauvegarde contre les conséquences de leur abandon ; ils furent complètement livrés aux hasards de la bienfaisance individuelle, abandonnés à la charge de la charité chrétienne et exclus de tous les établissements subventionnés par le Pouvoir.

Repoussés par les hospices, dans la crainte que la « macule de batardise » ne vint à les souiller, les exposés n'eurent accès dans un refuge qu'au commencement du xvi^e siècle. A cette époque, il y eut un mouvement marqué en faveur de l'enfance. François I^{er} créa les « Enfants Dieu », appelés plus tard les « Enfants

1. Historique de la fondation du Saint-Esprit de Paris. *Manuscrit de la Bibliothèque nationale* (Fonds Français, n° 41.778).

2. *Droit français*, première partie, ch. 1, p. 86.

rouges » pour les orphelins, sans distinction de nationalité; et un ancien hôpital, qui jusqu'alors n'avait pas reçu d'enfants abandonnés, l'hôpital de la Trinité, consentit à recueillir des mains de l'autorité ecclésiastique les trouvés qui n'avaient rencontré aucune personne charitable pour les élever, et ce, à charge de verser entre ses mains le montant de quêtes faites pour leur entretien.

Le 11 août 1552, un arrêt du Parlement fit rentrer les justiciers de Paris dans le droit commun de la plupart des provinces, en les condamnant à contribuer à l'entretien des enfants trouvés. A partir de ce moment, l'Hôtel-Dieu de la Trinité devint l'asile ordinaire des enfants délaissés, et reçut pour cela des seigneurs une somme annuelle de 960 livres à titre d'abonnement.

Il y eut alors des asiles pour tous les genres d'enfants abandonnés, les trouvés comme les orphelins, les bâtards comme les légitimes. Tous étaient dirigés par des religieux, un grand nombre par les frères du Saint-Esprit. Leurs réglementations étaient à peu près identiques, et presque toutes reproduisaient les statuts de la célèbre maison de Montpellier.

Pour bien connaître la situation des enfants délaissés recueillis par les hospices, nous allons étudier rapidement les règles de l'hôpital du Saint-Esprit de Dijon, qui ont plus particulièrement trait à la manière dont ils étaient élevés; puis, nous signalerons rapidement les règles différentes de quelques grands hôpitaux indépendants.

CHAPITRE III

FONDATION DE L'HOPITAL DU SAINT-ESPRIT DE DIJON, — A QUI INCOMBAIT LA CHARGE DES ENFANTS ABANDONNÉS EN BOURGOGNE. — ACCROISSEMENT RAPIDE DE L'HOPITAL, SON ORGANISATION, SES SUCCURSALES, — SON ADMINISTRATION. — DE LA CHAMBRE DES PAUVRES. — DE LA SECTION DES ENFANTS TROUVÉS, — QUELS ENFANTS Y ÉTAIENT ADMIS ? — COMMENT ILS Y ÉTAIENT REÇUS ? — VISITE, — MISE EN NOURRICERIE, — BAPTÊME ET LIVRET. — DU TOUR, SA SURVEILLANCE, SANCTION DES DÉPOTS ABUSIFS, — DES JUSTICIERS, DES PARTICULIERS, — DU RÔLE DES NOURRICES APRÈS LE SEVRAGE DANS L'ÉDUCATION ET L'ENTRETIEN DE L'ENFANT QU'ELLES ONT NOURRI, — LEUR SURVEILLANCE PAR LES AUTORITÉS ET LE COMMANDEUR, — AVANTAGES DE L'HOPITAL DE DIJON.

L'hôpital du Saint-Esprit et de la Charité de Dijon fut fondé en 1204 par Eudes III, duc de Bourgogne, pour les pèlerins, les pauvres et les enfants exposés (1). Le but de ce prince n'était pas seulement de créer dans sa capitale un hospice ordinaire, mais un asile où l'on pût envoyer les enfants délaissés, dont la charge incombait

1. Courtépée : *Description particulière du duché de Bourgogne*, t. II, Dijonnais, p. 266,

déjà à titre d'épaves passives aux seigneurs hauts justiciers sur le territoire desquels ils étaient trouvés (1). C'est pourquoi il en confia l'organisation à des religieux du Saint-Esprit qu'il fit venir de Montpellier. L'ordre était à son berceau et dans sa première ferveur, comme le dit Philibert Bourlier (2); aussi l'hôpital nouveau fut-il rapidement constitué, et le zèle des frères chargés de son service suppléa, dès le principe, à l'insuffisance nécessaire d'une première installation.

Ses débuts ne furent ni difficiles ni ingrats; peu de temps après sa fondation le haut patronnage des ducs et des dons d'une certaine importance, lui permirent d'élargir assez vite le cercle de ses bonnes œuvres. Des documents publiés par M. Peignot (3) nous apprennent que, dès l'année 1215, le seigneur d'Achey, lui céda des terres; qu'en 1223, le chevalier de Montréal lui faisait présent d'une émine de blé par an, et que ces exemples charitables suivis par Philippe d'Artigny et un grand nombre d'autres seigneurs, constituaient au nouvel hospice des revenus fixes d'une certaine importance.

Sauf le cas où ces dons avaient été faits à titre de fondation, et où l'on avait spécifié que leurs revenus seraient affectés à l'entretien des exposés, l'éducation des enfants trouvés n'obérait pas les revenus de l'hospice, mais était généralement soldée par les abonnements des

1. Bannelier : *Coutume du duché de Bourgogne et cayers servant à l'interpréter*, t. VIII, p. 44.

2. Ph. Bourlier : *Fondation, construction, économie et réglemens des hospitaux du Saint-Esprit et de Notre-Dame de la Charité en la ville de Dijon*, in-8°, 1649.

3. Peignot : *Histoire de la fondation des Hôpitaux du Saint-Esprit de Rome et de Dijon*.

seigneurs haut justiciers ou par différents services compensatoires que nous aurons bientôt à étudier.

De cette façon, l'hôpital de Dijon s'occupait des enfants abandonnés avec beaucoup de soin, mettait les seigneurs à même de remplir leurs devoirs à l'égard des « trouvés », d'une façon à la fois peu coûteuse et très complète, conciliait enfin par une centralisation heureuse, les intérêts des exposés et des hauts justiciers, les revenus de l'établissement et le bien-être de ses pupilles.

Les frères du Saint-Esprit confièrent, peu de temps après l'organisation de l'asile, le service des enfants à des religieuses de leur ordre. La maison se composa alors de frères et de religieuses dirigés par un maître recteur, qui, à partir de 1256, en vertu d'une autorisation donnée par une bulle pontificale d'Alexandre IV au supérieur d'alors, Guillaume de Fouvent, prit le titre de commandeur. Des succursales s'établirent à Tonnerre, Bar-sur-Aube, Angers, Saint-Sévère, et se rangèrent sous la juridiction de la maison magistrale et commanderie de Dijon.

Au milieu du xv^e siècle l'hôpital fit élever des constructions considérables, entre autres une chapelle sous le vocable de Sainte-Croix de Jérusalem. M. Peignot nous rapporte qu'on y grava les vers suivants qui caractérisent bien la nature de ses œuvres :

*Ut rosa flos florum, sic est domus ista domorum,
Nam pupillorum est cibus et requies miserorum.*

En 1528, le temporel, qui, jusque là, avait été administré par les soins du commandeur, fut, par arrêt du 8 mars, confié aux vicomtes Maïeurs. Un peu plus tard,

un bureau d'administration séculière ou chambre des pauvres, composé d'un président et de deux conseillers au parlement, de deux membres de la chambre des comptes, d'un officier du bureau des finances, du vicomte maieur et de ses échevins, fut constitué et fonctionna avec des pouvoirs très étendus jusqu'à 1789.

L'organisation de la section des enfants est parvenue jusqu'à nous. M. Philibert Bourlier qui nous l'a décrite en 1649, nous dit qu'elle n'a pas varié depuis la création de l'hospice, sinon de bien en mieux et que ses uniques changements ne sont que des améliorations de détail.

L'hôpital du Saint-Esprit de Dijon recevait trois catégories d'abandonnés :

1° Tous garçons ou filles de la ville ou des faubourgs, orphelins ou destitués de secours ou moyens. Des autres lieux on n'en reçoit pas, si ce n'est que par des fondations il en ait été autrement convenu (Ph. Bourlier).

Ces fondations étaient faites par les communautés d'habitants, chargées de nourrir leurs pauvres, par les seigneurs ou par de simples particuliers ;

2° Tous enfants lesquels sont exposés, desquels père et mère ne sont pas connus (Ph. Bourlier) ;

3° Les enfants des nourrices pauvres, à condition qu'elles entrassent avec eux à l'hospice et consentissent à se charger chacune d'un autre nourrisson.

L'entrée de ces enfants s'effectuait de différentes manières.

Les enfants trouvés sur les terres des justiciers étaient envoyés directement à l'administration de l'hospice. Si des seigneurs non abonnés les faisaient déposer clandestinement au *tour*, l'administration hospitalière et après

elle la chambre des pauvres avaient recours contre eux(1), pour tous frais d'éducation et entretien.

Les orphelins pauvres, les autres délaissés étaient envoyés et reçus par billet du maire (2) ou du seigneur des communes et des seigneuries ayant des fondations à l'hôpital.

Les enfants exposés dans les rues de Dijon et levés par l'autorité municipale étaient adressés à l'asile du Saint-Esprit comme les orphelins pauvres.

Enfin « les pauvres petits que de mauvaises mères, comparables en cruauté aux corbeaux, voulaient abandonner à la merci d'une charité étrangère, » pouvaient être confiés directement à l'hôpital, et étaient généralement déposés dans le tour établi à cet effet (3). Une clochette ou un marteau servait à annoncer ce dépôt (4), et le religieux de garde prenait immédiatement soin de l'exposé.

Aussitôt après leur admission, les nouveaux-nés étaient visités par un des médecins de la maison, et après avoir reconnu qu'ils « estoient nets », on les mettait entre les mains d'une nourrice.

Les nourrices de l'hôpital étaient de deux sortes : les unes, nous l'avons vu, entrées volontairement avec leur

1. « La pratique est constante en la Chambre des pauvres de Dijon, on délivre des exécutoires contre le seigneur du territoire où l'enfant a été trouvé. » Bannelier : *ut supra*.

2. La ville de Dijon a eu des maires et des échevins à partir de l'année 1187.

3. Philibert Bourlier : *ut supra*, p. 44.

4. Des documents mentionnent l'existence de cette clochette ou marteau à l'hôpital du St-Esprit de Marseille. Comme cet hospice était identique à celui de Dijon et dirigé par des religieux du même ordre, on peut légitimement présumer que le tour de Dijon comme celui de Marseille avait un marteau ou une clochette.

enfant, servaient gratuitement et élevaient un nourrisson de l'hospice, en échange de leur entretien et de celui de leur petit; les autres étaient gagées et choisies par l'intendant parmi les plus honnêtes et les meilleures. Toutes étaient soigneusement nourries, un chirurgien veillait sur leur santé, et les religieuses chargées du service des nourriceries surveillaient rigoureusement leur conduite.

Une fois mis « en la nourricerie », l'enfant était baptisé sous condition, et on lui remettait un livret contenant son nom, son âge probable, les lieu, jour, heure et circonstances de son abandon; la nourrice était responsable de la conservation de ce livret, et devait le présenter à toute réquisition du commandeur ou de l'inspecteur délégué de la ville.

Dans les cas où le nombre des nourrices de l'hospice ne suffisait pas, on plaçait quelques enfants « à la ville et aux champs » moyennant le paiement d'une pension mensuelle.

Dès que le nouveau-né avait reçu les premiers soins, il était recommandé aux religieuses, lorsqu'il s'agissait d'enfants déposés au tour ou « fenestre de l'hospital », « de tâcher doucement de découvrir d'où ils pouvaient avoir été apportés et de par qui » pour le déclarer ensuite aux intendants. Cette mesure avait pour but d'éviter les abus, et d'empêcher qu'on ne mit à la charge de l'asile des enfants dont l'entretien pouvait être supporté par d'autres personnes. Si l'exposé avait été mis au tour par ordre de seigneurs hauts justiciers, nous avons vu que l'hospice avait un recours contre eux. Si c'était par une mère ayant quelque bien, on la forçait de le reprendre; si, au contraire, elle était indigente, on

l'obligeait de venir le nourrir à l'hôpital. Enfin, si c'était par une fille séduite, on faisait condamner son séducteur à payer une somme arbitrée par l'hospice selon sa qualité.

Les sœurs devaient, du reste, remplir cette mission délicate avec la plus parfaite discrétion, ne jamais recourir dans leurs recherches à l'assistance des autorités, s'arrêter devant les misères réelles ou morales pour qui le tour avait été créé, et laisser, en un mot, à ce mode discret d'assistance, toutes les fois qu'on n'en abusait pas, le caractère de dépôt anonyme qui constituait la forme la plus miséricordieuse de la charité chrétienne.

Définitivement admis, le pupille du Saint-Esprit restait jusqu'à l'âge de six ou sept ans entre les mains de la même femme, qui le nourrissait, le sevrant, l'élevait, l'instruisait et lui enseignait les devoirs de la religion. Elle était, en outre, tenue de blanchir et entretenir ses effets. A partir de sept ans, il était renvoyé au département des enfermés sous la direction d'un ecclésiastique. Il arrivait souvent que la nourrice était prise d'une affection presque maternelle pour son nourrisson, et demandait à l'emmener avec elle à sa sortie de l'hôpital, ce qu'on lui refusait rarement quand elle offrait quelques garanties.

Le rôle des nourrices, ou, à plus proprement parler, des nourricières, était, on le voit, d'une très grande importance ; elles avaient une responsabilité matérielle et morale considérable ; aussi, devaient-elles être surveillées et inspectées avec le plus grand soin. Trois religieuses ne quittaient pas la nourricerie, et l'inspection était faite par les intendants et les commandeurs.

Les intendants et les députés de l'autorité municipale

avaient mission de recommander fréquemment aux nourrices d'avoir soin des enfants qu'elles allaitaient ; quant au commandeur, les statuts de son ordre lui prescrivait un contrôle scrupuleux. Le cérémonial de son installation même avait pour but de lui faire comprendre toute l'importance que l'Ordre du Saint-Esprit attachait à ce devoir. Immédiatement après avoir baisé et touché l'autel, il devait, encore accompagné du notaire diocésain (1), monter dans la salle des enfants exposés, toucher leurs berceaux, et recommander tant ces enfants que les autres aux nourrices et à ceux chargés de leur éducation.

.
La Bourgogne, on le voit, dès le xiii^e siècle, avait été plus favorisée que la plupart des autres pays. Tous les enfants exposés ou délaissés sur ses domaines, pour peu que les seigneurs et les communes comprissent leurs devoirs, étaient sûrs de trouver un abri, et la ville de Dijon, grâce à son hôpital, était, avec Marseille peut-être, la cité qui pourvoyait avec le plus de sollicitude, de charité et de succès au sort de ses orphelins ou de ses exposés. L'hospice du Saint-Esprit ne distinguait pas, n'avait jamais distingué, comme à Paris, entre les malheureux qui avaient besoin de ses secours ; il venait en aide au moyen du tour, le premier de France peut-être, aux infortunes les plus cachées ; en un mot, il faisait à la fois honneur au prince qui l'avait fondé, aux religieux qui l'avaient organisé, et à la ville qui l'avait soutenu de son autorité et de ses finances.

1. Voir dans l'ouvrage de M. Peignot sur l'hôpital, le compte rendu de l'installation de Jean Lallement 25^e maître et commandeur par Claude Stock notaire diocésain de Langres le 7 septembre 1552.

CHAPITRE IV

RÈGLES PARTICULIÈRES A CERTAINS HOPITAUX. — AVANTAGES DES HOSPICES; — LEURS INCONVÉNIENTS. — REMÈDE QUI Y FUT APPORTÉ PAR L'ÉDIT D'HENRI II SUR LE RECEL DE LA GROSSESSE; — POURSUITES CONTRE LES EXPOSITIONS, — COMMENT CES POURSUITES FÛRENT FACILITÉES PAR L'ÉDIT. — DE L'ORGANISATION DU SERVICE DES ENFANTS TROUVÉS A PARIS. — HOSPICE DE LA TRINITÉ. — MAISON DE LA COUCHE, SON EXTENSION — SES INCONVÉNIENTS. — ÉTAT DES ENFANTS TROUVÉS A PARIS AVANT SAINT VINCENT DE PAUL, — SA RÉFORME. — CRÉATION DE LA MAISON DE PORT-VICTOR PAR LES DAMES DE LA CHARITÉ, — PROGRÈS DU NOUVEL HOSPICE, — SON ADMINISTRATION JUSQU'EN 1670, SA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE, SON ORGANISATION, — SES REVENUS. — SITUATION DES ENFANTS QUI Y ÉTAIENT ADMIS, RÉCEPTION TOUJOURS INDIRECTE, — MISE EN NOURRICE A LA CAMPAGNE, — DES MENEURS, — RETOUR DANS UN ASILE, — MAINTIEN CHEZ LE NOURRICIER. — ASILES PARTICULIERS POUR LES ORPHELINS OU LES AUTRES ENFANTS ABANDONNÉS A PARIS.

Tous les hospices du Saint-Esprit eurent des règlements semblables, pour le fond au moins, à celui de

l'hôpital de Dijon, sauf toutefois, quelques légères différences qui tenaient la plupart du temps à des circonstances purement locales. L'Hôtel-Dieu de Marseille, par exemple, au lieu de faire allaiter ses nourrissons à l'hospice même, les confiait à des femmes du dehors (1); la commanderie de Bromath, près Strasbourg, élevait elle-même ses pupilles aux travaux des champs; enfin, les maisons de Besançon, de Montpellier et leurs succursales ne recevaient probablement pas dans un tour les exposés de la ville. Les hôpitaux d'un autre ordre et les hospices ordinaires qui recueillaient les abandonnés, étaient soumis à des règles un peu différentes. Les tours leur étaient absolument inconnus; ils recevaient généralement les nouveaux-nés, des communautés d'habitants et des seigneurs abonnés, mais les faisaient presque toujours nourrir au dehors (Issoudun, Laval), et élever à la maison où ils apprenaient, sous la direction de maîtres habiles, une profession mécanique, (Corps-Dieu de Toulouse). Certains établissements n'admettaient que les enfants orphelins légitimes (Saint-Esprit en Grève de Paris), d'autres, que les enfants délaissés de six ou sept ans (Bletuets de Lille), d'autres enfin, que les enfants en état de servir, (Aumône de Lyon).

Telle fut, en résumé, la situation des enfants abandonnés, après la création des hospitaliers du Saint-Esprit. Partout où des hôpitaux de leur ordre furent établis, les « trouvés ou délaissés », confiés théoriquement jusqu'alors à des autorités incapables de les élever par elles-mêmes, ou de contrôler efficacement leur éduca-

1. Fabre: *Histoire des hôpitaux de Marseille*.

tion chez des particuliers, rencontrèrent désormais un abri absolument protecteur. Partout ailleurs, les autres hospices, suivant leurs errements et subissant leur influence, adoptèrent bientôt leurs modes de charité. Les seigneurs et les communes firent des fondations dans la plupart des Hôtels-Dieu, et contractèrent avec eux des abonnements; à Lille, à Amiens, comme en Flandre et en Bretagne, le recueillage des enfants abandonnés, et leur conduite à une maison de charité, devinrent même un service public (1). Enfin, sauf à Paris, qui fut en retard sur ce mouvement de bienfaisance, dès le ^{xiii}^e siècle, la charité individuelle concentra toutes ses ressources pour les rendre plus profitables, et des personnalités différentes, tenues d'obligations analogues, associèrent leurs charges pour en diminuer le poids. L'assistance publique des enfants abandonnés était enfin constituée, et n'avait plus qu'à se développer.

L'étendue même de la protection accordée aux délaissés, l'extension des hospices, et les soins qu'ils apportaient à l'éducation de leurs pupilles, pouvaient avoir, et en fait, avaient réellement des inconvénients que la charité n'apercevait peut-être pas, mais qui ne pouvaient échapper aux pouvoirs publics. Il était à craindre, en effet, que les parents pauvres, voyant qu'à l'hospice leurs enfants trouveraient chaque jour une nourriture assurée, alors qu'eux-mêmes n'étaient pas sûrs de leur donner tous les jours du pain, ne les abandonnassent plus facilement, l'affection paternelle cessant ainsi d'être un obstacle à l'exposition, mais poussant plutôt les malheureux à y recourir.

1. Ce service était fait par les sergents des maires ou échevins.

Il y avait là un état de choses auquel le Pouvoir devait remédier, pour empêcher l'idée de famille de s'affaiblir chez les pauvres, sans toutefois porter en rien atteinte aux institutions protectrices de l'enfance abandonnée. Il fallait rappeler, en les appliquant d'une façon sévère, les peines du délaissement des nouveaux-nés et écarter de ce crime par l'assurance d'un châtimement rigoureux. Un édit de Henri II, sur le recel de grossesse (1), permit d'arriver à ce résultat, en rendant ces sanctions plus facilement applicables, et partant, plus fréquentes qu'autrefois.

Dès les premières années du régime féodal, l'exposition avait été punie, ou à plus proprement parler punissable, mais de peines différentes de celles du droit romain, car abstraction faite du cas où il y avait intention visible de donner la mort, jamais on n'appliquait en France à ce crime spécial les peines de l'infanticide; on ne condamnait qu'au bannissement ou au supplice du fouet, indépendamment bien entendu, des amendes et des pensions à payer aux hospices, le cas échéant (2).

Après l'édit d'Henri II, la découverte du crime d'exposition devint très facile. En effet, cet édit obligeait les femmes à déclarer leur grossesse, et édictait contre elles, dans le cas où elles n'auraient pas accompli cette prescription, la présomption d'homicide, à moins qu'elles ne fussent à même de présenter leurs enfants ou leurs deux actes de baptême et de décès. A l'égard

1. Cet édit est de Février 1556: rapporté par Fournel *ut supra*, 3^e partie, chap. 1, p. 265 à 289.

2. Quelquefois aussi les parents convaincus d'exposition étaient forcés de reprendre leur enfant, des filles mères pouvaient être condamnées à venir le nourrir à l'hôpital (Voir Dr. Fr., chapitre III, p. 104).

de l'abandon, cette obligation et sa sanction constituaient une mesure préventive importante ou un moyen pratique de répression, car la déclaration de grossesse désignait généralement (1) la femme suspecte à la surveillance de l'autorité, qui veillait à empêcher l'exposition par des secours ou à la réprimer par une poursuite criminelle ; la présomption d'infanticide facilitait en outre singulièrement cette répression, en permettant aux agents du pouvoir de mettre la femme suspecte en demeure de se justifier, et en les déchargeant du fardeau de la preuve. Ces deux mesures, en un mot, étaient de nature à éloigner du délaissement en le rendant extrêmement dangereux.

Cette décision d'Henri II fut le point de départ d'un double mouvement. Jusqu'alors on n'avait guère distingué le crime de ses suites, et on négligeait la protection des abandonnés pour frapper l'abandon, ou on laissait l'exposition presque impunie, pour ne s'occuper que du sort des exposés. A partir de 1556, on réprima sévèrement le délaissement et on assura le sort de l'enfance délaissée ; les parlements appliquèrent rigoureusement les peines du fouet et du bannissement aux parents dénaturés (2), et l'Etat favorisa de plus en plus les hospices d'enfants trouvés.

1. La déclaration de grossesse devait se faire, dans tout le ressort du Parlement de Paris, chez le procureur (province) ou le commissaire (Paris). D'autres parlements exigeaient qu'elle fût faite devant notaire. Quelques-uns admettaient qu'elle pouvait être reçue par des particuliers. Le Parlement de Dijon regardait comme valable la déclaration faite à un confesseur.

2. Voir notamment 2 arrêts du Parlement de Paris, cités par Fournel (*ut supra*, p. 398-399) : le premier du 14 octobre 1576 condamnant une fille surprise en flagrant délit d'exposition à être fouettée devant la maison des Recommanderesses, le second du 26 mai 1882, condamnant une sage-femme convaincue d'exposition à un bannissement de cinq ans.

Paris commença, à cette époque, à faire ce que toutes les provinces avaient fait depuis longtemps, et, par des arrêts nombreux de son Parlement, organisa d'une façon officielle le service des enfants abandonnés. L'arrêt du 11 août 1552, qui obligeait les seigneurs et particulièrement les justiciers ecclésiastiques (1) à participer à l'entretien des « trouvés », désignait l'hôpital de la Trinité comme seul hospice dépositaire, et instituait une femme chargée de recueillir les exposés, soit directement en l'église de Paris (Notre-Dame), où ils étaient le plus communément déposés (2), soit personnellement en se rendant aux lieux où on lui signalait des délaissés, soit enfin indirectement, des mains des commissaires spécialement chargés de lever les enfants trouvés dans les rues de la ville. Peu à peu cet état de choses subit de légères modifications. Le chapitre de Notre-Dame et l'évêque de Paris, représentants du pouvoir seigneurial ecclésiastique, pour accomplir d'une façon plus complète l'obligation qui leur était imposée à titre de justiciers, créèrent une maison spéciale près du port Saint-Landry, où ils firent élever, par la femme chargée de les recueillir, tous les enfants trouvés en l'église Notre-Dame; cette catégorie de délaissés ne fut plus alors dirigée sur l'Hôtel-Dieu de la Trinité, mais resta à la maison de la Couche, pour être élevée directement

1. Les Justiciers ecclésiastiques étaient : 1° l'évêque de Paris, 2° les doyens chanoines, 3° les abbés de St-Denis, St-Magloire, Ste-Geneviève, St-Victor, St-Germain-des-Prés, St-Martin-des-Champs, de Tiron, de Paris, commandeur du temple, etc.

2. Il y avait à Notre-Dame un berceau qui selon certains auteurs (Martin Doisy) était le tour de Paris et selon certains autres (Lallemand) était simplement un lit où l'on déposait les enfants trouvés, pour solliciter la charité des fidèles, et les offrir ainsi en adoption à des personnes charitables.

par les soins de l'autorité épiscopale, comme l'atteste un arrêt de 1570, qui constate l'existence et trace les règles générales d'organisation de la nouvelle maison de charité. Les autres « exposés, délaissés, abandonnés » recueillis parmi les rues », et levés par le commissaire, continuèrent seuls, comme le constate un autre arrêt de 1582, à être reçus par les « maistres et gouverneurs de l'hospital de la Trinité » et à être secourus par l'aumône générale. Enfin, les orphelins légitimes originaires de Paris, furent élevés, comme par le passé, à l'hospice du Saint-Esprit, et les nouveaux-nés, dont les pères et mères étaient morts à l'Hôtel-Dieu, furent mis comme autrefois aux Enfants-Rouges.

La maison de la Couche prit bientôt une grande extension, car l'usage étant encore, comme aux premiers siècles du christianisme, d'exposer à l'église, et les enfants trouvés à Notre-Dame lui étant tous confiés, elle fut rapidement considérée comme l'établissement dépositaire des abandonnés de la capitale. On cessa presque d'avoir recours à l'hôpital de la Trinité, et Bouchel nous apprend (1) qu'au commencement du xvii^e siècle, on conduisait à la maison épiscopale même les enfants recueillis dans les rues de la ville par les soins des commissaires.

Ce changement fut regrettable, car les pupilles des hôpitaux nourris à la campagne et élevés dans un métier par l'aumône générale (2), sous la surveillance et le con-

1. Bouchel a vécu de 1559 à 1629. Il a fait dans les prisons du Châtelet où il était retenu par ses créanciers : « *Le Trésor du droit Français* ». Il donne dans cet ouvrage certains détails sur la levée des enfants trouvés.

2. Martin Doisy : *ut supra*.

trôle d'une administration puissante, étaient alors beaucoup mieux, sous tous rapports, que les pensionnaires du Port-Landry. Les auteurs (1) nous apprennent, en effet, que ces pauvres petits étaient très malheureux ; il n'y avait dans cet asile, pour distribuer des soins à une centaine d'enfants, qu'une dame veuve et deux servantes. Ces trois femmes « ne pouvaient suffire pour un si « grand nombre, ni entretenir des nourrices pour les « allaiter, ni nourrir et élever ceux qui étaient sevrés ; « faute d'un revenu suffisant, la plupart de ces enfants « mouraient de langueur en cette maison, ou même « les servantes, pour se délivrer de l'importunité de « leurs cris, leur faisaient prendre une drogue pour les « endormir, qui causait la mort à plusieurs. Ceux qui « échappaient à ce danger étaient, ou donnés à qui « venait les demander, ou vendus à si vil prix, qu'il y « en a eu pour lesquels on n'a payé que vingt sous. On « les achetait ainsi... pour servir aux mauvais desseins « de quelques personnes, qui supposaient des enfants « dans les familles, d'où arrivaient d'étranges désordres. « Et on a su qu'on en avait acheté pour servir à des « opérations magiques (2). »

Il y avait là, on le voit, un état de choses fâcheux, qui n'aurait pas existé si l'on s'en était tenu aux prescriptions de l'arrêt de 1552, et si l'on avait, comme dans les autres villes, laissé à un hôpital véritable, dirigé par des religieux et contrôlé par une autorité locale, l'éducation des enfants trouvés. Mais ces abus firent de

1. Notamment Louis Abelly, évêque de Rodez et Collet, dans leurs biographies de St-Vincent de Paul.

2. Abelly : *Vie de St-Vincent de Paul*. Tom. I, chap. xxx. (Abelly a vécu de 1605 à 1691).

Paris jusqu'à Saint Vincent de Paul, le pays où la protection des nouveaux-nés était la moins efficace, et où les « trouvés » étaient encore, comme aux siècles les plus barbares de la Rome païenne, livrés, sans garanties, au premier venu.

Il fallut l'activité, le zèle et la charité de Vincent de Paul pour remédier à ces scandales, auxquels on s'était presque habitué. Seul, sans mission officielle, il résolut de secourir ces pauvres petits, doublement délaissés, et de pourvoir à leur sort ; il confia son projet aux dames de la charité, et les décida à en retirer quelques-uns. Elles en emmenèrent tout d'abord une douzaine, qu'elles tirèrent au sort, et les placèrent, dès 1638, sous les soins de M^{lle} Le Gras et de quelques filles de la charité, dans une maison, louée à cet effet par elles, hors la porte Saint-Victor. On essaya, au commencement, de les nourrir au lait de chèvre, mais on fut bientôt obligé de renoncer à ce mode d'alimentation, et de leur donner des nourrices. Pendant ces débuts modestes du nouvel asile, les dames de la charité firent des démarches nombreuses, recueillirent quelques aumônes importantes, et, graduellement, en proportion de l'accroissement de leurs ressources, retirèrent peu à peu de la maison de la Couche, un plus grand nombre d'enfants. En 1640, la bienfaisance privée était parvenue à leur constituer un revenu de douze à quatorze cents livres. Vincent de Paul les réunit, et leur conseilla de se charger de tous les petits pensionnaires de l'établissement de Port-Landry, sans prendre aucune obligation à cet égard, et simplement à titre d'essai. Elles suivirent ce conseil, acceptèrent cette mission, qui semblait impossible ; et tant était grande leur confiance en Monsieur Vincent,

elles assumèrent, sans hésiter, avec quatorze cents livres, le service de tous les enfants trouvés de Paris, qui en nécessitait quarante mille.

Les fondatrices de la maison Saint-Victor eurent raison de compter sur la Providence. Leurs ressources s'accrurent rapidement, les aumônes affluèrent au premier appel, et dès 1642, sur les prières de Vincent-de-Paul, le roi Louis XIII, « le moindre de tous les justiciers de Paris », leur donna douze mille livres « sur le revenu des cinq grosses fermes ». Malheureusement, ce mouvement charitable ne continua pas, les charges s'accrurent, les recettes diminuèrent, et en 1648, un découragement bien naturel fut près de faire renoncer les dames de la charité à leur bienfaisante entreprise. L'influence de « M. Vincent » se manifesta alors d'une façon éclatante ; il leur fit voir qu'elles étaient juges de leurs pauvres petits protégés, et il lui suffit de leur montrer que « l'expérience ne permettait pas de douter qu'ils « mourraient et périraient infailliblement, si elles les « abandonnaient », pour ranimer leur courage et pour redoubler leur confiance.

A dater de ce moment, il y eut à Paris un hospice spécial d'enfants trouvés. Les dames de la charité prirent d'une façon définitive la charge qu'elles n'avaient que provisoirement acceptée jusqu'alors. Le roi leur donna d'abord Bicêtre qu'elles durent quitter à cause de l'insalubrité du climat, pour se fixer au faubourg Saint-Lazare. Là, les secours nombreux de la charité privée, les encouragements du Roi, et l'abonnement annuel des justiciers élevé en 1667 par arrêt du parlement à la somme de quinze mille livres, transformèrent le petit asile de Vincent-de-Paul en un établissement important,

qui fit complètement disparaître l'état d'infériorité de la capitale vis-à-vis de toutes les grandes villes du royaume, relativement à la protection des enfants trouvés.

En 1670, l'hospice, créé par « M. Vincent, » devint un établissement public ; un édit de juin l'unit à l'hôpital général tout en lui conservant sa propre individualité. Les dames continuèrent leurs soins aux enfants, mais l'administration fut partagée entre elles, quatre directeurs et un receveur de l'Hôtel-Dieu ; enfin toutes les décisions durent être prises en assemblée de charité. L'édit du 1^{er} décembre 1674, qui réunit toutes les justices de Paris à la justice royale, augmenta encore ses ressources, car Louis XIV substitua à la contribution des seigneurs une subvention de vingt mille livres. Outre ce revenu fixe, la maison de la Couche s'enrichit peu à peu par la cession qui lui fut faite des revenus d'œuvres préexistantes (confréries de la Passion et de la Résurrection, 1676), par l'aggrégation d'autres hôpitaux (Enfants Rouges et Saint-Jacques), enfin par l'attribution d'une part du produit des octrois (30 sols par muid), le bénéfice d'une loterie annuelle, des libéralités de la cour et un grand nombre de dons particuliers.

Le service des enfants était fait avec un soin minutieux et surveillé avec une rigoureuse exactitude. L'hospice ne recevait pas directement les abandonnés ; il n'avait ni tour ni berceau extérieur ; tous devaient lui être envoyés par un commissaire avec un procès-verbal de levée relatant les circonstances de l'exposition. Ce procès-verbal était mis dans un sachet et suspendu au cou de l'enfant dès son entrée ; on y ajoutait l'acte du baptême auquel on procédait immédiatement, puis, le

nouveau venu était mis entre les mains des nourrices sédentaires. L'administration lui cherchait alors une nourrice à la campagne, aux champs, comme on disait à cette époque ; elle avait recours d'ordinaire pour cela à des intermédiaires, meneurs ou meneuses, qui, moyennant un léger droit de commission, se chargeaient de cette mission quelquefois difficile ; enfin, la nourrice choisie venait le prendre à l'hospice et l'emmenait dans son pays. L'inspection des pupilles dans les placements se faisait avec beaucoup de soin par les sœurs de la charité de la maison de la Couche (1).

A l'origine, après un séjour de trois années chez leurs nourrices, les enfants étaient ramenés à Paris par les meneurs et placés dans un asile dépendant de l'hospice, jusqu'à ce qu'ils fussent en âge d'être mis en apprentissage. Plus tard, ce séjour fut porté à cinq ans, et en 1761, dans le but d'en faire des agriculteurs, on engagea, par certains avantages (2), leurs nourriciers à les conserver et à les élever chez eux, en payant, bien entendu, pour cela, une pension annuelle tant qu'ils ne seraient pas à même de gagner leur vie (3).

Les pupilles qui n'étaient pas laissés à la campagne, étaient placés dans un asile, situé, dès le principe, au faubourg Saint-Antoine, ensuite à la Salpêtrière et à la

1. De 1773 à 1774 ce service fut fait par les inspecteurs des enfants en nourrice, mais ce changement n'ayant pas donné de bons résultats, on dut rétablir l'ancien mode d'inspection par les religieuses de St-Vincent de Paul.

2. Le règlement du 7 janvier permettait à tout chef de famille élevant un « trouvé » de le présenter au lieu et place de ses enfants, frères ou neveux au tirage de la milice.

3. C'est à dire jusqu'à 16 ans pour les filles et 14 ans pour les garçons.

Pitié. Là, on leur faisait donner par des ecclésiastiques ou des religieuses une instruction solide (1), puis on les mettait en apprentissage ou en condition.

Telle était l'organisation de la célèbre maison de la Couche, hospice officiel des enfants trouvés de Paris. Si ses débuts furent difficiles, l'appui qu'elle trouva partout, la popularité qu'elle sut rapidement conquérir, la placèrent bientôt au premier rang des établissements de bienfaisance.

Les enfants autres que les « trouvés », ceux, par exemple, simplement abandonnés par leurs parents, étaient admis dans d'autres hospices. L'hôpital de la Trinité subvenait à leur entretien au moyen de quêtes périodiques dans toutes les églises de Paris, et les élevait dans l'exercice d'une profession. Le but principal de cette œuvre était, comme l'atteste le règlement de 1736 (2), de les soustraire aux mauvais conseils de la pauvreté ou aux mauvais exemples de leur famille. Les résultats étaient des plus satisfaisants; la plupart de ces pensionnaires devenaient d'excellents ouvriers, quelques-uns même arrivaient à la maîtrise.

L'asile de la Mère de Dieu, rue du Vieux-Colombier, recevait aussi les orphelins légitimes (3); les filles délaissées à Paris trouvaient à Sainte-Anne un refuge

1. Les enfants trouvés étaient en outre employés à différents services pour le compte de l'asile, principalement à accompagner les prêtres dans les services funèbres.

2. « Les filles admises à l'hôpital doivent rendre grâce à Dieu de leur avoir ouvert cet asile où elles sont élevées dans sa crainte et loin des dangers auxquels elles auraient été exposées par la pauvreté de leur famille et par la corruption qui règne dans le monde ».

3. L'Hôpital du St-Esprit avait été réuni à l'Hôpital général en 1680.

assuré ; enfin, tous les abandonnés, quelque'ils fussent, rencontraient un établissement pour les secourir. Pour s'y être pris plus tard que la plupart des autres villes, Paris n'en sut pas moins regagner bien vite le temps perdu, et conquérir rapidement la place qu'il devait occuper dans les annales de la charité.

CHAPITRE V

DÉSIGNATION, DANS CHAQUE PROVINCE, D'HOPITAUX DÉPOSITAIRES ; — FACULTÉ ACCORDÉE AUX SEIGNEURS DE METTRE EN ADJUDICATION L'ENTRETIEN DES ENFANTS TROUVÉS SUR LEURS TERRES ; — REMISE EN VIGUEUR DE L'ÉDIT DU RECEL DE GROSSESSE. — ENVOIS ABUSIFS, A PARIS. DES DÉLAISSÉS DE PROVINCE ; ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT RÉPRIMANT CES FRAUDES. — DES PRINCIPAUX HOSPICES DÉPOSITAIRES DE CHAQUE GÉNÉRALITÉ A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE. — MODES D'ASSISTANCE DE LA PLUPART D'ENTRE EUX. — RECHERCHES DE LA FAMILLE OU DU PAYS D'ORIGINE DES ENFANTS TROUVÉS, PAR LES ADMINISTRATIONS HOSPITALIÈRES, — RIGUEUR AVEC LAQUELLE ELLES EXERÇAIENT LEUR RECOURS, MÊME QUAND IL S'AGISSAIT DE DÉPÔTS FAITS DANS DES TOURS. — MOTIFS DE CES RECHERCHES. — LEUR UTILITÉ. — DES ASILES SEIGNEURIAUX, DE L'ENTRETIEN PAR ADJUDICATION : USAGE SUCCESSIF DE CES DEUX PROCÉDÉS A SAINT-DIZIER.

La création de l'hôpital des Enfants-trouvés, à Paris exerça sur les hospices de province une grande influence, attira sur eux l'attention du pouvoir royal et provoqua différentes mesures générales auxquelles on n'eût sans doute pas pensé sans lui. Obéissant à un mouvement de

centralisation qui leur était évidemment inspiré par des instructions spéciales, les intendants désignèrent presque partout, non seulement à titre de représentant de la justice du roi, mais encore d'une façon absolue, un hôpital pour recevoir, à l'exclusion de tous autres, les enfants trouvés du bailliage ou de la province, et, en même temps, pour centraliser tous les abonnements des seigneurs. Aux hospices nombreux, dans lesquels les justiciers répartissaient à leur gré, d'une façon souvent inégale, les exposés de la région, on substitua ainsi un établissement unique, organisé d'une façon plus complète en vue de ce service, surveillé et même souvent subventionné par le roi, plus à même de remplir efficacement la mission qu'on lui confiait. Seules, les maisons de l'ordre du Saint-Esprit furent toutes maintenues, parce que leur organisation spéciale assurait, même dans leurs plus petites succursales, tout le bien-être désirable à chacun de leurs pensionnaires.

Il y eut néanmoins certains pays où cette innovation fut tout à fait impossible et où l'on dut recourir à un moyen tout opposé. Dans quelques provinces très étendues, où les voies de communications étaient difficiles, des justiciers et des communautés d'habitants, fort éloignés de tout hôpital, reculaient devant les frais et les dangers d'un transport dans des conditions souvent très délicates. Loin de centraliser les asiles, dans ce cas, il eût fallu, au contraire, les disperser (1), ou tout au moins permettre aux autorités chargées de l'entretien

1. L'éloignement des hospices augmentait beaucoup la mortalité des enfants trouvés. Dès 1675 on trouve aux archives de l'hôpital de Dijon trace de procédures engagées contre des charretiers qui amenaient à l'hôpital des enfants morts en chemin.

des enfants abandonnés, d'accomplir sur place leur obligation. C'est ce que fit un édit de novembre 1706. Il décida que désormais la levée des « trouvés » serait faite par les lieutenants de police et que, dans les pays où il n'y avait pas d'hospice pour les recevoir, le juge de police, après une publication, adjudgerait leur nourriture au rabais, puis délivrerait exécutoire aux nourrices sur le domaine du seigneur haut justicier dans les justices seigneuriales, ou en cas d'usages contraires, sur les revenus généraux ou les taxes spéciales des communautés d'habitants.

En même temps, pour diminuer les charges écrasantes des hôpitaux qui avaient des tours, et pour empêcher que les pauvres ne prissent trop facilement l'habitude de se décharger sur eux de l'éducation de leurs enfants, une décision royale remit en vigueur l'édit de Henri II (1), dans le but d'écarter de l'exposition, de trouver facilement ceux qui se seraient rendus coupables de ce crime et de donner ainsi aux asiles la possibilité de recours plus nombreux pour rentrer dans les frais d'entretien de leurs pupilles.

Malgré toutes ces réglementations qui créaient de grandes facilités pour l'éducation des enfants exposés, des seigneurs, des municipalités et des hôpitaux, afin d'éviter ces dépenses obligatoires, envoyèrent chaque année leurs « trouvés » à l'hôpital de Paris. Un arrêt du Conseil d'Etat de 1779 nous fait connaître à la fois cette coutume, ses inconvénients et le remède qui y fut apporté : Le roi n'a pu apprendre sans douleur, dit-il; qu'il s'est produit un abus qu'il ne peut trop tôt répri-

1. Chap. iv, page 111.

mer... Il a été informé qu'il vient tous les ans à la maison des enfants trouvés de... la capitale, plus de deux mille enfants nés dans des provinces très éloignées... Ces enfants sont remis sans précaution à des voituriers publics et ils souffrent tellement d'un pareil transport, que près des neuf dixièmes périssent avant l'âge de trois mois... Le roi a regretté sensiblement de n'avoir pas été instruit plus tôt de ces tristes circonstances... A compter du 1^{er} octobre 1779, il est défendu à tous voituriers et à toutes personnes de transporter aucun enfant abandonné, ailleurs qu'à l'hôpital le plus prochain ou à tel autre de la généralité désigné particulièrement pour ce genre de secours (1).

En résumé, au xviii^e siècle, les « trouvés » furent élevés en provinces de trois façons différentes : ou bien dans une maison spécialement créée à cet effet par une commune ou un justicier ; ou bien dans un hôpital de la région, désigné par l'intendant ; ou bien chez des particuliers, par suite de la mise en adjudication au rabais de leur nourriture.

Les hospices créés par les communautés d'habitants étaient nombreux. C'étaient, d'abord, les maisons de l'ordre du Saint-Esprit et un grand nombre d'autres établissements régionaux indépendants, qui ne formaient souvent que des sections de grands hospices. Il y en avait dans presque toutes les généralités.

L'hôpital de Nancy et de Bar (*Lorraine et Bar*),

1. Le registre des délibérations de l'hôpital général de Paris constate, à la date du 14 décembre 1772, que le nombre des enfants venus des provinces dans les 10 premiers mois de l'année était de 2358 et provenaient de l'Auvergne, la Bretagne, la Flandre, la Lorraine et les trois Evêchés.

fondé par ces deux villes et subventionné par elles, ne recevait que leurs enfants trouvés ; les justiciers et les fermiers royaux des duchés ne pouvaient y envoyer ceux recueillis sur leurs domaines que moyennant une pension annuelle.

L'Hôtel-Dieu de Marseille et l'Asile des enfants rouges d'Aix (*Provence*) recevaient, en vertu de fondations, les délaissés de la ville, mais leurs administrateurs avaient un recours qu'ils exerçaient rigoureusement, surtout à Marseille, non seulement contre les parents, mais encore contre la communauté d'habitants de la Viguerie, où l'enfant avait été *conçu*.

L'Hospice de Montpellier et celui de Toulouse (*Languedoc*), au contraire, avaient, pour les « trouvés » dans le reste de la province, une action contre la municipalité du pays de leur *naissance*.

La Maison-Dieu de Nantes (*Bretagne*) n'admettait que les enfants de la ville et de la banlieue ; elle renvoyait par un huissier ou sergent les autres enfants au général du lieu de leur conception, à moins qu'elle ne reçut pour leur entretien une pension annuelle.

L'établissement du Riez, à Lille (*Flandre*), avait été aménagé pour les délaissés par la municipalité elle-même, mais n'admettait que les enfants trouvés à Lille même.

L'Hôpital de Sainte-Menehould (*Champagne*), ceux de Bayeux (*Normandie*), d'Amiens (*Picardie*), désignés spécialement par les intendants, comme hospices principaux, recevaient, moyennant des abonnements annuels, tous les exposés de la région.

Les Hospices du Mans (*Maine*), d'Angers (*Anjou*), de Tours (*Touraine*), étaient destinés à tous les abandon-

nés de la généralité, et leur entretien était soldé par une taxe imposée à tous les habitants, au marc la livre de leur capitation.

L'Hôtel-Dieu de Bordeaux (*Guyenne*) recevait aussi les enfants trouvés; il en était de même de celui de Lyon et de celui de Grenoble (*Dauphiné*).

Les provinces de *Franche-Comté* et de *Bourgogne* n'avaient pas, à proprement parler, d'asiles dépositaires désignés; tous les établissements du Saint-Esprit avaient été maintenus comme maisons de refuge, et conservaient (1) la réglementation uniforme des commanderies de Besançon et de Dijon (2). En *Alsace*, c'était également la commanderie du Saint-Esprit de Bromath, près Strasbourg, et ses succursales qui continuaient à recevoir les enfants trouvés; dans le *Béarn*, l'hospice central était à Pau, et en *Gascogne* à Bayonne; enfin, dans quelques provinces, il y avait à la fois des Maisons-Dieu centrales et des établissements du Saint-Esprit.

Il existait on le voit, par toute la France, un réseau d'asiles créés et entretenus par les villes, mais toujours ouverts, moyennant une juste rétribution des seigneurs dans certains pays, et des communes dans certains autres, à tous les enfants trouvés de chacune des provinces, généralités ou bailliages. Les principaux d'entre eux étaient désignés par les intendants comme hospices dépositaires, et les exposés y étaient élevés soigneusement, sans que leur éducation coûtât aux autorités qui

1. Voir chap. III, p. 102.

2. Sous réserve des modifications intervenues à la fin du XVIII^e siècle. (Voir le chap. suivant).

en étaient chargées, autre chose qu'un léger sacrifice pécuniaire (1).

Presque tous les règlements de ces hôpitaux étaient analogues et semblables, à peu de chose près, à celui de l'hospice de Paris. Immédiatement après leur entrée, les enfants étaient envoyés en nourrice, d'où ils revenaient quelques années plus tard pour être placés dans un asile, en attendant qu'ils fussent à même de gagner leur vie. Certains établissements les laissaient à la campagne chez leurs nourriciers, en payant pension pour eux jusqu'à ce qu'ils eussent 15 ans, en abandonnant le produit de leur travail pour leur entretien jusqu'à 20 ans, et en permettant, à partir de cet âge, d'exiger une rétribution pour leurs services.

La marque caractéristique des hôpitaux municipaux, dépositaires généraux ou ordinaires, était le soin minutieux avec lequel ils recherchaient la filiation des enfants trouvés pour exercer leur recours contre les parents. A Marseille, un administrateur était chargé de cette tâche, et avait seul la mission délicate de poursuivre les pères et les mères supposés ou les communes responsables; on appelait ce service le « département du secret (2). » On trouve dans les archives de Valognes, la trace d'un certain nombre de procès de cette nature; l'un d'eux, intenté en 1727, contre un avocat de la ville, a même une certaine célébrité. A Nantes, ces actions étaient fréquemment exercées. Partout, elles occasionnaient des scandales sans nombre où l'honneur de per-

1. L'hôpital de Nantes se chargeait d'un enfant trouvé moyennant 150 à 200 livres. Ailleurs la pension n'excédait guère 600 livres de capital. A Marseille, elle était à l'origine de 300 livres une fois payés.

2. Favre : *ut supra*.

sonnages importants se trouvait souvent engagé, et elles étaient aussi quelquefois provoquées uniquement dans un but de vengeance ou de spéculation.

Les rares hospices qui avaient des tours et qui, par conséquent, auraient dû, ce semble, secourir toutes les misères sans chercher à en découvrir les causes et à en poursuivre les auteurs, agissaient comme les autres hôpitaux pour se soustraire aux charges écrasantes des enfants exposés. « La boîte pour les enfants, disait le règlement de l'hôpital Saint-Louis de Bordeaux (1)..., a été faite seulement dans l'esprit de charité pour les conserver, et empêcher l'exposition dans les rues et places publiques... si, dans la suite, les pères et les mères sont découverts, le bureau les leur fera remettre..., sans préjudice des poursuites extraordinaires, par le juge qu'il appartiendra. » « Les religieuses, répétait encore le règlement de l'hôpital du Saint-Esprit et de Notre-Dame de la Charité de Dijon (2), doivent tâcher de découvrir d'où peuvent avoir été apportés les enfants déposés au tour, et de par qui, le déclarer aux intendants pour les faire reprendre, aux mères si elles ont de quoi, etc. »

Cette recherche constante et inexorable des auteurs de tout enfant recueilli, était dictée, il faut le reconnaître, par des nécessités budgétaires et morales absolues. Sans elle, les expositions eussent augmenté dans de très larges proportions, et l'entretien d'une multitude de « trouvés » aurait dépassé bien vite, et de beaucoup, les ressources des hospices, en absorbant entièrement les fonds destinés à secourir les voyageurs, les malades et

1. De Pelleport : *Charité Bordelaise*, 1^{re} partie : l'enfance.

2. Ph. Bourlier : *ut supra*.

les indigents. De plus, il fallait encore prévenir un abus assez commun dans certains pays, empêcher les mères qui avaient abandonné leur enfant de venir ensuite se proposer comme nourrices, afin de l'élever chez elles moyennant la pension d'usage. Tolérer un pareil état de choses, eût été favoriser le délaissement ; l'enquête permettait de déjouer ce subterfuge ruineux pour les hospices, et de rendre aux mères, pour les nourrir sans rétribution, les enfants qu'elles avaient exposés.

Ces investigations continuelles, très rares à Paris, mais très fréquentes en province (1), avaient, on le voit, une certaine utilité. Si elles donnaient lieu à de scandaleuses poursuites, elles punissaient au moins, d'une façon infiniment plus efficace que les dispositions pénales des lois, tout en permettant à ces dernières de bénéficier de leurs découvertes, les expositions les plus secrètes et les délaissements les plus ignorés.

Les enfants trouvés n'étaient pas tous recueillis dans des hospices établis par les villes ; les seigneurs justiciers avaient et conservaient le droit de recourir à un autre procédé, de créer sur leurs terres, ou dans leurs propres châteaux, des asiles spéciaux, ou bien encore de mettre leur nourriture en adjudication.

Nous trouvons ces deux procédés successivement en usage dans un même domaine, pendant la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle.

1. A Paris pendant la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle, des abandons furent faits ouvertement par les parents, l'hôpital n'exerçant presque jamais son recours contre eux : ce n'est guère qu'à la suite d'une délibération du 4 mai 1788 que les administrateurs décidèrent que désormais quand la mère d'un enfant déposé serait connue, l'enfant lui serait remis, et que si elle refusait de le reprendre elle serait dénoncée aux gens du roi.

Louis-Philippe d'Orléans, prince de Joinville, seigneur engagiste de Saint-Dizier, s'acquittait d'une façon particulière de la charge des enfants exposés sur ses terres. Contrairement à l'usage adopté par le plus grand nombre des autres seigneurs, et, malgré la proximité de l'hospice régional de Sainte-Menehould, et de la succursale du Saint-Esprit de Dijon établie, de Bar-sur-Aube, il fit, comme dans les domaines éloignés des hôpitaux, élever ses « trouvés » chez des particuliers, à la suite d'une adjudication publique, en conformité de l'édit de novembre 1706. Cet état de choses dura jusqu'en 1763. Les enfants élevés chez leurs adjudicataires, sous la surveillance et le contrôle d'intendants du prince, étaient surchargés de travail, à un âge où l'on eût plutôt dû penser à leur instruction ; le duc Louis-Philippe d'Orléans s'en émut ; le 20 août 1763, il présenta requête au Parlement pour faire ordonner qu'à compter de l'arrêt à intervenir, les personnes qui se seraient rendues adjudicataires de la nourriture des enfants trouvés à Saint-Dizier, seraient tenues de les faire transporter en la ville et au château de Joinville, où ils recevraient désormais les aliments et les secours nécessaires (1). En même temps, usant de son droit incontestable de modifier le régime d'entretien de ses pupilles, il décida qu'à l'avenir tous les enfants exposés à Saint-Dizier ou dans les seigneuries indépendantes, seraient, quel que fût leur âge, immédiatement après la rédaction du procès-verbal de leur exposition, transportés au château de Join-

1. Cette requête fut admise par le Parlement, sur conclusions conformes du procureur général Séguier.

ville. C'était la transformation complète et radicale du système de l'adjudication en système d'éducation collective, dans un établissement seigneurial.

Telle était la situation générale des enfants trouvés, en province, jusqu'à la fin de la monarchie française.

CHAPITRE VII

DES MAISONS DU SAINT-ESPRIT APRÈS LA SUPPRESSION DE L'ORDRE. — DE LA SITUATION DES HOSPICES DE CET INSTITUT EN FRANCHE-COMTÉ ET EN BOURGOGNE. — RESTRICTIONS SUCCESSIVES APPORTÉES A DIJON A L'AUTORITÉ DES RELIGIEUX DU SAINT-ESPRIT. — FONDATION DE L'HOSPICE DE N.-D. DE LA CHARITÉ DANS L'HOPITAL ANCIEN ; DE LA SUBSTITUTION DES HOSPITALIÈRES DIOCÉSAINES DE B. JOLY AUX SŒURS DU SAINT-ESPRIT. — DU PEU D'INFLUENCE DU COMMANDEUR AU XVIII^e SIÈCLE. — SUPPRESSION DE L'ORDRE EN 1769. — SITUATION SPÉCIALE FAITE A DOM CALMELET, COMMANDEUR D'ALORS. — DE LA FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS DU SAINT-ESPRIT EN FRANCHE-COMTÉ ; LEUR INFLUENCE ; COMMENT FUT ACCUEILLIE LEUR SUPPRESSION A GRAY ET A DOLE. — DU SERVICE DES ENFANTS ABANDONNÉS A DIJON EN 1780. — DES ADMISSIONS ET ENVOIS. — TOUR SURVEILLÉ, — PENSIONS, — SUBVENTIONS, — RECOURS, — MISE EN NOURRICE A LA CAMPAGNE ; — SUCCÈS DE CE PROCÉDÉ. — DES ENFANTS CHEZ LEURS NOURRICIERS, — INSPECTION, — INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE. — ENGAGEMENTS A LA CAMPAGNE — RETOUR A L'HOSPICE. — APPRENTISSAGE AUX GRANDELETS ET A SAINTE-ANNE — MISE EN CONDITION.

Les hôpitaux de l'ordre du Saint-Esprit, qui avaient eu pendant tout le moyen âge une influence si grande et si efficace sur le sort des enfants abandonnés, subsis-

tèrent longtemps après l'Ordre qui les avait fondés. Les maisons de Besançon et de Dijon, entre autres, demeurèrent pendant de longues années des asiles importants, maisons-mères de Franche-Comté et de Bourgogne, et continuèrent à exercer leur autorité sur un grand nombre de succursales.

Les hospitaliers du Saint-Esprit, après avoir répandu partout la bienfaisante influence de leur charité et créé dans toute la France de nombreux hospices, ne purent survivre aux rivalités incessantes des commanderies de Rome et de Montpellier, aux guerres de religion, et aux tendances constantes des séculiers de faire de leur ordre religieux, contrairement à ses statuts primitifs, une institution purement militaire. Ils furent canoniquement supprimés au xv^e siècle par les papes Pie II (en 1459), et Sixte IV (en 1476), mais ne cessèrent pas d'exister en fait, et de poursuivre, principalement dans les hôpitaux qu'ils avaient fondés en Franche-Comté et en Bourgogne, leur œuvre charitable, en mettant encore au service des enfants trouvés de ces provinces l'autorité et l'expérience qu'ils avaient su y acquérir.

Pendant tout le xvii^e siècle, les établissements de Besançon et de Dijon furent encore régis par eux désormais indépendants dans leurs communautés respectives, sans subordination à un hospice central de Montpellier ou de Rome, mais conservant fort bien encore leurs traditions d'hospitaliers et ce dévouement admirable pour les enfants, qui était un des traits distinctifs de leur institut. Ces grandes maisons indépendantes, isolées d'abord par la suppression pontificale de leurs liens d'origine, ensuite par la restriction con-

tinuelle apportée dans quelques-unes d'entre elles aux attributions des religieux du Saint-Esprit, conservèrent néanmoins longtemps, comme commanderies magistrales, une certaine juridiction sur quantité de petits établissements régionaux, qui, à l'origine du moins, n'eussent pas subsisté sans leur appui. Besançon avait sous son autorité les hospices de Dôle, Poligny et Gray ; ce dernier d'une grande importance, et spécialement destiné aux subdivisions de Gray et de Vesoul, prit même le titre de commanderie. Dijon exerçait sa juridiction de maison magistrale sur tous les hôpitaux de Bourgogne (1). Insensiblement ces liens de subordination se relâchèrent, et, en fait, les petits hospices acquirent une complète indépendance.

Dès 1640, il y eut à Dijon une tendance très marquée de la part des autorités municipales d'écarter autant que possible l'ordre du Saint-Esprit de l'hôpital ; on commença, pour bien accentuer ce changement, par modifier le nom même de l'hospice et par ajouter à son appellation primitive celle de Notre-Dame de la Charité, tout en conservant les hospitaliers pour les secours spirituels et les religieuses de leur institut pour le service des malades et des enfants ; puis, en 1645, lors de la fondation par le président Pierre Odebert d'un asile spécial pour les orphelines sous le vocable de Sainte-Anne, ce ne fut pas eux qu'on chargea de ce patronage ; enfin en 1673, ces religieux restreints dans leurs fonctions, furent remplacés par des prêtres séculiers, et en

1. La juridiction de l'hôpital de Dijon s'étendait même hors de la Bourgogne à des établissements importants. (Voir leur énumération dans Courtépée).

1684, les religieuses firent place à une communauté de filles, créée par Bénigne Joly, chanoine de Saint-Etienne. Cette dernière substitution fut faite d'une façon indirecte et détournée, qui montrait bien la disposition d'esprit des pouvoirs publics à l'égard des anciens fondateurs de l'hospice. L'hôpital était censé divisé en deux établissements distincts : l'un, composé des vieux bâtiments hors d'usage, était l'hôpital du Saint-Esprit; l'autre, comprenant tous les nouveaux pavillons et toutes les constructions nouvellement aménagées, était l'hôpital de Notre-Dame de la Charité; tous deux, avant 1684, étaient administrés par les mêmes religieuses. Cette ingérence de sœurs hospitalières dépendant du commandeur, dans la gestion de la nouvelle section de l'hospice, sembla au bureau des pauvres, qui voulait avoir sans partage la haute direction de tous les services, un empiétement continuél compromettant le bien public et demandant une prompte répression ; aussi, « après bien des contestations, on ne trouva pas de meilleur remède que de laisser retourner les religieuses du Saint-Esprit à leur ancien hôpital pour y prendre soin des pauvres qu'on y recevait, et de confier ceux de Notre-Dame de la Charité à des filles qui dépendraient pour le temporel de MM. les Intendants, et pour le spirituel des supérieurs ecclésiastiques qu'il plairait à l'évêque diocésain de leur donner » (1). Le commandeur résista énergiquement à cette décision radicale, et s'opposa de toutes ses forces à son exécution ; mais un arrêt du conseil d'Etat du 22 septembre 1688 le força à céder et à laisser exécuter la

1. Dom A. Beaugendre : *Le père des pauvres, vie de M. Bénigne Joly, instituteur des religieuses hospitalières de Dijon*, p. 119.

résolution du bureau des pauvres. Dès lors, des religieuses semblables à celles créées à Paris par Vincent de Paul (1) furent instituées à Dijon par le chanoine Bénigne Joly, pour le service de l'hôpital de Notre-Dame de la Charité, et le nouvel ordre fut confirmé comme corps de communauté régulière par lettres patentes de Louis XIV enregistrées au Parlement de Bourgogne le 23 mars 1689.

A partir de ce moment, l'ordre du Saint-Esprit n'eut que fort peu d'influence dans l'hospice entièrement renouvelé. Le commandeur restait toujours avec son titre, mais avait très peu d'autorité en présence d'un directeur spirituel nommé par l'évêque et d'une administration temporelle composée de fonctionnaires de l'Etat et de la ville ; les succursales brisaient peu à peu les derniers liens qui les attachaient à leur ancienne maison magistrale ; enfin, insensiblement, l'ancien établissement du Saint-Esprit faisait place au grand Hôtel-Dieu de Dijon, indépendant de toute institution religieuse inter-provinciale, purement bourguignon et purement dijonnais.

L'hôpital de Notre-Dame de la Charité s'accrut rapidement, encouragé par les Etats, l'intendant et les hauts fonctionnaires (2) ; à côté de lui, l'hospice primitif, dont il n'était en définitive qu'un démembrement, resta stationnaire avec des revenus qui ne s'augmentaient pas et des bâtiments anciens, reconstruits ou

1. Peignot : *ut supra*.

2. En 1730, Jean de Berbisey, fit ajouter à l'hôpital de la charité, d'importantes constructions. Il fit élever une terrasse sur l'Ouche : les bâtiments et la terrasse-promenoir existent encore aujourd'hui.

restaurés par les soins des commandeurs, sans agrandissement possible ni aménagement nouveau.

Cet état de choses dura jusqu'en 1769, époque à laquelle l'ordre hospitalier du Saint-Esprit fut réuni à l'ordre militaire de Saint-Lazare. Le commandeur d'alors, Dom Calmelet, désireux de sauver son institution d'une ruine totale et d'un complet anéantissement dans une ville où elle avait été si prospère, fit tout son possible pour obtenir qu'on maintint à Dijon l'organisation ancienne, et qu'on conservât encore aux derniers religieux hospitaliers la place modeste qu'on leur avait laissée jusque là. Sa haute influence personnelle, l'éloquence avec laquelle il fit valoir tous les arguments que « la religion et l'honneur de son ordre lui avaient
« inspirés pour la conservation d'une maison qu'il
« avait lui-même réédifiée presque en entier et qui,
« depuis 1204, s'était distinguée sous 37 commandeurs
« par son zèle pour les pauvres et sa régularité... (1) »
faisaient espérer qu'il aboutirait à un heureux résultat. Pourtant il n'en fut rien. Dijon ne fit pas exception à la règle commune. L'hôpital du Saint-Esprit passa avec une partie de ses revenus à l'Hôtel-Dieu de Notre-Dame de la Charité, l'autre partie fut attribuée à l'ordre de Saint-Lazare. Néanmoins, en considération du commandeur Calmelet, des lettres patentes de 1769 suspendirent, en sa faveur, l'effet de ces décisions, et le conservèrent jusqu'à sa mort avec jouissance des prérogatives de ses anciennes fonctions et de tous les biens de l'ancien hospice.

Ce changement opéré à Dijon, avec le concours de

1. Courtépée : *ut supra*.

l'autorité municipale, et après une préparation de plus d'un siècle, se produisit d'une façon plus brusque, plus soudaine, plus imprévue, dans beaucoup d'autres établissements du Saint-Esprit. En Franche-Comté surtout, la réunion de cet ordre à celui de Saint-Lazare, en atteignant un certain nombre d'hospices très populaires, énergiquement soutenus par les édilités des villes où ils étaient établis, froissa vivement l'opinion publique. La ville de Gray ne laissa pas chasser, sans d'énergiques protestations, les frères de sa commanderie, et à la mort de leur dernier supérieur, le commandeur Archambault, elle tint à honneur de suivre tout entière son convoi funèbre; puis, après avoir rendu, par l'organe de ses premiers magistrats, un respectueux hommage à ses vertus comme aux soins qu'il donnait aux enfants trouvés, d'exprimer encore une fois les regrets que lui avait causés la suppression d'une institution si éminemment charitable (1). La ville de Dôle, privée de ces religieux, ne put les remplacer et conserver ainsi son ancien hospice du Saint-Esprit; si bien qu'en 1772, intervint une mesure qui mécontenta beaucoup les habitants de la région; « Besançon toujours avide de réunir chez elle
« les établissements utiles que les autres villes de la
« province, et Dôle en particulier, pouvaient renfermer,
« réussit à obtenir la réunion *de ceux* des biens de l'hô-
« pital de cette dernière ville *qui n'étaient pas attri-*
« *bués à l'ordre de Saint-Lazare*, à celui du même
« genre qu'elle avait dans ses murs : les directeurs de
« la maison de Besançon, pour tout dédommagement,

1. J. Gauthier : *Notice historique sur l'hôpital du Saint-Esprit de Gray.*

« accordèrent quatre places gratuites pour les enfants
« illégitimes nés ou trouvés dans la banlieue de
« Dôle (1). »

On le voit, cette jonction opérée en 1769 entre deux ordres différents, deux institutions absolument dissemblables, aboutissant à la destruction complète de l'un d'eux, fut désastreuse dans certains pays, mal accueillie dans certains autres, et si, dans quelques grandes villes qui prévoyaient depuis longtemps cette révolution, on trouva immédiatement de quoi combler le vide qu'elle venait de faire, elle priva, momentanément quelquefois, mais souvent aussi d'une façon définitive, beaucoup de petits pays du bienfait d'un asile régional d'enfants trouvés.

A dater de cette époque, l'unification des règles de tous les hôpitaux de province fut un fait accompli, et la réglementation du grand hospice des Enfants trouvés de Paris devint à peu de chose près, celle de toute la France. L'Hôtel-Dieu de Dijon, suivant ce mouvement général, présentait, lui aussi, à la fin du XVIII^e siècle, à part quelques légères différences uniquement dues aux derniers vestiges des traditions du Saint-Esprit, une analogie frappante avec l'asile créé par Vincent de Paul.

Les admissions avaient lieu de différentes manières, et n'étaient pas toutes prononcées dans les mêmes conditions ; elles pouvaient être directes, et, dans certains cas, ne nécessitaient pas l'intermédiaire d'un magistrat (2).

1. De Persan : *Recherches historiques sur la ville de Dôle dans le département du Jura.*

2. Les admissions directes continuaient à être prononcées comme au temps des religieux du Saint-Esprit, mais on les restreignait le plus possible.

Les enfants exposés ou abandonnés, originaires des villes, bourgs et villages de la province, devaient être présentés par les seigneurs justiciers, maires, échevins, syndics ou habitants, et n'étaient admis que moyennant le paiement d'une somme, portée, en 1781, à cent vingt livres par enfant. Ceux exposés aux portes de l'église et de l'hôpital de Langres étaient également reçus à l'hospice, moyennant cent cinquante livres.

Les bâtards, originaires ou non de Dijon, pouvaient aussi être déposés au tour surveillé ouvert jour et nuit à la porte de l'hôpital (1). Ce dépôt pouvait être fait par des chirurgiens ou des sages-femmes reçues par la chambre des pauvres, après une information secrète, avec déclaration du domicile de la mère, et affirmation de son indigence. Le nouveau-né, sur la foi de ces informations, était admis, moyennant le paiement d'une somme très modique, que l'on doublait quand la mère n'était pas domiciliée dans la ville. Les déclarations des déposants jurés étaient sanctionnées par des peines très sévères. La remise de l'enfant pouvait aussi être faite par la mère elle-même ; dans ce cas, pour que le nouveau-né fût reçu gratuitement, elle n'avait qu'à affirmer être sans ressources, et à faire constater par le chirurgien de l'hospice son impuissance de nourrir.

Les orphelins ou délaissés légitimes, présentés par des artisans pauvres, lorsque l'indigence de leur famille était constatée, et qu'aucun d'eux ne se trouvait en état de pourvoir à sa subsistance et à celle de ses frères et sœurs, étaient encore reçus gratuitement, dans la pro-

1. Les auteurs de l'époque constatent qu'à côté de ce tour était une sonnette qui correspondait à la chambre des portiers.

portion de deux enfants sur sept, ou d'un sur cinq de la même famille.

Enfin, les enfants que leur mère indigente, domiciliée depuis dix ans au moins à Dijon (1), ne pouvait nourrir, étaient admis, moyennant la seule fourniture du linge et des vêtements; et ceux nés dans les prisons, de parents qui y étaient détenus, étaient reçus en échange d'une pension de soixante livres, payée par le roi.

Pour subvenir aux frais d'entretien des catégories d'enfants abandonnés pour lesquels on ne payait pas pension ou l'on versait des sommes insuffisantes, les intendants de la Chambre des pauvres décernaient des contraintes pour provisions alimentaires, et par corps, contre les pères connus des bâtards, et les États généraux amendaient annuellement une aumône, portée en 1781, sur la recommandation du prince de Condé, à la somme de dix mille livres.

Une fois reçus à l'hospice, les enfants étaient soigneusement visités, puis mis en la nourricerie. Contrairement aux usages de 1649 rapportés par Ph. Boursier, ce n'était plus qu'une infime minorité d'entre eux qu'on élevait sur place par les soins de nourrices sédentaires; on reconnaissait à Dijon comme à Paris, qu'il valait beaucoup mieux nourrir et sevrer les enfants « aux champs » que dans le mauvais air de l'hôpital; aussi les mettait-on presque tous à la campagne. Cette innovation avait du reste été très bien accueillie, et M. le Président de Brosses raconte même dans un de ses

1. Pour éviter les tromperies nombreuses dont il avait été victime, l'hôpital exigeait en outre que dans ce cas la mère légitime fût jeune et n'eût qu'un ou deux enfants.

rapports (1) à la chambre des pauvres que certaines communautés d'habitants vinrent en foule demander des pupilles de l'hospice, quand on connut l'intention de ce dernier de les mettre en nourrice au dehors.

Les femmes la de campagne qui désiraient se charger de nourrissons, venaient les prendre à l'hôpital, accompagnées de leurs maris ; tous deux promettaient de bien les soigner et on les leur remettait avec un médaillon portant sur une de ses faces l'image de la Vierge et sur l'autre les armes de Dijon. La pension ordinaire était de 4 livres par mois de nourrice et trois livres par mois de sevrage ; elle était payée par trimestre au vu d'un certificat de vie délivré par le curé ; l'enfant, en principe, devait être visité chaque année ; quand il était en âge d'aller à l'école, ses nourriciers devaient l'y envoyer du mois de septembre au mois de mars, sous peine de privation de pension. Le montant des mois d'école était payé par l'administration de l'hospice sur attestation du curé.

A 12 ans, si les cultivateurs qui les avaient élevés ne voulaient pas les conserver chez eux, ces enfants étaient ramenés à l'Hôtel-Dieu et placés avec les enfants nourris et sevrés à la nourricerie intérieure, les garçons aux « Grandelets » où on les accoutumait au travail d'atelier jusqu'à ce qu'ils fussent mis en apprentissage ou en service, et les fillettes à Saint-Anne où on les exerçait aux soins du ménage et au travail des doigts jusqu'à ce qu'elles entrassent en condition.

Tel était le règlement de l'hôpital de Dijon au moment de la révolution. Nous avons tenu à faire connaître sa transformation insensible et à montrer parallèlement les

1. Ph. Bourlier, *ut supra*. V. chap. III.

dernières années de l'ordre du Saint-Esprit. Nous tenions à rendre, dans un aperçu historique du sort des enfants abandonnés, ce dernier et suprême hommage à une institution qui a modifié leur situation, créé de nombreux hospices et inspiré partout dans les hôpitaux de tous les genres et de tous les ordres, une des plus sublimes manifestation de la charité chrétienne : l'assistance des enfants trouvés !

DEUXIÈME PARTIE

Organisation du régime actuel.

CHAPITRE I^{er}

DES ENFANTS ABANDONNÉS A PARIS ET EN PROVINCE EN 1789.

— VŒUX EXPRIMÉS DANS LES CAHIERS DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — DÉCHARGE DES SEIGNEURS (10 DÉCEMBRE 1790).

— ASSISTANCE OBLIGATOIRE DES ENFANTS NATURELS DE LA PATRIE ET DROIT DES FILLES-MÈRES AUX SECOURS PUBLICS (28 JUIN 1793). — RÈGLEMENT DU DIRECTOIRE.

— ADMISSIONS DANS TOUS LES HOSPICES (AN V). — ORGANISATION DU 30 VENTÔSE. — ABUS ET INCONVÉNIENTS DE CES RÉFORMES. — AUGMENTATION DES ASSISTÉS. — PÉNURIE DU TRÉSOR. — RARETÉ DES NOURRICES : — MORTALITÉ EFFRAYANTE DES PUPILLES DE LA RÉPUBLIQUE.

— LES ENFANTS ABANDONNÉS PENDANT L'EMPIRE. — LE DEVOIR D'ASSISTANCE DE L'ÉTAT A L'ÉGARD DES ENFANTS DÉLAISSÉS N'EST PAS UNE OBLIGATION LÉGALE ET NE DOIT PAS ÊTRE INSCRIT DANS UNE LOI POSITIVE. — NÉCESSITÉ ET RAISON D'ÊTRE DE CE PRINCIPE.

Au moment de la révolution, il y avait environ 40,000 enfants abandonnés, recueillis à Paris et élevés

par les soins des hospices; il y en avait à peu près autant, entretenus dans les provinces par les hôpitaux aux frais des seigneurs ou des communes. Néanmoins, pour se rendre un compte exact des situations respectives de la capitale et du reste de la France, il faut retrancher 2,000 enfants du personnel des établissements charitables de Paris et les ajouter aux 40,000 abandonnés des provinces, comme représentant approximativement le nombre des nouveaux-nés envoyés, malgré les dispositions formelles de l'arrêt du conseil d'Etat de 1779 (1), des parties les plus éloignées du royaume, aux hospices parisiens.

En 1789, la question des enfants abandonnés, que des auteurs et des philosophes avaient rendue populaire, était partout à l'ordre du jour et s'imposait au législateur. Aussi, les Etats-Généraux furent-ils appelés à s'en occuper. La plupart des cahiers attiraient l'attention du roi et des députés sur ce problème social, et réclamaient généralement, comme ceux du Tiers-Etat et de la noblesse de Dijon (2-3), que l'on pensât à l'éducation et à l'emploi des enfants trouvés, et que l'on fit un règlement destiné à assurer leur conservation. Certains cahiers (4) demandaient même dans les grandes villes l'établissement de tours pour les expositions.

Le caractère vague ou utopiste de toutes ces réclamations leur nuisit auprès du législateur, et ce fut seulement en 1790 que deux décrets contradictoires s'occu-

1. Première partie, chap. v, p. 24.

2. Art. 37 (iii, p. 142).

3. Art. 87 (iii, p. 135).

4. Tiers-états de Toulouse et de Rivière-Verdun. Noblesse de Périgord et clergé de Melun.

pèrent, à trois mois d'intervalle, des réformes demandées. Le premier, en date du 10 septembre (1), supprimait les secours accordés par le trésor aux hôpitaux d'enfants trouvés; le second, du 29 novembre-10 décembre (2), prononçait au profit des seigneurs, comme conséquence de la suppression de leur droit féodal de justice, décharge complète de toute obligation d'entretien des enfants trouvés sur leurs terres, et, réformant le décret précédent, décidait que, contrairement à ses dispositions, les dépenses occasionnées par les abandonnés seraient supportées par le trésor public qui les rembourserait aux hospices, ou même pourrait les leur verser par anticipation.

Sans être d'un grand intérêt, ce dernier décret avait une portée considérable, car il inaugurerait une ère nouvelle, posait un principe inconnu jusque là, et changeait radicalement la base même de l'assistance des enfants délaissés, en substituant l'action de l'Etat à celle des autorités locales.

En 1793, la Convention vota le 28 juin une organisation définitive de secours et remplaça, par une loi maintes fois citée et qui constitue l'expression la plus complète du communisme révolutionnaire, la charité par l'assistance obligatoire et la bienfaisance publique par le droit aux secours de l'Etat. Elle mit l'éducation physique et morale des enfants abandonnés, nommés 6 jours plus tard, *enfants naturels de la patrie*, à la charge de la nation (titre I, § 2, art. 1), et décida que toute fille enceinte qui aurait besoin des secours publics

1. Collection des décrets, t. VI, p. 63.

2. Collection des décrets, t. VIII, p. 248.

aurait droit de les réclamer, en faisant connaître à la municipalité de son domicile ses intentions et ses besoins (articles 4 et 5).

Le 19 août de la même année, la Convention détermina encore par décret les pensions à payer aux personnes qui se chargeraient d'enfants trouvés et prit pour base le taux de la journée de travail dans chaque département. Plus tard, en l'an iv (1), le Directoire, en présence de la rareté des nourrices qui ne se souciaient guère de recevoir en assignats un salaire insuffisant, décida que leur pension serait évaluée d'après le cours du grain ; enfin, le 25 frimaire de l'année suivante (2), il fit voter, par les Conseils, une loi décrétant que les enfants trouvés seraient admis gratuitement dans tous les hospices de la République, et édictant des peines contre « celui qui porterait un enfant ailleurs qu'à l'hôpital civil le plus voisin » ; puis, conformément à cette loi, par règlement du 30 ventôse (3), posa en principe que les enfants seraient élevés à la campagne, envoyés à l'école aussitôt qu'ils le pourraient, inoculés, et qu'on paierait pension pour eux, jusqu'à ce qu'ils eussent douze ans accomplis.

Ces réformes, entreprises par le pouvoir législatif, étaient inspirées sans doute par une intention des plus louables ; elles constituaient, en quelque sorte, la généralisation des règles adoptées avant 1789 dans certains hôpitaux (4), et auraient dû produire d'excellents résultats ; mais, sous le régime révolutionnaire et au milieu

1. Bulletin des lois, 2^e série, B. 54.

2. Bulletin des lois, 2^e série, B. 97.

3. Bulletin des lois, 2^e série, B. 114.

4. Notamment dans l'hôpital de Dijon Voir 1^{re} part., chap. vi.

de l'anarchie sociale d'alors, elles ne pouvaient aboutir à une réorganisation véritable et faire autre chose qu'accroître la misère de ceux qu'elles avaient pour but de protéger. L'admission à bureau ouvert, que nous venons de voir consacrée par le Directoire, les secours accordés si facilement au nom de l'Etat, l'adoption par la patrie de tous les enfants illégitimes, avaient donné lieu à des abus nombreux, et avaient considérablement augmenté le nombre des pupilles des hospices nationaux, et des pensionnaires de la République. Le Trésor, qui avait assumé la lourde charge de ces services, était, à cette époque, dans une situation des plus précaires, et se trouvait absolument incapable de subvenir aux dépenses multiples qu'ils nécessitaient. Les hôpitaux privés de leurs anciens revenus ne pouvaient rien faire pour les abandonnés ; les seigneurs justiciers n'étaient plus là pour subvenir à leur entretien ; les particuliers éprouvés par la rareté du numéraire et les troubles politiques avaient désappris à faire l'aumône ; enfin les chrétiens, les ordres religieux proscrits, qui seuls eussent pu en présence d'un gouvernement insolvable, prendre soin par pure bienfaisance, de ces enfants naturels de la Patrie, n'avaient même plus le droit de faire la charité. La conséquence de cet état de choses désastreux, fut que l'Etat, chargé d'un grand nombre d'abandonnés, ne trouva pas de nourrices pour les élever, certaines qu'elles étaient toutes de ne jamais toucher la pension ou le salaire promis par des autorités hors d'état de remplir leurs engagements et de faire honneur à leurs affaires.

Un arrêté du 25 floréal an VIII eut beau affecter au paiement des nourrices le produit des amendes et des

confiscations attribuées précédemment aux hôpitaux, la situation resta la même ; la mortalité des enfants trouvés s'éleva à Paris, en 1797, au chiffre épouvantable de 92 pour cent (1) ; en province, elle fut encore plus grande, le Trésor ne donnant rien ou presque rien aux hospices régionaux ; les nourrices, à qui on devait un arriéré considérable, délaissaient les enfants qui leur étaient confiés, si bien que l'on pouvait seulement conserver dans le ressort de l'asile de Marseille, 18 abandonnés sur 618 en nourrice, 1 sur 20 à l'hospice ; et, dans le ressort de Toulon, 3 enfants seulement sur 104.

Les inconvénients amenés par le nombre exagéré d'enfants assistés ou élevés à l'aide des fonds du trésor public, survécurent à la période révolutionnaire. La loi du 15 pluviôse an XIII régularisa bien la situation des enfants délaissés recueillis par les hospices, en leur donnant un administrateur comme tuteur, et le reste de la commission hospitalière comme conseil de famille, mais n'améliora pas sensiblement leur sort : les finances de l'état, un peu plus prospères, trouvaient ailleurs un emploi qui paraissait plus urgent, et le partage entre un trop grand nombre de pupilles des secours publics, toujours modestes, variables, inférieurs aux besoins généraux, prolongeait la gêne des hôpitaux ; aussi, pendant une grande partie du premier Empire, par suite d'une négligence coupable, d'un oubli désastreux, la protection des enfants abandonnés fut presque aussi négligée qu'aux mauvais jours de la révolution.

Un décret du 19 janvier 1811 réglementa la matière, fit une classification des assistés et fixa les règles à

1. Léon Lallemand, *ut supra*.

suivre pour leur assistance. Il constitue, en grande partie, avec quelques dispositions subséquentes, le droit actuel qui régit encore l'admission dans les hospices, et l'entretien des enfants recueillis par la charité publique.

Avant d'entrer dans l'examen de toutes ces mesures, il convient de déterminer quelle est aujourd'hui la nature de la mission de l'État à l'égard des abandonnés. Est-ce comme sous l'ancien droit un devoir moral, ou, comme l'avait établi la Convention sous la première République, une obligation véritable? Cette question semble résolue, car la charge de l'assistance des enfants délaissés étant classée parmi les dépenses *obligatoires* des communes, il paraît indiscutable que ces enfants ont un droit absolu aux secours publics. Le fondement rationnel de cette solution résulte de l'idée développée, en 1830, par M. Thiers, à l'assemblée législative; l'État est une personne morale comme les individus; pourquoi n'aurait-il pas comme eux des obligations légales? et quelles obligations pourrait-il avoir, s'il n'avait pas celle de venir en aide aux enfants abandonnés? L'assistance de ces pauvres petits est nécessaire, l'État ne peut la répudier sans commettre un véritable crime social. Il profite dans la suite de leur travail, il a à subir ou à réprimer plus tard les conséquences de leurs méfaits, il n'a pas le droit de se soustraire aux charges de leur éducation et de leur entretien, de se désintéresser de leur instruction morale et professionnelle; son intervention réclamée impérieusement par l'intérêt général et par la justice, est nécessaire et peut légitimement être considérée comme une obligation proprement dite, engendrant un droit d'être assisté. En

un mot, on conclut, et l'on semble ici en dehors de toute doctrine socialiste ou révolutionnaire, que, les secours aux indigents, dépenses facultatives de l'État, des départements ou des communes, sont des actes de *bienfaisance* publique proprement dits, l'attribution aux abandonnés des fonds destinés à leur éducation ou à leur entretien n'est pas un véritable acte de bienfaisance, et constitue plutôt l'accomplissement d'une obligation légale.

Sans doute, l'assistance des enfants délaissés est pour l'État un devoir moral ; sans doute, il ne convient pas plus à sa sécurité personnelle qu'aux règles de la charité sociale, de laisser mourir, sans abri et sans pain, ou grandir sans appui et sans conseils, les victimes innocentes de parents dénaturés. Mais s'ensuit-il qu'elles aient toutes, par le fait même de leur abandon, un *droit* à ses secours ? que l'on doive, comme le dit M. A. Bonde (1), inscrire ce droit dans une loi positive, faire de l'État le père nourricier des orphelins pauvres, l'unique collecteur des abandonnés, lui refuser même, si cela lui plaît, de laisser la charité privée accomplir mieux que lui son devoir de bienfaisance, de restreindre enfin à son gré, s'il le veut, ses secours officiels, dans le cas où il jugerait qu'ils font double emploi avec les aumônes d'établissements de patronages ou d'hospices particuliers ? Non, incontestablement non. L'assistance de l'État qui continue, comme le dit Rossi (2), une charité toute maternelle, donnée avec dureté et reçue sans reconnaissance, n'est *un droit* pour personne ; elle est

1. Amédée Bonde, *ut supra*.

2. Rossi : *Introduction à Malthus*.

un devoir pour la société, mais au même titre que la charité est un devoir pour les individus, et il ne convient pas plus de transformer en obligation légale, en l'inscrivant dans une loi positive, l'obligation morale d'assistance que l'obligation morale de charité. Il ne faut pas confondre, en effet, le droit avec la morale; il y a, comme le dit M. Cauwès, « des obligations qui s'imposent à la conscience de l'Etat et qu'il peut accomplir, dans une mesure déterminée, sans qu'elles soient érigées en obligations légales strictes (1). » L'obligation de la société à l'égard des enfants délaissés est de celles-là. Pour remplir ce devoir moral, l'Etat a inscrit au budget des communes, comme dépenses obligatoires, les frais de ce service, mais rien en cela n'implique l'existence d'une obligation légale; ce n'est que l'ordre donné par le pouvoir central aux autorités qui lui sont soumises, d'accomplir un acte d'humanité qui s'imposait à sa conscience et à sa justice. Il n'y a pas d'obligation légale, car l'obligation légale, comme le dit M. Bonde, suppose des effets nécessaires que la personne obligée ne peut ni restreindre, ni diminuer; or, les assemblées départementales ont la possibilité, dans la fixation du contingent des communes, en considération d'asiles privés prospères, orphelinats ou maisons de refuge, de réduire le montant de leur part contributoire; donc, les secours aux enfants abandonnés constituent simplement un acte de bienfaisance publique.

Elever du reste l'assistance des délaissés au rang d'obligation légale, aurait, en outre, des conséquences désastreuses, constituerait un socialisme d'Etat ruinant

1. Cauwès : *Cour d'Economie politique*, t., II, n° 1101.

la société, et, par suite aussi, les individus qui la composent, démoralisant les classes ouvrières, sans améliorer le sort des abandonnés. Il ne faut pas que les prolétaires français puissent dire ce que les ouvriers anglais répondaient aux reproches des commissaires enquêteurs de 1801 : « Nos enfants ne sont pas à nous (1), ils appartiennent à l'Etat ; » il ne faut pas que les pauvres s'habituent à mettre à la charge de la société l'entretien de leur famille, perdent le sentiment de la paternité, le goût de l'épargne, et s'accoutument à dissiper la portion de salaire qu'ils eussent consacrée aux besoins de leurs enfants ; il ne faut pas que l'Etat, dans le but apparent de remplir une obligation, mais, en vérité, pour faire échec à la charité privée, assume des dépenses considérables et les solde à l'aide de taxes contraires à la propriété individuelle. Et, comment pourrait-on répudier toutes ces conséquences, si l'on admettait leur principe ? L'Etat ne doit pas, en matière de bienfaisance, chercher à supplanter les établissements indépendants, mais les encourager et n'intervenir que lorsqu'ils n'agissent pas ; il n'a qu'un devoir, veiller à ce que les délaissés soient élevés ; il n'a pas l'obligation de les faire entretenir par les soins de ses hospices, quand ils trouvent autre part un abri suffisamment protecteur ; en un mot, leurs frais d'éducation ne doivent devenir obligatoires pour lui que quand la charité privée ne peut plus les couvrir. La bienfaisance publique doit s'incliner et reconnaître la supériorité de la charité individuelle, car « l'assistance, comme le disait M. Georges Picot

1. Naville : *Charité légale*, 1, 80.

à l'Académie des sciences morales et politiques (1), « offre
« un grand exemple de ce que peut pour le soulagement
« de la misère, la société, c'est-à-dire tout le monde,
« agissant librement en dehors de l'Etat. En France,
« l'assistance est une des attributions de l'Etat ; mais,
« en réalité, si l'Etat la dirige, s'il administre le patri-
« moine des pauvres, la plus grande partie du patri-
« moine est le produit de dons et legs dus à la généro-
« sité des particuliers... C'est merveille qu'en présence
« de l'action énervante de l'Etat, qui semble prendre à
« tâche de décourager la bienfaisance privée, celle-ci
« fournisse encore autant pour le soulagement des mi-
« sères humaines... voilà une question où nous saisis-
« sons sur le vif le socialisme d'Etat et nous montrons
« comment il peut être combattu par les dons de l'ini-
« tiative privée. » Nous concluons, nous aussi, en pré-
sence de la nécessité de la charité privée, sans laquelle
l'assistance publique elle-même ne pourrait suffire, que
non seulement il ne faut pas considérer l'Etat comme
obligé *légalement* d'entretenir les enfants abandonnés,
mais, qu'au contraire, il serait bon qu'il n'eût jamais à
accomplir ce devoir *moral* et que la charité privée, en
développant ses institutions bienfaisantes, sauvât la
démocratie du despotisme absorbant de l'Etat.

Résumons enfin ces principes par les belles paroles
de M. Thiers (2) : « La bienfaisance est une vertu, mais
« il importe que cette vertu quand elle devient de par-

1. Séance du 26 décembre 1883. *Journal Officiel* du 11 janvier 1886, p. 181.

2. Rapport général présenté par M. Thiers au nom de la commission de l'assistance et de la prévoyance publiques dans la séance du 26 janvier 1880. Edition officielle.

« ticulière collective, de vertu privée, vertu publique,
« conserve son caractère de vertu, c'est-à-dire reste
« volontaire, spontanée, libre enfin de faire ou de ne
« pas faire, car autrement elle cesserait d'être une ver-
« tu pour devenir une contrainte et une contrainte dé-
« sastreuse... L'individu qui donne fait bien, s'il donne
« tout ce qu'il peut; s'il va même au-delà, il est l'impru-
« dent le plus touchant, le plus digne d'être aimé; l'Etat
« doit donner de même tout ce qu'il peut, mais s'il al-
« lait au-delà, s'il donnait plus qu'il ne peut, il ne serait
« pas ce noble imprudent... il serait coupable, car l'Etat
« ne donne pas, comme l'individu, son propre bien, il
« donne le bien de tous... Il doit être bienfaisant par
« vertu, librement et prudemment... Laissez la bienfai-
« sance des individus, de la religion, s'étendre en tous
« sens... et puis après les avoir laissé faire, vous, Etat,
« vous, gouvernement, regardez là où la bienfaisance
« privée n'aura point passé, là où elle aura été insuffi-
« sante et chargez vous du bien qui n'aura point été
« accompli. »

CHAPITRE II

DU RÉGIME ACTUEL DES HOSPICES D'ENFANTS ASSISTÉS. —
DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ENFANTS QUI Y SONT
ADMIS D'APRÈS LE DÉCRET DE 19 JANVIER 1811 ET LES
DÉCISIONS POSTÉRIEURES. — TROUVÉS, ABANDONNÉS,
DÉLAISSÉS, ORPHELINS PAUVRES. — ADMISSION SUR APPORT
A L'HOSPICE, PAR LES MÉDECINS OU SAGES-FEMMES, PAR
LES PARENTS. — FORMALITÉS A REMPLIR POUR LA RÉCEP-
TION DES ENFANTS TROUVÉS. — PIÈCES A FOURNIR POUR
L'ADMISSION DES DÉLAISSÉS. — REFUS FRÉQUENTS D'AD-
MISSION. — RAISON FINANCIÈRE DE CES REFUS. — IMMA-
TRICULATION DES ASSISTÉS. — DU DOMICILE DE SECOURS.
— SA RECHERCHE PAR LES ADMINISTRATIONS POUR EXERCER
SES RECOURS. — INCONVÉNIENTS DE CES RECHERCHES.

Les enfants abandonnés sont aujourd'hui recueillis
ou par des établissements indépendants, soutenus par
la charité privée, en dehors de tout patronage officiel,
ou par les hospices au nom et pour le compte de l'Etat.

L'assistance publique est accordée, en vertu de diffé-
rentes dispositions, à certaines catégories d'enfants
délaissés ; les deux premières sont déterminées par le
décret du 19 janvier 1811 et comprennent : 1° Les enfants
trouvés, nés de pères et mères inconnus, exposés dans

un lieu quelconque (art. 2), et 2° Les enfants abandonnés, dont les pères et mères sont connus, mais ont disparu sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus, ou sans qu'on puisse recourir à eux (art. 5); la troisième est fixée par une instruction ministérielle du 8 février 1823 et embrasse les enfants nés dans les hospices de femmes admises à y faire leurs couches, si leurs mères sont reconnues dans l'impossibilité de s'en charger (4^e part. ch. 1) (1). A ces trois sortes de délaissés, un avis du conseil d'Etat du 20 juillet 1842, remettant du reste en vigueur les prescriptions de l'art. 6 du décret de 1811, vint ajouter les orphelins pauvres. Cette dernière classe d'enfants n'était pas précédemment admise aux secours de l'Etat. Malgré les termes formels du décret de 1811, dans le but « de réduire beaucoup, dans plusieurs départe-
« tements, la dépense des enfants trouvés », la circulaire de 1823 avait décidé que « l'indigence ou la mort
« naturelle des pères et mères n'étaient pas des circons-
« tances qui pouvaient faire admettre leurs enfants au
« rang des enfants abandonnés », et avait adressé ainsi tous les orphelins pauvres à la charité privée, sans grands inconvénients du reste, car c'était sur ces enfants que la bienfaisance des particuliers ou des sociétés religieuses s'exerçait le plus, et pouvait le plus facilement se développer (3). Le conseil d'Etat, en 1842, en faisant cesser une exclusion arbitraire et en rendant au décret de 1811 toute sa portée, a complété ainsi la nomenclature des enfants assistés, et rétabli, comme il le dit si

1. Watteville: *Code de l'administration charitable*.

2. Watteville: *Législation charitable*, t., 1, p. 664.

3. Watteville: *Législation charitable*, t., 1, p. 340.

bien dans les motets de son avis, « ceux qui ont le « plus de titres à la charité publique, puisque leur position n'est pas le résultat presque constant de l'immoralité et de l'inconduite », dans l'état qu'on avait indûment modifié.

Peu à peu, par une extension insensible, on a fini par considérer comme délaissés au même titre que les orphelins pauvres, les enfants écartés en même temps qu'eux par la circulaire de 1823, c'est-à-dire, les enfants abandonnés par des parents indigents, et par étendre ainsi la protection de l'assistance publique à tous ceux qui, pour une cause quelconque, manquent, à leur entrée dans la vie, de l'appui indispensable d'un parent ou d'un ami (1).

L'admission a lieu à la suite de diverses circonstances : jadis, la plus fréquente était l'exposition aux tours de l'hospice ; aujourd'hui, les tours, à qui l'on attribuait un accroissement notable des charges de l'assistance publique, ayant été supprimés, les misères pour lesquelles ils avaient été créés recourent le plus souvent à l'apport à l'hospice de l'enfant nouveau-né, immédiatement après sa naissance, par l'officier de santé ou la sage-femme (2) qui a fait l'accouchement. La seule pièce à fournir, dans ce cas, est l'acte de naissance, qui peut, du reste, simplement constater la naissance d'un enfant de père et mère non dénommés ; et les déposants sont en droit de se retrancher der-

1. Didierjean : *Des enfants assistés*.

2. Dans certaines villes, notamment à Paris les sages-femmes ne peuvent faire des dépôts directs à l'hospice, elles doivent recourir à l'intermédiaire d'un commissaire de police. (Voir l'ordonnance du 25 octobre 1837 et le jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 19 nov. 1845).

rière le secret professionnel, et de refuser toute indication et tout renseignement qui pourraient éclairer l'administration sur l'origine de l'enfant présenté. L'assistance publique de Paris ne fait pas de difficultés pour recevoir dans ces conditions, car un renvoi, tel qu'on en prononce trop souvent dans des départements économes, serait au moins téméraire. Il faut, si on veut être charitable, recevoir bon gré mal gré, car ce procédé est le tour des riches, des filles-mères opulentes, qui peuvent recourir à des intermédiaires coûteux, mais qui pourraient aussi recourir à un crime, et les pauvres petits, à qui il ouvre les portes de l'hospice, sont toujours autant de victimes de moins de la suppression des tours.

Les filles-mères pauvres peuvent, elles aussi, présenter ou faire présenter leurs enfants par une tierce personne aux bureaux des hospices ; mais il est rare qu'on s'en charge sans exiger d'elles ou de leurs mandataires des renseignements minutieux, qui constituent véritablement un aveu complet de leur honte à une administration indiscrète, qui réclamera dans la suite, à leur domicile de secours, les frais occasionnés par leur faute, et la fera ainsi connaître dans leur pays, quelque éloigné qu'il puisse être de l'établissement auquel elles ont pu s'adresser. Rien pour elles ne remplace les tours, et, si elles ne peuvent ou ne veulent s'adresser aux médecins ou sages-femmes, si elles ne veulent ou n'osent faire une confession presque publique de leur chute, il leur faut recourir à l'infanticide, ou à l'antique exposition de la barbarie païenne.

Les enfants trouvés proprement dits, exposés sur les lieux et places publics, sont reçus sur la simple remise

du procès-verbal, dressé par l'officier de l'état civil, conformément à l'art. 58 du Code civil. D'ordinaire, dans les villes, leur levée est faite par un officier de justice ou de police, qui se rend sur les lieux de l'exposition, dresse un procès-verbal en constatant toutes les circonstances, donne aux nouveaux-nés des noms conformes aux prescriptions de la circulaire du 30 juin 1812, envoie à l'état-civil la déclaration prescrite; puis, fait transporter les exposés, avec le procès-verbal de leur exposition, à l'hospice dépositaire le plus proche (1). Dans les campagnes, c'est le maire qui remplit ces fonctions, reçoit les enfants des mains des personnes qui les ont trouvés, dresse à la fois le procès-verbal et l'acte de naissance, en ayant soin d'employer comme nom de baptême et comme nom de famille, des dénominations qui n'appartiennent pas à des familles existantes, et en évitant soigneusement des qualifications « indécentes ou ridicules, propres à rappeler que tous ceux à qui on les donne sont des enfants trouvés. » Le maire, comme le commissaire, les adresse ensuite à l'hospice voisin.

L'admission des abandonnés, des orphelins pauvres et assimilés, des enfants de condamnés et, en général, de tous les autres pour qui on sollicite l'assistance publique (2), n'est prononcée que : 1° Sur la production d'un acte de l'autorité, constatant la situation de l'enfant et de ses parents; 2° Sur un rapport de l'inspecteur départemental, après une enquête administrative. Lorsqu'il s'agit d'enfants de détenus, la première pièce est rem-

1. Dalloz, v°, *Secours publics*.

2. Circulaire de 1843, *ut supra*.

placée par l'expédition du jugement criminel ou correctionnel qui les prive de l'assistance de leurs parents.

Le préfet prononce sur avis du bureau établi près de chaque hospice dépositaire.

On le voit, la raison a remplacé la bienfaisance; l'économie, la charité. Si l'Etat est prêt à soulager toutes les misères, il veut trop se rendre compte de leur réalité. Aujourd'hui, la mère qui veut déposer son enfant à l'hospice avec un acte de naissance anonyme, sans dévoiler son origine, sans avouer sa faute, son pays et son nom, se voit fermer les portes de tous les hôpitaux de province. Pas d'enquête, c'est-à-dire, pas de publicité; pas de secours! L'admission n'est plus faite que pour les filles sans pudeur, et, sauf à Paris, où l'admirable organisation de l'assistance publique atténue les effets du mauvais état de la législation, les hospices dépositaires des départements ne reçoivent guère directement que leurs « parts ». Est-ce uniquement pour cela que l'Etat a proclamé son devoir d'assistance? Les filles qui sont tombées une fois, mais qui ont assez conscience de leur faute pour vouloir la cacher et se relever à leurs propres yeux, sont-elles indignes de sa pitié? Elles ne peuvent vivre honnêtement si elles gardent leur enfant; elles ne veulent pas par un aveu public, suivi d'une enquête indiscreète, se signaler sûrement, surtout dans les petites villes, à la réprobation générale, s'interdire tout travail dans les bons ateliers, tout service dans les maisons honnêtes. C'est leur enfant qui est peut-être l'abandonné le plus digne d'intérêt, et c'est lui pourtant que l'état actuel de la charité publique laisse égorger à sa naissance ou exposer au coin des rues!

En résumé, il est très difficile de faire entrer des

enfants dans les hospices; il faut, pour cela, que la nécessité pressante sous l'empire de laquelle ils ont été délaissés, saute aux yeux de l'administration, ou que les orphelins pauvres n'aient absolument personne dans leur famille en état de les secourir. Cette rigueur inflexible est, du reste, des plus logiques; car à quoi aurait servi la suppression des tours, si l'on eût pu les remplacer par l'admission à bureau ouvert, sans aucune de ces formalités vexatoires qui écartent tant de parents, et diminuent si rapidement les charges du service des enfants abandonnés? Pourquoi l'Etat ne remplit-il plus son devoir moral, et ne complète-t-il plus ce que lui laissait à faire la charité privée? La raison en est bien simple; c'est celle qui l'a porté à supprimer les tours : la raison financière. Les départements trouvent très lourdes les dépenses qu'on leur fait supporter, et comme ils ne reçoivent de l'Etat, en vertu de la loi du 5 mai 1869 (1), que le cinquième du montant des dépenses intérieures (séjour des enfants à l'hospice, nourrices sédentaires, layettes), et des communes qu'une quote-part qui ne peut excéder un cinquième des dépenses extérieures (mois de nourrice, pensions, primes, vêtue, frais d'école, de transport, de maladie, d'inhumation) (2), ils s'efforcent tous de restreindre ces frais, pour ménager les ressources de leurs budgets. La cause de cet état de choses véritablement désastreux est donc la substitution du régime variable des économies facultatives, au régime uniforme d'autrefois où toutes les

1. Watteville: *Législation charitable*, t. III.

2. Les fondations et les amendes de police correctio[n]nelle sont encore affectées à ce service, mais leur produit est de peu d'importance.

dépenses intérieures incombait à l'hospice, et où toutes les dépenses extérieures incombait à l'Etat.

Une fois admis à l'hospice, l'enfant est immatriculé, c'est-à-dire inscrit sur des registres matricules, conformément à une circulaire du 31 octobre 1861 (1). Le premier est un livre journal, rédigé dans la forme suivante :

NUMÉRO		CATÉGORIE	NOMS		DATE	
d'ordre	Ma-	a laquelle	et prénoms	SEXE	de l'admission	OBSERVATIONS
du	tricle	L'ENFANT	de		A l'hospice	
REGIS-		appartient	L'ENFANT		dépositaire	
TRE						

Les autres sont spéciaux : le premier d'entre eux a trait aux enfants trouvés ; le second, aux enfants abandonnés ; le troisième, aux orphelins pauvres. Ils contiennent tous, après les procès-verbaux d'exposition et d'abandon, l'acte mortuaire des parents, ou l'extrait de leur condamnation, et différents tableaux relatifs aux placements, aux layettes et aux dépenses des assistés.

Une fois immatriculé, l'enfant reçoit un collier rivé, supportant une médaille sur laquelle est gravé son numéro matricule (2), puis il est mis entre les mains de nourrices sédentaires, en attendant l'arrivée de la femme à laquelle il sera définitivement confié. L'hospice ne doit être pour lui qu'un lieu de passage, et, si l'administration supé-

1. Watteville : *Législation charitable*, t. II.

2. Les colliers ont été remplacés par des boucles d'oreilles, de 1842 (Circulaire 12 janvier) à 1860.

rieure n'a pas exigé, comme la commission de 1849 voulait le faire, que l'enfant fût envoyé à la campagne dans les soixante-douze heures du dépôt, elle prescrit d'abréger autant que possible un séjour qui ne peut que lui être nuisible (1).

Avant de prendre la charge définitive de l'abandonné, l'administration s'assure avec soin si elle doit la supporter ; au cas contraire, c'est-à-dire si l'enfant est étranger et appartient à un pays qui admet le rapatriement, elle introduit une demande de rapatriement par voie diplomatique ; si l'enfant est Français, mais a son domicile de secours en dehors du département, elle le renvoie à l'hospice dépositaire de ce domicile. Le domicile de secours établi par la loi du 24 Vendémiaire an II (2), est celui où l'indigent peut réclamer des secours publics ; il se trouve, pour le délaissé, « au lieu du domicile de la mère au moment où il est né », et la jurisprudence ministérielle admet qu'il peut être la localité où la mère a fait ses couches, pourvu qu'elle ait témoigné, avant son accouchement, l'intention de s'y fixer. Cette dernière décision est très sage, car elle diminue sensiblement les cas où le domicile de secours n'est pas dans le département de l'hospice qui a reçu le dépôt, et si elle a l'inconvénient de mettre à la charge de certaines grandes villes des enfants de campagnes très éloignées, elle a du moins l'avantage d'éviter ces recherches scandaleuses, ces enquêtes sans fin, où l'administration semble prendre à tâche de divulguer les secrets qu'on lui a confiés, et de les faire connaître à ceux-là surtout à qui on désirait les cacher.

1. Voir les instructions du 1^{er} avril 1861 et du 9 août 1869.

2. Watteville : *Législation charitable*, t. I, p. 24.

En effet, quand le domicile de secours n'est pas dans le ressort de l'hôpital du dépôt, une correspondance s'engage entre l'administration préfectorale qui a recueilli l'enfant, et celle de ce domicile de secours. L'une veut se décharger sur l'autre de l'entretien de ce pauvre petit ; l'autre recourt à tous les moyens et à tous les subterfuges pour décliner cette charge. On se livre alors à des investigations minutieuses ; on recherche les antécédents de la mère, on demande des renseignements aux parents, aux municipalités ; et le secret, qu'on n'avait pu refuser de confier à l'administration, devient ainsi, en passant par toute la filière des fonctionnaires, depuis le préfet jusqu'au maire, ou plutôt le maître d'école secrétaire de mairie qui dépouille d'ordinaire la correspondance municipale, un bruit public qui proclame le déshonneur et la honte de familles qui avaient tout fait pour les cacher.

CHAPITRE III

MISE EN NOURRICE A LA CAMPAGNE. — RECRUTEMENT DES NOURRICES. — COMMENT L'ÂGE MAXIMUM D'ASSISTANCE A ÉTÉ PORTÉ A 13 ANS PAR LA LOI DU 28 MARS 1882. — INSTRUCTION DES ENFANTS CHEZ LEURS NOURRICIERS. — RETOUR A L'HOSPICE OU MISE EN APPRENTISSAGE. — ILLÉGALITÉ DES CONTRATS D'APPRENTISSAGE QUI STIPULENT POUR EUX UN SALAIRE, — COMMENTAIRE ET EXPLICATION DE L'ART. 18 DU DÉCRET DE 1811. — TUTELLE DES ASSISTÉS; ÉTENDUE DES DROITS DE LA COMMISSION HOSPITALIÈRE, — DU DOUBLE CARACTÈRE DE CETTE TUTELLE. — TUTELLE LÉGALE. — DROIT DE GARDE. — DROIT DE CORRECTION, SON ÉTENDUE. — SON DÉFAUT. — DROIT D'ÉMANCIPATION. — DROIT DE CONSENTIR AU MARIAGE. — SA NÉCESSITÉ ET SON UTILITÉ JUSQU'À 25 ANS POUR LES GARÇONS.

Les enfants des hospices sont tous confiés à des nourrices de campagne (1). Ces nourrices sont aujourd'hui choisies et recrutées par des préposés régionaux, ou même pour certains départements dans lesquels ce service a peu d'importance, par les inspecteurs eux-mêmes et leurs sous-inspecteurs. Jusqu'en 1821, on avait eu

1. Autrefois on vaccinait les enfants à l'hospice, maintenant on les vaccine généralement à leur arrivée à la campagne.

recours à l'intermédiaire des meneurs ; les inconvénients et les abus occasionnés par les fraudes de ces agents ont fait renoncer à leurs services, car un choix judicieux et prudent s'impose ; il faut qu'il soit fait par quelqu'un sur lequel on puisse compter. Le sort des abandonnés dépend le plus souvent de la nourrice qu'on leur donne et qui reste d'ordinaire leur nourricière après leur sevrage, car c'est au milieu de sa famille qu'ils prennent les sentiments, les tendances, les goûts, les habitudes qu'ils conserveront toute leur vie. Leur avenir est, en quelque sorte, engagé par la désignation des maisons où on les place ; ce choix, ne saurait donc être, de la part de l'administration, l'objet de trop de soins et de trop de prudence.

Les enfants assistés sont ainsi confiés presque universellement à des cultivateurs. L'administration désire en agissant de la sorte, leur créer une famille à laquelle ils s'attachent, et près de laquelle ils puissent rester. En nourrice jusqu'à 6 ans, ils demeurent la plupart du temps jusqu'à leur treizième année, moyennant le paiement d'une modique pension dont le montant varie d'après les départements, chez la femme qui les a allaités. Leurs nourriciers doivent veiller à ce qu'ils fréquentent assidument l'école publique où on leur donne gratuitement l'instruction primaire, et toutes les fournitures dont ils ont besoin pour leurs études (1). Avant la loi du 28 mars 1882, en vertu du décret du 30 ventôse an V, et du décret de 1811, les pupilles des hospices cessaient d'être assistés à l'âge de 12 ans ; mais la loi de 1882 ayant porté jusqu'à 13 ans l'âge scolaire, c'est-à-

1. Circulaire du 12 février 1856.

dire celui pendant lequel l'enfant, forcé de fréquenter l'école, ne peut subvenir personnellement par son travail à sa nourriture et à son entretien, a eu pour résultat de forcer les conseils généraux de prolonger l'assistance des enfants abandonnés jusqu'à leur treizième année.

A 13 ans, l'enfant est, autant que possible, maintenu à la campagne, à moins qu'il ne soit malade ou infirme, cas auquel on le ramène à l'hospice (décret de 1811, art. 20) ; et, c'est alors, s'il est robuste et bien portant, qu'on lui cherche un bon placement. Les commissions hospitalières, mais plutôt en pratique les inspecteurs, lui choisissent un patron, et font avec ce dernier, conformément à l'art. 13 du décret de ventôse et de l'art. 17 de celui de 1811, des traités particuliers au nom, et pour le compte de leur pupille.

Les contrats d'apprentissage qui stipulent très sagement qu'à partir d'un certain âge l'enfant devra recevoir, indépendamment de sa nourriture et de son entretien, un léger salaire, sont-ils valables ? L'affirmative est des plus douteuses, car le décret de 1811 contient une disposition, encore en vigueur, qui s'y oppose de la façon la plus formelle ; c'est l'article 18 ainsi conçu : « Les contrats d'apprentissage ne stipuleront aucune somme en faveur du maître ni de l'apprenti, mais ils garantiront au maître les services gratuits de l'apprenti jusqu'à un âge qui ne pourra excéder 25 ans, et à l'apprenti, la nourriture, l'entretien et le logement. » C'est là une disposition draconienne, détestable, qu'on n'observe plus, mais qui n'a pourtant pas été abrogée. En 1811, elle avait son utilité, car, à cette époque, tous les jeunes gens en état de porter les armes pouvaient, d'un

moment à l'autre, être appelés sous les drapeaux; et l'art. 19 décidait que l'appel à l'armée, comme conscrit, faisait cesser les obligations de l'apprenti. Or, il fallait empêcher que ces éventualités ne causassent des pertes à ceux qui consentaient à prendre chez eux des enfants assistés, et par là, ne rendissent plus rares les placements avantageux. Un maître, en effet, pouvait fort bien se charger d'un enfant de 12 ans, dont le travail ne couvre évidemment pas les frais d'entretien, dans l'espoir de rentrer dans ses déboursés, en ne payant à cet enfant devenu homme, de 16 à 25 ans par exemple, qu'un salaire inférieur au produit de son travail; mais, si un appel sous les drapeaux pouvait le lui enlever à 17 ans, par exemple, il risquait de subir une perte considérable et se gardait bien d'accepter les services des pupilles de l'Etat. C'est cet inconvénient particulier que le décret de 1811 a eu en vue; il a voulu simplement faciliter les placements et encourager les agriculteurs à prendre chez eux les assistés...: leurs services étant gratuits, et la conscription ne s'emparant guère d'hommes au-dessous de 18 ans, l'enfant regagnera bien, de 15 à 18 ans, par l'excédent de son travail sur son entretien, l'excédent, pendant les trois années précédentes, de son entretien sur son travail. En résumé, si les circonstances qui avaient inspiré les solutions de 1811 n'existent plus aujourd'hui, le décret est encore en vigueur sur ce point; les contrats stipulant un salaire pour le pupille de l'hospice sont illégaux; et les maîtres de mauvaise foi peuvent valablement se prévaloir de cette illégalité pour refuser d'accomplir les obligations qu'elle leur impose. Il y a là quelque chose qui réclame impérieusement une modification

législative, aussi bien dans l'intérêt de la justice que dans celui des enfants abandonnés.

La tutelle des enfants assistés est exercée partout, sauf à Paris, où une loi du 10 janvier 1849, art. 3, § 3, l'attribue au directeur de l'Assistance publique (1), par la commission administrative de l'hospice dépositaire, qui désigne conformément à l'article 1^{er} de la loi du 15 pluviôse an XIII (2), un de ses membres pour exercer « le cas advenant » les fonctions de tuteur, tandis que les autres forment le conseil de tutelle. L'étendue de ses pouvoirs est considérable; ils sont de deux sortes, et comprennent à la fois, pour me servir des expressions employées dans l'enquête de 1860, tous les droits d'un tuteur ordinaire et tous ceux d'un père de famille, toutes les prérogatives d'une *tutelle légale* et toutes celles d'une *tutelle paternelle*. « Le gouvernement, a dit le rapporteur de pluviôse au Corps législatif, a voulu créer pour les enfants abandonnés une paternité sociale *qui exerçât tous les droits, toute la puissance de la paternité naturelle*, et qui en suppléât les soins, la vigilance et la protection. » Une fois placé à l'hospice, l'enfant n'a plus de famille, le père indigent qui l'a abandonné n'a plus de droits sur lui, ne peut plus réclamer sa tutelle (3); le droit de succession réciproque est le seul lien qui subsiste encore entre eux, et la commission hospitalière qui prend les devoirs que les parents n'ont pas voulu accomplir, prend aussi les droits qui y sont attachés.

1. Le directeur de l'assistance publique exerce à la fois à Paris le rôle de tuteur et celui de conseil de famille sauf pour un cas que nous verrons plus loin.

2. Watteville : *Législation charitable*, t. I, p. 118.

3. Jugement du tribunal du Puy, 29 juillet 1862. Dalloz, 62, 3, 14.

Le pupille des hôpitaux n'a pas de subrogé-tuteur. L'article 1^{er} de la loi de pluviôse porte, en effet, que « la commission hospitalière nomme un de ses membres, le *cas advenant*, pour exercer les fonctions de tuteur, c'est-à-dire attribue la tutelle à la collectivité de ses membres : l'administrateur choisi pour l'exercer, le *cas advenant*, n'est donc par conséquent jamais qu'un tuteur *ad hoc* ; en outre, l'article 5 ne lui donne pas la gestion des biens du pupille ; or, comme il n'y a pas ici à prévoir le cas où le tuteur aura besoin d'être remplacé pour un acte spécial, qu'il n'y a pas à surveiller sa gestion, et que ces deux causes constituent la seule raison d'être d'une subrogée-tutelle, il n'y a donc pas lieu de donner de subrogé-tuteur à l'enfant assisté.

Les biens des administrateurs des hospices dépositaires ne sont également pas grevés, pour le motif que nous venons d'indiquer, de l'hypothèque légale des tutelles ordinaires.

La tutelle des commissions hospitalières est, nous l'avons dit, légale et paternelle.

La tutelle légale ne comprend qu'un petit nombre d'attributions toutes très simples, que les commissions, malgré leurs occupations multiples, peuvent facilement accomplir ; ce sont les droits de garde et de correction, les droits d'émancipation, de consentement à l'engagement militaire ou à l'engagement décennal dans l'instruction, et le droit de consentir au mariage.

L'administration de l'hospice peut, comme conséquence de son droit de garde, lorsqu'on lui demande un de ses pupilles en vue d'une adoption future, l'accorder ou le refuser à son gré, après avoir examiné la situation des demandeurs et l'avenir qui lui est réservé ;

elle peut également exercer, sur l'enfant assisté, le droit de correction accordé au père par les articles 376 et suivants du Code civil, tantôt par voix d'autorité, tantôt par voix de réquisition, selon son âge et sa position de fortune. Il y a là, évidemment, un défaut d'harmonie, et on est en droit de trouver peu naturel que les commissions, qui ne se trouvent jamais à la tête du patrimoine de leurs pupilles, ne puissent pas, dans tous les cas, lorsqu'ils ont moins de 16 ans, les faire détenir par voie d'autorité. L'article 382 a pour but d'empêcher le père détenteur des biens de l'enfant de le faire arbitrairement détenir, pour les dilapider plus facilement ; or, comme le motif de cette disposition ne peut évidemment pas s'appliquer à la commission qui le remplace, il est peu logique qu'on lui applique la disposition qui en est résultée. En pratique, dans la plus grande généralité des cas, la mise en correction, ou, à plus proprement parler, en préservation, peut être considérée, ainsi que le dit M. Gerville Réache dans son rapport (1), comme l'acte d'un père plaçant son fils indocile dans une pension tenue sévèrement ; car, on évite, autant que possible, d'envoyer les enfants assistés dans des prisons véritables, on les dirige de préférence sur des pénitenciers agricoles, comme Mettray et Citeaux, ou des maisons de refuge du Bon Pasteur.

Le pupille des hospices peut être émancipé par la commission hospitalière de la même façon qu'il pourrait l'être par ses parents, c'est-à-dire non seulement à partir de 18 ans, comme les orphelins en tutelle ordinaire, mais à partir de 15 ans révolus, comme les

1. Rapport à la Chambre des Députés. *Officiel* 1884. *Documents parlementaires*, p. 861.

enfants qui sont encore soumis à la puissance paternelle. « Les commissions administratives des hospices, dit, en effet, la loi de pluviôse, jouiront, relativement à l'émancipation des mineurs qui sont sous leur tutelle, des droits attribués aux pères et mères par le Code civil. L'émancipation sera faite, sur l'avis des membres de la commission, par celui d'entre eux qui aura été désigné tuteur, et qui sera seul tenu de comparaître, à cet effet, devant le juge de paix... »

Le droit de consentir à l'engagement militaire de l'assisté, ou à son engagement décennal dans l'Université, rentre également dans les attributions de tutelle légale de l'administration. Il en est de même du droit de consentir au mariage ; cependant, certains auteurs ont essayé de restreindre ce droit d'une façon uniforme jusqu'à l'âge de 21 ans, en l'assimilant, non pas à celui d'un père de famille, mais à celui d'un conseil de famille ordinaire (1). « Il s'agit, dit M. Demolombe (2), d'une classe d'enfants dont il importe de favoriser, de hâter même l'établissement ; et les mêmes motifs qui permettent aux commissions administratives de les émanciper à 15 ans, doivent s'opposer à ce que leur consentement pour le mariage des garçons, soit nécessaire jusqu'à l'âge de 25 ans. »

Cette argumentation ne nous paraît pas juste ; il importe, en effet, de protéger, avant tout, cette classe si intéressante d'enfants abandonnés ; et les écarter, aussi longtemps que leurs parents auraient pu le faire, de choix irréfléchis et malheureux, c'est évidemment la

1. Article 160 du Code civil.

2. Demolombe : *Minorité et émancipation*, t. 2, p. 278.

protection la plus efficace et la plus nécessaire. La pratique démontre, en outre, surabondamment, qu'un refus détourne souvent les assistés d'unions désavantageuses ou immorales, qui auraient eu pour conséquence de leur créer, dans la société, une existence des plus précaires ou des moins honorables.

Deux refus motivés de l'assistance publique de Paris, pris au hasard, entre mille autres, nous en fournissent une preuve palpable :

Elève n° 5983 : née le 5 août 1863, désirant se soustraire à la tutelle administrative en épousant inconsidérément un homme mauvais travailleur, veuf avec enfants et sans aucunes ressources. Refus.

Elève n° 4205 : aveugle bien soignée par ses nourriciers, grâce aux soins fournis par l'administration, voulant épouser un autre élève infirme pour aller de concert demander leur pain à la mendicité. Refus (1).

On le voit, ce ne serait pas favoriser les abandonnés que de hâter leur établissement. Il nous semble également que les motifs qui font avancer l'époque de leur émancipation, ne doivent pas faire reporter de 25 à 21 ans, pour les garçons, la nécessité d'une autorisation pour le mariage, car ces motifs sont ceux en vertu desquels les commissions exercent les droits des pères et mères, et ils existent aussi bien pour le mariage que pour l'émancipation. Au lieu de raisonner *a contrario*, il serait beaucoup plus juste de raisonner *a pari*. On ne peut objecter que l'article 4 de la loi de pluviose ne mentionne que pour l'émancipation, l'extension des pouvoirs de l'administration, car l'exposé des motifs démontre surabondamment que, dans l'esprit de la loi, et dans son économie générale, cette extension s'applique à tous

1. Rapport à la Chambre, *ut supra*.

les actes de sa double tutelle ; d'où nous pouvons conclure que la loi de l'an XIII, aussi bien que l'intérêt général des enfants assistés, demandent que le consentement des commissions hospitalières, comme celui d'un père ou d'une mère, soit nécessaire jusqu'à 21 ans pour les filles, et jusqu'à 25 ans pour les garçons.

Toutefois, à côté de ces principes certains, mentionnons une pratique fâcheuse, en vertu de laquelle on admet généralement, dans la plupart des hospices, que tous les pupilles devenus majeurs peuvent se marier librement. Cette coutume est éminemment regrettable, car personne, plus que ces enfants privés de conseils et de parents, n'a besoin d'être sauvegardé contre ses propres entraînements.

CHAPITRE IV

DE LA TUTELLE PATERNELLE. — EN QUOI CONSISTE-T-ELLE ?

— POURQUOI LES COMMISSIONS NE PEUVENT PAS L'EXERCER. — SON EXERCICE PAR LES INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. — DE L'INSPECTION DES ASSISTÉS ; DES DÉCISIONS MINISTÉRIELLES QUI ONT PRESCRIT AUX INSPECTEURS D'ACCAPARER LES DROITS DE TUTELLE DES COMMISSIONS. — DANGER DE CES EMPIÈTEMENTS ; SITUATION SINGULIÈRE QU'ILS CRÉENT ; LEUR ILLÉGALITÉ. — DE LA DÉLÉGATION DE LA TUTELLE PAR LES COMMISSIONS. — TUTELLE OFFICIEUSE DES ENFANTS ASSISTÉS ; SON UTILITÉ ; SON ÉTENDUE. — DES BIENS DES PUPILLES DES HOSPICES ; LEUR GESTION ; QUE DOIT DEVENIR L'EXCÉDENT DE LEURS REVENUS SUR LEURS DÉPENSES. — DE L'EMPLOI DE LEURS ÉCONOMIES ; QUI EN TOUCHE LES INTÉRÊTS. — DU RÔLE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE PARIS DANS LA VENTE DES VALEURS MOBILIÈRES DES ASSISTÉS. — COMMENT ET DANS QUELLES CONDITIONS L'HOSPICE HÉRITE-T-IL DE SES PUPILLES ?

La tutelle paternelle est plus usuelle, plus continue, plus absorbante que la tutelle légale ; moins apparente que celle-ci, « elle est, comme le dit l'enquête de 1860, de toutes les circonstances et de toutes les heures, elle

consiste à pourvoir aux placements des enfants en nourrice, en pension, en apprentissage, fournir les layettes et vêtements, surveiller leur éducation, déplacer ceux qui sont mal élevés, les replacer, retirer et garder à l'hospice ceux qui ne peuvent trouver de placements au dehors, et en particulier les infirmes et les estropiés ; créer à leur intention des ateliers et des écoles ; en un mot, organiser tous les services relatifs à l'alimentation, à l'entretien et à l'éducation des enfants abandonnés. » Les commissions hospitalières, personnellement chargées par le décret de 1811 (art. 15) de cette tutelle spéciale, étaient hors d'état d'en accomplir toutes les obligations, car, comme le dit Remacle (1) : « pour soigner, il faut visiter ; pour veiller, il faut voir ; pour protéger, il faut connaître », et ces administrations, indépendamment des autres services qu'elles étaient appelées à régler, avaient un si grand nombre de pupilles, que leurs membres, généralement choisis dans la partie active de la société, retenus le plus souvent par leurs affaires personnelles, ne pouvaient matériellement pas remplir une mission aussi complexe, et négligeaient forcément l'exercice de cette tutelle paternelle, si importante et si nécessaire. On proposa divers remèdes (2) ; aucun n'était pratique, et on aboutit à confier, en fait, l'accomplissement de tous ces devoirs à l'inspecteur départemental. C'est ce qui a lieu communément, aujourd'hui, et on peut dire que dans presque tous les départements, la tutelle paternelle, bien qu'appartenant encore en droit à la commission, est exclusivement exercée par l'inspecteur.

1. Remacle : *Des hospices d'enfants trouvés en Europe*.

2. Notamment de confier ces devoirs de tutelle aux préfets.

Cette délégation forcée, dictée par des nécessités pratiques, serait malgré son illégalité, sans inconvénients sérieux, si les inspecteurs étaient encore, comme le prescrivait l'article 14 du décret de 1811, les agents de l'administration hospitalière; mais depuis longtemps déjà, ils ont été soustraits à son autorité. Dès 1839, l'Etat, avec sa tendance habituelle de dominer tous les services où il lui plaît d'intervenir, confia par une circulaire du 12 mars, leur nomination aux préfets, c'est-à-dire, en fit des fonctionnaires du gouvernement, tout en continuant à faire supporter les frais de leurs appointements par le budget départemental : « M. le préfet, dit le ministre au début de cette circulaire (1), plusieurs de vos collègues ont demandé l'autorisation de créer des inspecteurs du service des enfants trouvés; nous avons adhéré à cette demande. » Et, en vertu de cette instruction, l'inspecteur commença à devenir en quelque sorte le surveillant et le remplaçant, pour le plus grand nombre des attributions de tutelle paternelle, de la commission hospitalière. Cette tendance générale s'accrut encore en 1852, époque à laquelle un décret du 25 mars (2) accorda aux préfets le droit de nommer et de révoquer tous les administrateurs des établissements de bienfaisance; enfin, en 1856, une circulaire du 30 avril (3) compléta cet accaparement par l'Etat de tous les droits des hospices, en enlevant franchement aux commissions hospitalières, pour les donner à l'inspecteur, presque toutes les prérogatives inhérentes à la tutelle des enfants assistés. « M. le préfet,

1. Watteville : *Législation charitable*, t. I, p. 496.

2. Watteville, t. III, p. 162.

3. Watteville, t. II, p. 269.

dit le ministre, mon administration s'est souvent occupée des moyens d'assurer aux enfants assistés une tutelle plus réelle et plus efficace que celle dont ils ont été l'objet jusqu'à ce jour... Vous avez *entre les mains* tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exercice de cette tutelle... En dehors des commissions hospitalières, et sous votre autorité, l'administration supérieure a pris soin de placer un agent responsable dont l'action peut suppléer à ce qu'a d'insuffisant celle des administrateurs des hospices, et qui non seulement doit vous éclairer sur l'ensemble des détails du service, mais qui doit aussi veiller à ce que les commissions remplissent dans toute leur étendue les obligations que la loi leur impose. Dans les cas où la tutelle laisserait à désirer, vous prendriez des mesures pour lui en déléguer personnellement l'exercice». — La loi du 5 mai 1869, et la circulaire du 3 août de la même année, en décidant que les inspecteurs départementaux seraient rétribués par l'Etat, et en en déduisant les conséquences, rompit les derniers liens qui les retenaient dans un certain état de dépendance à l'égard du Conseil général, et, en dernier lieu le rapport qui précéda le décret du 31 juillet 1870 (1) proclama et consacra l'ingérence de l'inspecteur dans la tutelle des enfants assistés. Aujourd'hui, la commission n'exerce même pas toujours les quelques attributions qui constituent la tutelle légale, et l'inspecteur n'a plus seulement à recruter les nourrices, à tenir les registres d'inscription et de tutelle, à diriger et à contrôler la comptabilité : il s'occupe des placements, pré-

1. C'est ce décret qui fixe les appointements des inspecteurs et sous inspecteurs des enfants assistés.

pare les contrats d'apprentissage et de domesticité, en assure l'exécution et suit toutes les questions litigieuses qui nécessitent l'intervention d'un tuteur ; il fait les placements des assistés, les actes de tutelle légale qui lui conviennent, administre sans autre contrôle que le sien, et contrôle dans tous les cas où il n'a pas mission, ou à plus proprement parler, il ne lui convient pas d'administrer.

C'est dans ces conditions singulières que les Conseils généraux ont à régler ces services, et c'est sur le rapport que l'inspecteur, contrôlant sa propre administration, leur adresse par la voie hiérarchique, c'est-à-dire sur la foi d'un document dont l'impartialité est plus que douteuse, qu'ils doivent résoudre des questions d'une aussi haute importance.

Cet état de choses ne manque pas seulement d'harmonie et de logique ; il est contraire à tous les principes du droit et, de plus, absolument illégal. Il est contraire aux principes immuables de toutes les législations civilisées qui prémunissent le fonctionnaire contre les entraînements de l'intérêt personnel, et défendent d'être à la fois juge et partie : il est illégal, en contradiction complète avec une loi qui n'est pas abrogée, et que des circulaires ou des décrets n'ont pas le droit de modifier. L'article 1^{er} de la loi de pluviôse, en effet, est formel ; il ne distingue pas entre les attributions de la tutelle, il les donne toutes, en bloc, à la commission ; pour en changer la portée, ce n'est pas une série d'instructions ministérielles ou même un décret qu'il faudrait, mais un texte de loi, et ce texte n'existe pas, car on ne peut vraiment pas invoquer l'article 6 de la loi du 5 mai 1869 et dire que le fait seul de mettre à la charge de l'Etat

les frais d'inspection et de surveillance, signifie dans l'esprit du législateur le transfert aux inspecteurs départementaux de la plupart des droits conférés par la loi de l'an xiii aux administrations hospitalières.

Nous pouvons donc légitimement dire que l'exercice de la tutelle des enfants assistés par des fonctionnaires du gouvernement dans les conditions que nous venons de voir, est le régime de l'arbitraire substitué au régime de la loi.

Des Conseils généraux ont accepté cette situation, et considèrent la loi de pluviôse comme abrogée en fait, l'inspecteur départemental réunissant en sa personne tous les pouvoirs (1). D'autres ont vivement résisté à ces prétentions de l'Etat. Parmi ces derniers, citons celui de la Seine pour lequel : « il importe avant tout, que l'administration administre et que l'inspecteur inspecte (2) » ; et celui de la Côte-d'Or où M. Muteau disait en 1876 (3) : « il faut déterminer d'une façon très nette les attributions de l'inspecteur, car ses prétentions sont singulièrement exagérées, même au point de vue des instructions et circulaires qu'il invoque... il est une prétention que le Conseil ne saurait jamais admettre, c'est celle de n'agir plus concurremment avec la commission des hospices, et de contrôler sans être contrôlé lui-même. »

La tutelle des enfants assistés peut n'être pas toujours exercée par la commission ou par l'inspecteur de l'hospice dépositaire; l'administration a le droit d'en déléguer l'exercice, en vertu de l'art. 2 de la loi de pluviôse, à la

1. Conseil général de l'Orne, session d'avril 1885.

2. Conseil général de la Seine, session de novembre 1878.

3. Conseil général de la Côte-d'Or, session d'avril 1876, pp. 526 530.

commission de « l'hospice du lieu le plus voisin de la résidence actuelle de l'enfant » ; il lui suffit pour cela d'un simple acte administratif visé par le préfet. Elle ne peut déléguer ses droits à de simples particuliers ou à des associations charitables, sauf le cas de tutelle officieuse.

La tutelle officieuse est une institution à laquelle on recourt très rarement ; mais, si son utilité peut, dans bien des cas, être contestée, on doit reconnaître qu'il est souvent avantageux d'y recourir lorsqu'il s'agit d'enfants abandonnés. Ces enfants, en effet, pour qui l'adoption est impossible jusqu'à 21 ans (346, Code civ.), ont toujours intérêt à s'établir, lorsque l'occasion s'en présente, dans une famille où on veut bien les recevoir autrement que des étrangers ; à pouvoir être confiés dès leur quinzième année à quelqu'un capable de s'occuper en même temps de leurs intérêts matériels et de leurs intérêts moraux, de leur éducation et de leurs biens ; en un mot à trouver dans la vie une direction plus spéciale, c'est-à-dire, plus efficace, plus attentive et plus paternelle.

La commission exerçant à l'égard de l'assisté les droits de la paternité naturelle, le tuteur officieux n'a pas de droits plus étendus qu'au cas où l'enfant sur qui s'exerce cette sorte d'adoption aurait encore ses parents. Il peut le conserver près de lui, diriger son éducation ; il peut aussi gérer ses biens, car l'administration hospitalière n'a pas sur eux d'usufruit légal ; il peut enfin exercer le droit de correction des articles 376 et 377 du Code civil. La commission, de son côté, conserve une certaine autorité ; pas plus qu'un père, elle n'a abdiqué toutes ses prérogatives ; elle peut concurremment avec le tuteur officieux, user de la faculté de faire détenir son

ancien pupille, et a seule encore le privilège de consentir à son émancipation ou à son mariage.

On décide généralement que l'enfant assisté n'a pas de subrogé tuteur et que, la tutelle officieuse venant à cesser, il retombe sous la tutelle hospitalière de la commission administrative. Néanmoins, cette dernière solution a été vivement contestée et l'opinion contraire a été consacrée en jurisprudence par un arrêt de la Cour d'Angers du 26 juin 1844. Un examen un peu approfondi des principes qui régissent cette matière, permet de croire que la jurisprudence a été uniquement inspirée par des considérations de fait et d'équité. En effet, il est certain que si la puissance paternelle existe encore à la cessation de la tutelle officieuse, l'enfant y est de nouveau entièrement soumis ; or, la commission, nous le savons, exerce les prérogatives de la paternité ; donc, elle doit reprendre à la fin de cette tutelle l'enfant assisté, qui n'est pas encore majeur. En vain objectera-t-on (1) que les dispositions relatives aux abandonnés ont été uniquement faites dans leur intérêt, et qu'il est des cas où les mineurs, riches désormais, auraient grand avantage de n'être plus pupilles des hospices : ce sont là des observations, de simples observations qui peuvent être justes, bien que les commissions donnent aux enfants une éducation en rapport avec leur fortune, mais qui ne sont pas suffisantes pour suspendre l'application des règles générales de la loi de pluviôse.

Les biens des assistés ne sont pas, comme nous avons déjà eu occasion de le dire, administrés par la commission ; c'est le receveur de l'hospice qui en a la gestion

1. Demolombe, t. VIII, n° 399.

et la manutention (art. 5, loi de pluviôse); les revenus sont retenus jusqu'à leur sortie, à titre d'indemnité des frais de nourriture et entretien, mais l'excédent de ces revenus sur ces différentes dépenses doit être capitalisé et rendu avec les intérêts au pupille devenu majeur. Ces derniers points, vivement contestés par la plupart des administrations hospitalières, ont été formellement reconnus par un arrêt de la Cour de cassation du 21 mai 1849 (1), car, en n'attribuant les revenus des abandonnés aux hospices qu'à titre d'indemnité, dit cet arrêt, l'article 7 de la loi de l'an XIII n'a pas voulu faire bénéficiaire, contrairement à toutes les notions de droit et de justice, ces mêmes hospices de la portion desdits revenus qui peut excéder les dépenses d'entretien..., parce que, si en certains cas *l'indemnité* peut être incomplète, il est contre nature qu'elle se convertisse jamais en bénéfice. Le même arrêt décide encore que cet excédent forme un capital et doit, en conséquence, être placé conformément à l'art. 6 de la loi.

Les économies des assistés sont placées à la caisse d'épargne ou en rentes sur l'Etat (2). C'était autrefois le receveur qui réalisait ces placements; aujourd'hui c'est, d'une façon presque générale, l'inspecteur du département. Lorsque ces économies dépassent la somme de 150 francs, l'emploi doit en être fait dans un délai de trois mois (3); passé ce laps de temps, l'administration en doit les intérêts. Pour les sommes inférieures,

1. Sirey 1849, première partie. 751.

2. Autrefois ces placements devaient être faits dans les monts-de-piété, art. 6, loi an xiii.

3. Avant la loi du 27 février 1830 le délai était de 6 mois (455 C. liv.) il a été réduit à 3 mois pour les *capitaux*, art. 6, 8 de la loi.

la commission (ou l'inspecteur) est libre d'agir à sa guise, de placer immédiatement, ou d'attendre que le montant des épargnes de chaque enfant soit arrivé au chiffre de 150 francs.

Ces économies doivent-elles être considérées comme constituant des revenus, et les hospices peuvent-ils en percevoir les intérêts jusqu'à concurrence de leurs déboursés ? Nous ne le pensons pas, car la loi de pluviôse, en réglementant ces placements, a voulu favoriser chez les enfants abandonnés l'ordre et la prévoyance ; ce serait trahir la confiance de ces enfants, en même temps aussi manquer le but de la loi, que de leur enlever le bénéfice actuel de leurs épargnes, ou ce serait supposer chez eux une reconnaissance que la charité officielle ne peut guère inspirer, que de penser les encourager à économiser quelques sous sur leurs salaires, en leur promettant que les revenus de ces épargnes seront acquis à l'hospice.

Relativement à l'exercice de ses droits de tutelle sur des biens de l'assisté, la commission statue comme un conseil de famille ordinaire, souverainement, ou sauf homologation du tribunal suivant les cas. Elle doit, dans les trois mois, convertir les titres au porteur en titres nominatifs, en vertu de l'art. 5 de la loi de février 1880, et faire emploi des revenus dans la mesure et sous les conditions que nous avons signalées.

La loi de 1880 rompt l'harmonie des règles de l'Assistance publique de Paris. En effet, nous savons que le directeur de cette administration réunit entre ses mains tous les pouvoirs des commissions hospitalières est, en un mot, un tuteur paternel, sans conseil de famille. Or, l'article 8 de cette loi porte que le conseil de surveil-

lance de l'Assistance publique remplira les fonctions de conseil de famille en ce qui concerne ses dispositions; donc, comme par l'article 1^{er} elle oblige le tuteur à recourir au conseil de famille pour aliéner les valeurs mobilières de son pupille, cet acte particulier sort des attributions du directeur de l'Assistance publique agissant seul, nécessite l'intervention du conseil de surveillance, et devient une opération particulière, la seule de toutes celles dont il est chargé pour laquelle il a besoin d'une autorisation.

Lorsqu'un assisté vient à mourir avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, ses biens vont à ses héritiers s'il en a, mais ces derniers doivent indemniser l'administration de ses déboursés (art. 9, loi de pluviôse); s'il n'a pas d'héritier, c'est l'hospice qui lui succède, en vertu de l'article 8 de la loi de l'an XIII, et qui prend ses biens à titre d'indemnité, c'est-à-dire avec dispense de tous droits de mutation. La loi voulait, en agissant ainsi, alléger un peu les charges écrasantes des hospices qui avaient alors à supporter la plus grande partie des dépenses des enfants assistés; aujourd'hui, le département ayant été substitué aux hospices pour la plupart des frais de ce service, ces successions sont communément encaissées au profit du budget départemental. L'envoi en possession en est prononcé après une demande soumise à la publicité et sur les conclusions du ministère public.

CHAPITRE V

RÉCLAMATION DE L'ENFANT ASSISTÉ PAR SES PARENTS ;
JUSTIFICATION DE LEUR QUALITÉ ; REMBOURSEMENT DES
DÉPENSES. — LA DISPOSITION DE LA CIRCULAIRE DE 1823,
QUI PRESCRIT EN OUTRE UN CERTIFICAT DE MORALITÉ, EST-
ELLE LÉGALE ? — RÉPARTITION DES DÉPENSES DU SER-
VICE DES ABANDONNÉS, SOUS L'EMPIRE DU DÉCRET DE
1811 ; SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DE 1869. — DES
SECOURS AUX FILLES-MÈRES ; LEUR ORIGINE, LEUR RÉTA-
BLISSEMENT, LEUR BUT. — DE L'ABUS QU'EN FONT LES
INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. — LEURS RÉSULTATS ET
LEURS CONSÉQUENCES GÉNÉRALES, PAR RAPPORT A LA
MÈRE ; PAR RAPPORT A L'ENFANT ; PAR RAPPORT A LA
SOCIÉTÉ ; PAR RAPPORT AUX FINANCES PUBLIQUES.

Le pupille des hospices peut être réclamé par ses
parents (art. 21 du décret de 1811), mais il faut, pour
que ces derniers en obtiennent la remise, qu'ils prouvent
son identité et établissent le bien fondé de leur récla-
mation ; si l'enfant est naturel, ils sont obligés, en outre,
de le reconnaître. Préalablement, et dans tous les cas,
ils doivent, s'ils en ont les moyens, rembourser toutes
les dépenses faites par l'administration publique (art. 21
du décret). En résumé, deux conditions sont nécessaires

et suffisantes : la preuve du droit des réclamants, et le remboursement des frais d'entretien du réclamé ; et encore, l'administration peut dispenser les parents pauvres de cette seconde obligation. Il y a là quelque chose d'anormal et de dangereux ; car, à s'en tenir strictement aux prescriptions de la loi de pluviôse et à celles du décret de 1811, l'abandon n'entraînant aucune déchéance légale, aucune destitution de la puissance paternelle, la commission hospitalière ne pourrait refuser ses pupilles à des réclamants d'une immoralité notoire, d'une indignité certaine, pourvu qu'ils établissent leurs droits et soldent les dépenses. En 1823, le gouvernement essaya bien de remédier à cette situation, en recommandant aux hospices, par la disposition finale de la circulaire ministérielle du 8 février, d'exiger toujours un certificat du maire de la commune des demandeurs, constatant leur moralité et leurs ressources ; en pratique, cette instruction est observée, et les administrations refusent généralement d'accorder les remises sollicitées par des parents indignes ; mais cette mesure excellente n'a qu'un défaut, c'est de n'être pas légale, et, par conséquent, de ne pouvoir être invoquée victorieusement devant la justice. Nous avons déjà protesté contre cette tendance des ministres de se substituer au législateur en matière de bienfaisance ; nous en avons signalé les résultats mauvais ; malheureusement, les réformes utiles qui en résultent sont aussi illégales que les modifications arbitraires, et il est regrettable qu'aux yeux de la loi, une circulaire ne pouvant créer une déchéance, les parents indignes soient en droit, en prouvant leur qualité, et en réglant les frais de l'hospice, d'obliger ce dernier à leur remettre leur enfant. Tou-

tefois, on s'accorde à restreindre cette faculté aux pères et mères des assistés, et on décide que si les ascendants, à qui la loi les confie, viennent les réclamer, la commission hospitalière peut les leur refuser, ou subordonner leur remise à toutes les justifications de moralité qu'elle jugera nécessaires ; quant aux collatéraux, ils ne peuvent les demander à d'autre titre que les étrangers charitables.

Le compte de tutelle est fourni sans frais à l'abandonné, quand, pour un motif quelconque, la tutelle hospitalière vient à cesser (1).

Le service des enfants assistés était en 1811, divisé en dépenses intérieures laissées entièrement à la charge des hospices dépositaires, et en dépenses extérieures pour lesquelles l'Etat attribuait une subvention annuelle de 4 millions, le surplus devant être soldé à l'aide des revenus des hospices, ou d'allocations sur les fonds des communes. Dès 1817, les sommes accordées par l'Etat retombèrent sur les budgets départementaux. Ce système avait l'immense inconvénient d'accabler les hospices dépositaires de dépenses très lourdes dont les autres hospices de la région étaient complètement affranchis (2).

La loi du 5 mai 1869 répartit d'une façon plus équitable les frais de ce service. Les dépenses intérieures, c'est-à-dire celles concernant le séjour des enfants à l'hospice, les nourrices sédentaires, les layettes, sont prélevées sur le produit des fondations et sur celui des amendes de police correctionnelle. L'Etat prend à sa

1. Décision du ministre des Finances du 23 juin 1859. Watteville, t. II, p. 396.

2. Avis du Conseil d'état du 7 avril 1859. Watteville, t. II, p. 330.

charge le cinquième de ce qui reste à payer lorsque ces fonds sont épuisés, les 4 cinquièmes restants devant être soldés par le département. Cette division a été fixée par un arrêt du conseil d'Etat du 5 juillet 1883, réformant un arrêt du 3 mars de l'année précédente par lequel il avait été décidé que la part contributive de l'Etat était du cinquième de l'ensemble des dépenses intérieures avant qu'on y eut appliqué le produit des fondations et des amendes. Les dépenses extérieures, c'est-à-dire celles qui ont trait aux pensions et allocations, aux vêtements, aux déplacements, à la comptabilité, aux maladies et aux inhumations, sont également imputées sur les fondations et les amendes correctionnelles, le surplus pouvant être, jusqu'à concurrence d'un cinquième, supporté par les communes, les 4 autres cinquièmes retombant encore à la charge du département. Les frais d'inspection et de surveillance sont à la charge de l'Etat.

Nous venons de voir rapidement la situation des enfants recueillis par les hospices. Le plus souvent, les Conseils généraux, désireux de consacrer à des routes ou à d'autres travaux une partie plus considérable de leurs revenus, s'efforcent par tous les moyens possibles de restreindre les dépenses du service des enfants assistés. Le procédé qu'ils emploient le plus fréquemment dans ce but, consiste à multiplier les secours aux filles-mères et à les substituer le plus souvent à l'assistance par l'intermédiaire des hospices. Ce mode de secours a été inventé, nous l'avons vu, par la Révolution, la loi du 28 juillet 1793 l'avait même rendu obligatoire. On l'a de nouveau repris lors de la suppression des tours, et on est revenu ainsi aux principes égalitaires de la

Convention. Il y a véritablement une analogie frappante entre le décret rendu par cette assemblée le 5 février 1794, et la circulaire ministérielle du 13 octobre 1862 (1) qui nous régit encore aujourd'hui ; tous deux veulent régénérer les mœurs, les vertus publiques, et prévenir les abandons, mais la circulaire avoue en outre un but beaucoup plus pratique : réaliser de sérieuses économies. Laisser l'enfant à la fille-mère, dit-elle, et secourir cette fille, c'est écarter d'anciens préjugés (le décret de 1794 proclamait que c'était les anéantir), c'est laisser à cet enfant le foyer domestique où il trouvera des soins excellents, de bonnes leçons et de bons conseils près de sa mère moralisée et réhabilitée désormais par sa présence, au grand avantage des finances publiques.

Ces secours constituent aujourd'hui le mode le plus fréquent d'assistance, et cette utopie révolutionnaire, adaptée aux besoins de la société contemporaine, est considérée par quelques auteurs comme remplaçant les tours ! Son but apparent est de moraliser, son but réel est d'économiser, son rôle général est d'égaliser et pour cela, elle substitue à la morale et à la charité chrétiennes une morale et une charité pour qui une faute régénère lorsqu'elle devient publique, et réhabilite quand l'Etat veut bien la subventionner.

Depuis que la loi du 5 mai 1869 les a rangés parmi les charges ordinaires d'assistance, les secours aux filles-mères sont en grande faveur, les inspecteurs les multiplient, dans le but principal de prévenir des abandons complets qui grèveraient beaucoup plus le budget départemental ; quelques-uns de ces fonctionnaires vont

1. Watteville, t. II, p. 488.

même plus loin et obligent, pour peu que cela soit possible, toutes les filles-mères ayant fait un délaissement et dont l'identité leur est connue, soit par leurs propres déclarations, soit par les recherches minutieuses du domicile de secours, à reprendre leurs enfants chez elles, moyennant l'allocation d'une petite pension. C'est une grande économie pour le département; aussi les inspecteurs qui se montrent les plus habiles à obtenir ces résultats, qu'ils emploient l'intimidation ou l'adresse, sont considérés comme les fonctionnaires les plus intelligents, les plus zélés et les plus capables.

Depuis plus de 20 ans qu'on les distribue, ces secours montrent ce qu'ils valent : ils sont toujours impuissants à atteindre leur but, à remplir leur rôle et à faire le moindre bien. Ils veulent moraliser et ils démoralisent, car c'est un signe de démoralisation que de voir les filles perdre toute pudeur et afficher leur honte pour obtenir ces secours ; ils veulent réhabiliter et ils compromettent, car la fille qui conserve son enfant et l'élève, se voue, en raison de l'intolérance innée des honnêtes gens, à une réprobation et à un mépris qui l'empêchent de trouver une place honorable ; ils veulent assurer à l'enfant des soins attentifs et ils le livrent à une mère pour qui il est une gêne, une entrave à ses plaisirs, qui, l'exemple le montre trop souvent, le maltraite cruellement et auprès de laquelle il prend presque toujours les mauvaises inspirations et les mauvais exemples des vices au milieu desquels il est né. Quelles sont, du reste, les femmes qui conservent leurs enfants moyennant les secours de l'Etat ? ce ne sont pas celles qui ont failli mais ne sont pas perverses ; c'était pour elles que le tour avait été créé, et aujourd'hui elles n'ont

plus guère que l'infanticide ; c'est d'abord une catégorie de filles perdues vivant en concubinage (1), qui exploitent leur situation et spéculent sur leurs fautes ; c'est ensuite la série toujours grandissante des pauvres filles qui avaient délaissé leur enfant et à qui les inspecteurs imposent ces secours par mesure d'économie, en leur rendant « leur part », par mesure de moralisation. Alors, chargées d'un enfant qui constitue pour elles, si elles veulent remplir fidèlement leur devoir de mère, une préoccupation constante, elles ne peuvent gagner par leur travail ce qui serait nécessaire pour combler l'insuffisance des secours de l'administration ; leur faute écarte d'elles la charité privée, le besoin les fait tomber peu à peu aussi bas que les filles perdues, elles ne soignent plus leur enfant, elles s'accoutument au vice, et bientôt « l'argent qu'on leur donne sert à alimenter leur débauche et ne profite pas à leur enfant (2). » En résumé, rien n'est immoral comme ce spectacle « de mères qui marchandent le prix de la nourriture de leurs enfants et ne les acceptent qu'à contre cœur ; elles les laissent mourir ou les font vivre dans le vice. Mieux vaut la nourrice choisie et surveillée par l'administration (3). »

Indépendamment de ces inconvénients moraux, il en est d'autres plus graves encore. Les secours aux filles-mères sont, comme le dit M. Léon Lallemand, une semence de démoralisation, un encousagement à la débauche, un outrage à la pudeur. Quand on voit d'un côté une fille, dont la conduite est déplorable, qui vit

1. Lafabrègue : *Des enfants assistés en France*, p. 38.

2. Rapport de l'Inspecteur de la Marne (août 1883).

3. Levasseur. *Des secours publics*.

dans l'oisiveté, nourrir ses enfants avec l'aide de l'Etat, tandis que d'un autre côté, une pauvre femme d'ouvrier n'a d'autre ressource pour élever les siens que l'assistance illusoire des bureaux de bienfaisance ; quand on voit l'épouse honnête accablée par la pauvreté, les soucis de son ménage, l'éducation de ses enfants, éconduite par la charité officielle, et la fille coupable se livrant à ses dérèglements sans en craindre les suites, oisive pour le travail, active pour les plaisirs, recevant de l'administration une pension toujours supérieure aux mauvais soins qu'elle donne à ses enfants ; il est à craindre que les jeunes filles pauvres, témoins de ce spectacle décourageant, ne voient s'étioler en elles le sentiment de l'honneur, ne soient portées à suivre les exemples mauvais de l'état de choses actuel, et à préférer le vice doré contre les conséquences duquel l'État donne en quelque sorte sa garantie, à l'honnêteté aride et laborieuse à qui il refuse sa protection.

Les départements réalisent-ils au moins, par l'emploi de cet inqualifiable procédé, de véritables économies ? épargnent-ils leur budget en confiant quelques-uns des enfants qu'ils auraient fait élever dans les hospices, à des femmes sans mœurs et sans autres moyens d'existence que le secours qu'ils leur allouent ? Non, à aucun point de vue ; et en fait, ils aboutissent toujours à un surcroît de dépenses. Nous ne parlerons pas de la pension que l'État doit bien souvent fournir dans ses prisons aux anciens pensionnés de l'assistance qui nous occupe, mais d'inconvénients pécuniaires plus immédiats et plus directs. Ces primes à la maternité illégitime, inférieures en soi aux frais nécessités par un abandon, finissent dans leur ensemble par les dépasser, car elles

sont sollicitées par bien des femmes qui eussent reculé devant un délaissement complet, et se multiplient en créant une assistance nouvelle et en suscitant de nouveaux assistés. « J'ai la conviction, disait l'inspecteur de la Côte-d'Or, en 1883 (1), que la plupart des filles qui gardent leur enfant avec elles, ne l'abandonneraient pas quand même on leur refuserait les secours ». Cette opinion du reste est confirmée par la statistique, car lors de l'institution de cette assistance, M. Valdruche nous rapporte que 84 demandes sur 155 émanaient de femmes qui se passaient fort bien auparavant de tout secours ; aussi, en 1856, c'est-à-dire avant l'extension actuelle de ce procédé, M. Troplong (2) déplorait déjà les effets financiers des secours temporaires, « grandissant chaque année et se rapprochant dans beaucoup de départements de la somme exigée autrefois pour le service des enfants trouvés ». Maintenant ces inconvénients s'aggravent encore, et les charges de ce service grèvent de plus en plus les budgets départementaux. Le chiffre des abandons est le même, et de plus, l'opinion publique tend visiblement à considérer, comme en 1793, que la fille mère rend un service à l'État en lui donnant un citoyen, et acquiert un droit à son assistance : « les demandes de secours augmentent tous les ans, constate le rapport de 1883 au Conseil général de la Côte-d'Or (3), elles sont la plupart du temps appuyées par les municipalités et apostillées par les conseillers généraux, il semble aux yeux de bien des gens et de beaucoup de

1. Rapport 1883, p. 296.

2. Sénat 1856.

3. Session de 1883.

maires que toute fille pauvre qui a fait un enfant a droit à un secours temporaire, et malgré l'augmentation de ces secours, les abandons n'ont pas de tendance à diminuer ». Ces réflexions inspirées à l'inspecteur de Dijon par une longue pratique, portent leur conclusion en elles-mêmes. Immorales dans leur essence, illusoires dans leurs résultats, et ruineuses dans leurs conséquences, ces pensions n'ont pas l'honorable raison d'être et doivent bientôt faire place à des modes d'assistance moins imparfaits.

CHAPITRE VI

DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS POUR LES ENFANTS ABANDONNÉS. — LEUR SITUATION EXTRA-LÉGALE ; SES CAUSES ; SES INCONVÉNIENTS. — DE LA SANCTION PÉNALE DES EXPOSITIONS ; ÉLÉMENTS DU DÉLIT D'EXPOSITION. — DES RÉFORMES A FAIRE DANS L'ASSISTANCE PUBLIQUE DES ENFANTS DÉLAISSÉS. — QUEL DOIT ÊTRE LE BUT DE CETTE ASSISTANCE ? — EST-IL RÉELLEMENT ATTEINT ? — VICIES DU SYSTÈME ACTUEL. — CHANGEMENTS NÉCESSAIRES. — SUPPRESSION DES SECOURS TEMPORAIRES ET DE LA RECHERCHE DU DOMICILE DE SECOURS. — RÉTABLISSEMENT DES TOURS ; LEURS CONSÉQUENCES RÉELLES PAR RAPPORT AUX BUDGETS ; LEUR SUPÉRIORITÉ SUR L'ADMISSION A BUREAU OUVERT ; LEUR EFFICACITÉ ET LEUR MORALITÉ.

Les enfants abandonnés ne sont pas tous recueillis dans les hospices. Plus de mille orphelinats, asiles, ouvroirs, refuges privés ou congréganistes, répandus par toute la France, ouvrent leurs portes à ces pauvres petits. Le nombre des filles secourues par eux est beaucoup supérieur à celui des garçons, car c'est à elles surtout qu'une éducation honnête, loin du milieu corrompu où elles sont nées, est nécessaire. Enfin, presque tous

leurs pensionnaires sont des enfants légitimes, orphelins ou abandonnés, sans famille ni tuteurs connus.

La plupart de ces maisons charitables sont dans une situation extra-légale. L'enquête de 1883 (1) démontre que sur neuf cent quatorze dont elle signale l'existence, cinq cent dix-neuf ne sont ni reconnues, ni autorisées, et vivent uniquement par suite de la tolérance de l'autorité. Les administrations de ces différents asiles, n'ayant aucun droit de tutelle sur leurs pensionnaires, recourent très rarement à la faculté, généralement reconnue au juge de paix, de constituer, quand on l'y provoque, un conseil de famille de personnes honorables, à défaut de parents ou d'amis. Ce sont des frais qu'elles jugent inutiles. Tout ce qui pourrait donner lieu à une ingérence de l'Etat dans leurs affaires leur est suspect, et elles craignent, non sans raison peut-être, que l'intervention d'un fonctionnaire amovible du gouvernement n'ait pour but l'organisation d'une surveillance vexatoire. Tous les inconvénients de cette situation extra-légale rejaillissent, malheureusement, sur les enfants dont elles ont la garde et la surveillance : ils ne peuvent être émancipés, ni se marier, avant d'avoir vingt-et-un ans ; car, bien que tout obstacle puisse être levé pour les enfants trouvés et les orphelins, par la constitution spéciale en vue de ces différents actes d'une tutelle et d'un conseil de famille, on préfère ne pas y recourir ; et c'est, du reste, absolument impossible pour les enfants abandonnés, pendant tout le temps où l'absence de leurs parents ne peut être déclarée.

1. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, février 1883, rapport de M. Roussel.

Nous voyons donc, en résumé, que les établissements privés pour lesquels la loi n'a rien fait, vivent en dehors de la loi, et que sans encouragement de l'Etat, sans assistance du législateur, ils accomplissent malgré tout, leurs œuvres de charité chrétienne, et parviennent à des résultats supérieurs à ceux de la charité publique.

Les lois, les circulaires, en un mot l'ensemble des règles qui constituent la bienfaisance publique font, avec la charité privée, une large part aux nécessités pratiques; les parents ont des moyens légaux de se décharger d'une façon humaine de l'entretien de leurs enfants quand la misère les y oblige; s'ils ne veulent pas en profiter, si poussés par une cruauté contre nature, au lieu de les porter à l'hôpital, ils préfèrent les exposer dans les rues ou dans des endroits déserts, le législateur ordonne aux pouvoirs publics de sévir contre eux, et de considérer ces abandons barbares comme de véritables délits (1). Le Code pénal punit de châtiments inégaux les expositions dans des lieux solitaires et celles dans des lieux fréquentés (2): les éléments de ces délits sont doubles; il faut, pour les constituer, le fait du dépôt et celui du délaissement, si bien que la femme qui expose son enfant, se cache à quelques pas de lui et ne s'éloigne qu'après l'avoir vu lever de terre et après avoir acquis la certitude qu'il a été recueilli, ne doit pas être considérée comme coupable du délit d'aban-

1. Chauveau et Faustin Hélie, t. IV, p. 333.

2. L'article 349 C. P. punit l'exposition dans un lieu solitaire de 6 mois à 2 ans de prison. Cette peine peut être portée jusqu'à 5 ans pour les tuteurs, instituteurs, etc. (350). L'exposition dans un lieu non solitaire (art. 352) rend passible d'une amende et d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an.

don (1). Les expositions revêtant à plus proprement parler les caractères d'un meurtre véritable ou d'un autre attentat sont punies, bien entendu, comme les infanticides ou les mutilations.

L'Etat, on le voit, n'intervient pour punir que quand il ne peut faire autrement ; il préfère l'assistance aux pénalités, la bienfaisance à la rigueur ; aussi, en cette matière, la législation charitable ne doit pas, autant que possible, laisser au Code pénal de châtement à appliquer ; son état actuel ne lui permet malheureusement pas de remplir ce devoir. Nous avons vu en étudiant ses règles principales, tous ses points faibles et presque toutes ses lacunes ; nous ne voulons pas y revenir, mais il est des réformes qui s'imposent aux pouvoirs publics ; nous allons les étudier rapidement.

Abstraction faite de la tutelle qu'il serait bon d'accorder aux asiles privés sur chacun de leurs pensionnaires, il nous semble, si l'on veut rentrer dans le domaine de l'assistance officielle des hospices, que les secours sont généralement trop étendus, tout en n'étant pas assez efficaces ; trop étendus, parce qu'ils s'appliquent à des cas où ils ne sont pas absolument nécessaires ; inefficaces, parce que ils ne sont pas assez importants lorsqu'ils sont indispensables. En outre, les errements des départements économes relativement à l'assistance par admission, restreignant autant que possible l'application de ce procédé et exigeant pour qu'on puisse y recourir des justifications multiples et vexatoires, rendent les mises à l'hospice, comme les secours temporaires, inabordables pour ceux qui en ont le plus besoin, et

1. Arrêt de Cassation du 27 juin 1820.

insuffisantes pour ceux en vue de qui elles ont été créées.

En effet, quel est le but de l'assistance ? c'est, incontestablement, de protéger, de sauvegarder les enfants contre les parents indignes ou malheureux qui voient en eux une charge ou l'aveu d'une faute, et désirent s'en débarrasser. Ce but ne sera atteint, réellement atteint, que lorsque l'Etat saura prévoir et conjurer tous les dangers qui menacent ces pauvres petits dans leurs familles.

Le premier péril, le plus grave, c'est l'infanticide ; pour le prévenir, il importe que la bienfaisance officielle, dans tous les cas où elle pourrait intervenir, mette les parents à même d'obtenir, par un abandon, un résultat identique à celui qu'ils obtiendraient par un meurtre, c'est-à-dire, décharge complète de l'enfant, sans aveu public et sans formalité.

Le second danger, ce sont les mauvais soins : le troisième, ce sont les mauvais exemples et le contact continuuel de sociétés vicieuses dont ces enfants peuvent devenir les victimes : il convient à l'administration d'éviter, dans l'intérêt de la société, comme dans celui de ces pauvres petits, de les laisser dans un milieu corrompu, et de conjurer ainsi cette sorte d'infanticide moral par un patronage effectif.

Le régime actuel réalise-t-il le but véritable de l'assistance des enfants abandonnés ?

Conjure-t-il l'infanticide ? non, il y excite plutôt. D'abord, en écartant de l'hospice toute une catégorie de filles-mères, celles qui ne peuvent garder leur enfant près d'elle, et qui n'osent le porter au bureau d'admission ; car de deux choses l'une, ou il leur faudrait

donner leur adresse et leur nom, alors à la suite d'investigations sur leurs ressources, d'enquêtes sur leur domicile de secours, c'est-à-dire de divulgations presque certaines de leur faute, l'inspecteur leur renverrait l'enfant avec injonction de se contenter de secours temporaires ; ou il leur faudrait refuser tout renseignement, alors elles seraient renvoyées par le bureau qui ne reçoit pas d'ordinaire sans nécessité constatée. Ensuite, en entourant de formalités et d'aveux pénibles pour tous ceux qui veulent y recourir, cette remise à une commission par trop parcimonieuse, et en semblant prendre à tâche de susciter les difficultés pour pousser à l'infanticide.

En fait, il est certain, et la statistique le démontre d'une façon péremptoire, que la réglementation vicieuse de l'assistance conduit à la plupart des crimes contre les nouveaux-nés. Depuis la suppression des tours, les infanticides ont augmenté dans des proportions effrayantes ; aussi, malgré les efforts des apologistes du système actuel, on ne peut nier son influence sur cette branche spéciale de la criminalité. Les raisons multiples que nous avons déjà signalées, l'impossibilité de trouver une autre cause à cet accroissement anormal, s'opposent formellement du reste à une autre solution.

Au moins, peut-on dire que l'organisation d'aujourd'hui préserve les enfants des mauvais soins, les éloigne des mauvais exemples, les garantit contre tous les attentats ? Ce serait difficile à soutenir, avec l'institution si répandue des secours facultatifs et obligatoires qui aboutissent précisément à ces résultats.

Des réformes s'imposent absolument, et le plus grand

nombre des publicistes et des économistes, qui ont étudié ces questions, les réclament. Deux systèmes sont en présence : l'un consiste à multiplier les facilités d'abandon pour diminuer les cas d'infanticide, l'autre consiste à diminuer les cas d'abandon, autant que possible, pour diminuer les charges des budgets. Tous les auteurs, adversaires et partisans des tours, s'accordent à reconnaître que si l'on doit, jusqu'à un certain point, ménager les finances publiques, on ne doit pas aller jusqu'à leur sacrifier la vie d'un grand nombre d'enfants, et tous proposent des réformes destinées à faciliter les abandons dans les circonstances où leur difficulté porte à recourir à l'infanticide.

Ceux qui ne veulent pas le rétablissement du tour, demandent que l'on restreigne les secours temporaires aux filles qui en sont tout à fait dignes, qu'on ne les applique que lorsqu'ils ne pourront causer aucun scandale, et qu'on défende absolument aux inspecteurs de les imposer jamais. Ils souhaitent, en outre, qu'on supprime la recherche au domicile de secours, sauf en ce qui concerne les orphelins, enfants légitimes et enfants de parents condamnés. Ils réclament enfin l'extension à toute la France, de la faculté accordée à Paris, depuis longtemps déjà, d'effectuer des dépôts d'enfants dans les hospices, sans autre formalité qu'un acte de naissance anonyme, et sans avoir à répondre nécessairement à l'interrogation minutieuse d'un bureau d'admission.

C'est là certainement un ensemble d'améliorations notables qui a pour base la substitution de l'intérêt social à l'intérêt financier, mais il nous semble qu'il faudrait encore aller plus loin. Prendre l'organisation à réformer pour base d'une organisation nouvelle, est

chose trop délicate, et faire d'un bureau d'admission une espèce particulière de tour est chose trop difficile : ce serait risquer de retomber bientôt dans les errements anciens. Du reste, cette réforme restreinte qui prend aux tours ordinaires tous leurs inconvénients pécuniaires, ne prend pas tous leurs avantages. Nous pensons qu'il vaudrait mieux rétablir les tours qui n'ont pas d'yeux pour voir, d'oreilles pour entendre, qui effraient beaucoup moins que le dépôt à bureau ouvert, et obvient beaucoup mieux que lui à l'infanticide, quand il s'agit de filles à qui les remords font voir partout des personnes avides de connaître leur honte et de posséder leur secret.

Du reste, l'influence des tours sur les infanticides est si certaine, que nous nous contenterons pour le prouver du tableau statistique dressé par M. Martin Doisy, qui établit parallèlement l'augmentation des crimes contre l'enfance et la suppression des tours.

<i>Années</i>	<i>Tours supprimés</i>	<i>Infanticides</i>
1833	3	87
1834	7	100
1835	20	119
1836	31	135

Ce système si efficace, en pratique, pour restreindre les meurtres, n'est vraiment pas sensiblement plus coûteux que l'admission générale à bureau ouvert, qui devrait nécessairement être organisée partout, si l'on ne voulait le rétablir. Les bureaux ouverts, admettant en effet sans formalités, recevraient tout autant que les tours des dépôts abusifs, et, à part les charges peu importantes du reste, imposées aux hospices par les filles

honteuses qui eussent préféré l'infanticide au bureau, mais qui préféreraient le tour à l'infanticide, les dépenses seraient les mêmes. Et, certes, elles ne seraient jamais ruineuses, car si elles peuvent être plus importantes que celles nécessitées par le régime actuel, les ressources qui y seraient affectées peuvent, elles aussi, être élargies au delà même des besoins, par la suppression des secours à domicile dont nous avons signalé tous les dangers. Et de cette façon, le rétablissement des tours serait presque une économie.

Ce serait, de plus, une œuvre morale. On a dit que l'admission par les tours est immorale, encourage la débauche et garantit contre les conséquences de l'inconduite; nous pourrions répondre qu'il en est de même de la réception à bureau ouvert et du système des secours aux filles-mères, et qu'entre ces différents procédés de valeur morale identique, il est juste de choisir le plus efficace. Mais nous irons plus loin; nous dirons que le tour est un exutoire nécessaire à un triple point de vue, pour sauver l'enfant de la mort ou de la perversité, la mère du crime, la société du scandale. Il préserve du scandale, et c'est là sa moralité. On ne doit pas empêcher de cacher les fautes, car ce serait affaiblir les mœurs publiques; on ne doit pas forcer les filles coupables d'afficher leur honte, car l'exemple continu de la honte divulguée la rend moins redoutable et y habitue peu à peu; on doit cacher à la société les misères de ses membres, pour l'empêcher de se démoraliser. C'est là, le rôle supérieur des tours, il moralise comme il préserve; c'est comme le disait M. Nicolas, en 1849, un refuge offert à la pudeur, en même temps qu'un moyen préventif de l'infanticide.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

PREMIÈRE PARTIE

DEPUIS L'ORIGINE DE ROME JUSQU'A CONSTANTIN

CHAPITRE I^{er}

De l'abandon des enfants chez les peuples Orientaux, — chez les Grecs ; — l'abandon jugé en Grèce par les auteurs et l'opinion, — législation thébaine, — l'exposition des nouveaux-nés à Rome. — Du droit de délaissement des parents, — nature de ce droit, — différents systèmes sur la nature du droit d'abandon, — loi de Romulus sur les nouveaux-nés, — sa portée et son étendue, sa destinée 5

CHAPITRE II

De la disposition de la loi des XII Tables relative aux nouveaux-nés, — son étendue, — sa valeur par rapport à

loi de Romulus, — son influence sur l'abandon. — De la défense d'exposer les enfants valides, — nature de cette défense, — sa sanction, — de l'action *de partu agnoscendi*, — du *remedium majori trimo petenti*, — de la *pœna denunciati*, — leur but, — leur portée, — de leur insuffisance en présence de l'état des mœurs. — Mesures préventives de Trajan pour restreindre les abandons. — Peut-on induire de la loi 4 au digeste (25. 2) que l'exposition fut punie, à partir de Septime Sévère, des peines de l'assassinat.....

12

CHAPITRE III

Ce que devenaient les enfants abandonnés. Par qui ils étaient recueillis d'ordinaire, — leur état légal primitif. — Ses causes, — transformation de cet état. — De l'enfant abandonné élevé comme ingénu, — pouvait-il être adopté par son bienfaiteur? — pouvait-il être mis en tutelle? — différents systèmes sur ces questions; son état juridique; — étendue de ses droits, sa situation vis-à-vis de sa famille naturelle, sa revendication par le *paterfamilias* qui l'a délaissé. — Ce *paterfamilias* pouvait-il réclamer sa succession après sa mort ou en était-il exclu par la *pœna denunciati*.....

23

CHAPITRE IV

De la revendication comme *partus ancillæ* d'un abandonné élevé comme ingénu, — du remboursement des dépenses par le revendiquant, — caractère et but de ce remboursement, — restrictions d'Alex. Sévère à ce droit de revendication. — Des enfants délaissés réduits en esclavage, — leur espoir de recouvrer la liberté, — découverte par eux de leur filiation libre, — de *l'assertio*, — leur réclamation par des parents libres, — de la *proclamatio in libertatem*, — caractère du remboursement des dépenses en ce cas, — leur revendication comme *partus ancillæ* par un maître d'origine, — inconvénients et injustice de cette revendication, — sa restriction par Alex. Sévère. — Caractère du remboursement des dépenses. — Résumé de la situation des abandonnés avant Constantin.....

32

CHAPITRE V

Des modes d'abandon autres que l'exposition ou l'abandon des enfants en bas âge. — La dation en adoption, — du renvoi de la maison paternelle. — De la vente des enfants par le *paterfamilias* ; — origine de ce droit, ses restrictions successives, son étendue d'après Paul. — De l'abandon noxal. — Suppression du droit de rente par Dioclétien, — conséquences de cette suppression..... 42

DEUXIÈME PARTIE

DEPUIS CONSTANTIN JUSQU'À JUSTINIEN

CHAPITRE I^{er}

De l'exposition jugée par les premiers chrétiens et les constitutions apostoliques. — De l'influence insensible du Christianisme, son respect et sa sollicitude pour l'enfance. — Avènement de Constantin au trône de l'Occident. — Vœux de chrétiens relatifs à l'abandon exprimés par Lactance. — Du rescrit de 315 établissent des secours publics pour les enfants pauvres prélevés sur le trésor et sur le fisc, — son but, — son caractère. — Pourquoi ses résultats ne répondirent pas à ce qu'on attendait de lui. — De la vente des *sanguinolenti* rétablie par Constantin comme remède contre l'exposition, — son application, — son étendue, ses conséquences, sa réglementation ; — de l'*instrumentum* exigé par la loi, — son but. — Du sort de cette institution et de sa valeur..... 47

CHAPITRE II

De la constitution de 331, — son étendue à l'égard des parents de l'exposé, — à l'égard de ses bienfaiteurs. — De la suppression du droit de réclamation, — critiques de cette suppression, — son étendue. — Pourquoi elle ne

s'applique pas à *l'assertio*. — Justification de la perte du droit de *repetitio* au point de vue des intérêts de l'exposé. — De la loi de Valentinien, Valens et Gratien sur l'infanticide, — sa nécessité, — opinions sur son caractère. — Constitution des mêmes empereurs relativement à l'exposition, — de la sanction à laquelle elle renvoyait : — système émis pour la recherche de cette sanction. — De la théorie d'Accurse, sa critique. — De la théorie du renvoi à la peine de la première loi sur l'infanticide.....

58

CHAPITRE III

De l'accroissement des ventes de *sanguinolenti*, — leurs abus ; — sort désastreux des enfants vendus. — Réforme de Valentinien, Valens et Théodose. — Du rachat de la liberté par les *operæ quinquenni*, — de la *quintæ adjectio*. — De l'impunité de l'exposition du *partus ancillæ*. — Constitution d'Honorius et de Théodore. — Nécessité de *l'instrumentum* et des témoins. — Utilité de ces formalités. — Intervention de l'église par le contreseing épiscopal ; garantie résultant de cette intervention. — Accord des pouvoirs civils et religieux. — Réformes de Justinien. — De la peine de mort appliquée même à l'exposition du *partus ancillæ*. — La loi 16 de Nuptiis n'a pas abrogé la déchéance du *pater expositor*.....

70

DROIT FRANÇAIS

PREMIÈRE PARTIE

DEPUIS L'INVASION DES BARBARES JUSQU'EN 1789

CHAPITRE I^{er}

De la législation relative à l'exposition après l'invasion des barbares. — L'infanticide chez les Gallo-Romains. — De l'abandon à la porte des églises ; réglementation des conciles de Vaison et d'Arles. — Généralisation de ce procédé. — De la levée de terre par le matriculaire. — Prescription du concile de Mâcon. — Des recherches et de l'acte de recueillage ; — formule de Marculfe. — De l'exposition dans des coquilles de marbre. — Inconvénients de la cession de l'exposé à un *nutricarius*. — Législation des capitulaires de Charlemagne. — Des premiers hospices d'enfants trouvés. — "Asile de Datheus à Milan. — Avantage des hospices, — leurs inconvénients. — Du concile de Rouen. — Du rôle protecteur de l'Église dans les recueilllements.....

79

CHAPITRE II

De l'exposition au commencement du régime féodal. — De l'obligation d'élever les enfants trouvés. — Pourquoi fut-elle généralement imposée aux justiciers. — Avantages qu'ils en retiraient. — Servage des exposés. — Comment quelques seigneurs essayèrent-ils de s'y soustraire ?

— Dans quels cas ce devoir fut imposé aux communes. — Moyens employés par elles pour s'en décharger. — De l'abonnement avec les hospices pour l'entretien des enfants trouvés. — Création de l'ordre hospitalier du Saint-Esprit, — son développement rapide, — ses principales succursales. — Admission des abandonnés dans les autres Maisons-Dieu. — Des enfants abandonnés à Paris, — hôpital de Saint-Esprit en Grève. — Du sort des enfants trouvés. — De l'hôpital de la Trinité. — Etat des hospices au milieu du xvi^e siècle..... 94

CHAPITRE III

Fondation de l'hôpital du Saint-Esprit de Dijon. — A qui incombait la charge des enfants abandonnés en Bourgogne. — Accroissement rapide de l'hôpital, son organisation, ses succursales, — son administration. — De la chambre des pauvres. — De la section des enfants trouvés. — Quels enfants y étaient admis? — Comment ils y étaient reçus, — visite, — mise en nourricerie, — baptême et livret. — Du tour, sa surveillance, — sanction des dépôts abusifs, des justiciers, — des particuliers. — Du rôle des nourrices après le sevrage dans l'éducation et l'entretien de l'enfant qu'elles ont nourri. — Leur surveillance par les autorités et le commandeur. — Avantages de l'hôpital de Dijon... 104

CHAPITRE IV

Règles particulières à certains hôpitaux. — Avantage des hospices, — leurs inconvénients, — remède qui y fut apporté par l'édit d'Henri II sur le recel de grossesse. — Poursuites contre les expositions, — comment ces poursuites furent facilitées par l'édit. — De l'organisation du service des Enfants trouvés à Paris. — Hospice de la Trinité. — Maison de la Couche, son extension, ses inconvénients. — Etat des enfants trouvés à Paris avant saint Vincent de Paul. — Sa réforme. — Création de la maison de Port-Victor, par les dames de la Charité. — Progrès du nouvel hospice, son administration jusqu'en 1670, — sa déclaration d'utilité publique, — son organisation, — ses revenus; situation des enfants qui y étaient admis; récep-

tion toujours indirecte, mise en nourrice à la campagne.
— Des meneurs. — Retour dans une asile. — Maintien
chez le nourricier. — Asiles particuliers pour les orphe-
lins ou les autres enfants abandonnés à Paris..... 108

CHAPITRE V

Désignation dans chaque province d'hôpitaux dépositaires.
— Faculté accordée aux seigneurs de mettre en adjudica-
tion l'entretien des enfants trouvés sur leurs terres. —
Remise en vigueur de l'édit de recel de grossesse. — En-
vois abusifs à Paris des délaissés de province ; — arrêt du
conseil d'État réprimant ces fraudes. — Des principaux
hospices dépositaires de chaque généralité à la fin du
xviii^e siècle. — Modes d'assistance de la plupart d'entre
eux. — Recherches de la famille ou du pays d'origine des
enfants trouvés par les administrations hospitalières. —
Rigueur avec laquelle elles exerçaient leur recours même
quand il s'agissait de dépôts faits dans des tours. — Motifs
de ces recherches, — leur utilité. — Des asiles seigneu-
riaux, de l'entretien par adjudication ; usage successif de
ces deux procédés à Saint-Dizier..... 123

CHAPITRE VI

Des maisons du Saint-Esprit après la suppression de l'ordre.
— De la situation des hospices de cet institut en Franche-
Comté et en Bourgogne. — Restrictions successives
apportées à Dijon à l'autorité des religieux du Saint-Esprit.
— Fondation de l'hospice de N.-D. de la Charité dans
l'hôpital ancien. — De la substitution des hospitalières dio-
césaines de B. Joly aux sœurs du Saint-Esprit. — Du peu
d'influence du commandeur au xviii^e siècle. — Suppres-
sion de l'ordre en 1769. — Situation spéciale faite à dom
Calmelet, commandeur d'alors. — De la faveur des éta-
blissements du Saint-Esprit en Franche-Comté, — leur
influence. — Comment fut accueillie leur suppression à
Gray et à Dôle. — Du service des enfants abandonnés à
Dijon en 1780. — Des admissions et envois, — tour sur-
veillé, — pensions, — subventions, — recours. — Mise en
nourrice à la campagne, — succès de ce procédé, — des

enfants chez leurs nourriciers, — inspection, — instruction primaire obligatoire, — engagements à la campagne. — Retour à l'hospice, — apprentissage aux grandelets et à Sainte-Anne, — mise en condition..... 133

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DU RÉGIME ACTUEL

CHAPITRE I^{er}

Des enfants abandonnés à Paris et en province en 1789. — Vœux exprimés dans les cahiers des États généraux. — Décharge des seigneurs (10 décembre 1790). — Assistance obligatoire des enfants naturels de la patrie et droit des filles-mères aux secours publics (28 juin 1793). — Règlements du Directoire. — Admission dans tous les hospices (an V), organisation du 30 ventôse. — Abus et inconvénients de ces réformes, — augmentation des assistés, — pénurie du Trésor, — rareté des nourrices : mortalité effrayante des pupilles de la république. — Les enfants abandonnés pendant le 1^{er} empire. — Le devoir d'assistance de l'état à l'égard des enfants délaissés n'est pas une obligation légale, et ne doit pas être inscrit dans une loi positive ; — nécessité et raison d'être de ce principe 145

CHAPITRE II

Du régime actuel des hospices d'enfants assistés. — Des différentes catégories d'enfants qui y sont admis d'après le décret du 19 janvier 1811 et les décisions postérieures, — trouvés, — abandonnés, — délaissés, — orphelins pauvres. — Admission sur apport à l'hospice, par les médecins ou sages-femmes, — par les parents. — Formalités à remplir pour la réception des enfants trouvés. — Pièces à fournir pour l'admission des délaissés. — Refus fréquents d'admission, — raison financière de ces refus. — Immatriculation des assistés. — Du domicile de

secours, — sa recherche par les administrations pour exercer ses recours, — inconvénients de ces recherches. 157

CHAPITRE III

Mise en nourrice à la campagne. — Recrutement des nourrices. — Comment l'âge maximum d'assistance a été porté à 13 ans par la loi du 28 mars 1882. — Instruction des enfants chez leurs nourriciers. — Retour à l'hospice ou mise en apprentissage. — Illégalité des contrats d'apprentissage qui stipulent pour eux un salaire. — Commentaire et explication de l'art. 18 du décret de 1811. — Tutelle des assistés. — Etendue des droits de la commission hospitalière. — Du double caractère de cette tutelle. — Tutelle légale; — droit de garde; — droit de correction, son étendue, — son défaut; — droit d'émancipation; — droit de consentir au mariage, — sa nécessité et son utilité jusqu'à 25 ans pour les garçons..... 167

CHAPITRE IV

De la tutelle paternelle. — En quoi consiste-t-elle? — Pourquoi les commissions ne peuvent pas l'exercer. — Son exercice par les inspecteurs départementaux. — De l'inspection des assistés, des décisions ministérielles qui ont prescrit aux inspecteurs d'accaparer les droits de tutelle des commissions. — Dangers de ces empiètements, situation singulière qu'ils créent, leur illégalité. — De la délégation de la tutelle par les commissions. — Tutelle officieuse des enfants assistés, — son utilité, son étendue. — Des biens des pupilles des hospices, — leur gestion, — que doit devenir l'excédant de leurs revenus sur leurs dépenses. — De l'emploi de leurs économies, — qui en touche les intérêts. — Du rôle du conseil de surveillance de Paris dans la vente des valeurs mobilières des assistés. — Comment et dans quelles conditions l'hospice hérite-t-il de ses pupilles?..... 177

CHAPITRE V

Réclamation de l'enfant assisté par ses parents. — Justifica-

tion de leur qualité. — Remboursement des dépenses. — La disposition de la circulaire de 1823 qui prescrit en outre un certificat de moralité est-elle légale? — Répartition des dépenses du service des abandonnés, — sous l'empire du décret de 1811, — sous le régime de la loi de 1869. — Des secours aux filles-mères; leur origine, leur rétablissement, leur but. — De l'abus qu'en font les inspecteurs départementaux. — Leurs résultats et leurs conséquences générales par rapport à la mère, — par rapport à l'enfant, — par rapport à la société, — par rapport aux finances publiques..... 188

CHAPITRE VI

Des établissements privés pour les enfants abandonnés. — Leur situation extra-légale, ses causes, ses inconvénients. — De la sanction pénale des expositions. — Eléments du délit d'exposition. — Des réformes à faire dans l'assistance publique des enfants délaissés. — Quel doit être le but de cette assistance? — Est-il réellement atteint? — Vices du système actuel. — Changements nécessaires. — Suppression des secours temporaires et de la recherche du domicile de secours. — Rétablissement des tours. — Leurs conséquences réelles par rapport aux budgets. — Leur supériorité sur l'admission à bureau ouvert, leur efficacité et leur moralité..... 198

POSITIONS

DROIT ROMAIN

1° A Rome, le droit d'abandon était un droit spécial, indépendant des droits du père comme chef de famille ou chef des *sacra*.

2° Par sa constitution de 331, Constantin n'a pas enlevé aux enfants abandonnés ingénus, réduits en esclavage, le droit de réclamer leur liberté par la voie de l'*assertio*.

3° La peine établie contre l'exposition par la loi 2 du Code *de inf. expos.* (8. 52) est celle de la loi 8 au Code *ad leg. Corn. de sic* (9. 16).

4° Sous Justinien comme sous Constantin, le fait d'exposer son enfant était une cause de déchéance de la puissance paternelle.

5° L'erreur de droit ne peut servir de base à la répétition de l'indu.

6° Les enfants nés du concubinat n'affranchissent pas leur père des déchéances des lois caducaires.

7° L'*infantia* et l'*infantiae proximitas* finissent l'une et l'autre à sept ans.

8° L'héritier renonçant ne compte pas pour le calcul de la légitime.

DROIT FRANÇAIS

§ 1. — CODE CIVIL.

1° La loi du 28 mars 1882 prolonge, jusqu'à 13 ans, la période pendant laquelle les enfants assistés doivent recevoir les secours de l'hospice.

2° Les contrats d'apprentissage qui stipulent des salaires en faveur des enfants assistés, sont illégaux.

3° Le consentement de la commission hospitalière au mariage des assistés, est exigé pour les garçons jusqu'à 25 ans.

4° Le directeur de l'Assistance publique concentre,

à Paris, en sa personne, tous les droits de tutelle des commissions de province.

5° Si la tutelle officieuse d'un enfant assisté vient à prendre fin avant sa majorité, il retombe sous la tutelle de la commission hospitalière.

6° En matière de mariage la possession d'état couvre les vices résultant du défaut de publicité ou de l'incompétence de l'officier d'état civil.

7° Une période de trente années écoulée depuis un acte annulable, en vertu de l'art. 1304, ne suffit pas pour prescrire l'action en annulation.

8° Les vœux de prêtre constituent un empêchement dirimant au mariage.

9° Les enfants naturels ne peuvent être adoptés par leurs parents.

§ 2. — PROCÉDURE CIVILE.

1° L'étranger demandeur ne peut réclamer le bénéfice de la caution *judicatum solvi*.

2° La plainte et la réintégrande sont soumises aujourd'hui aux mêmes conditions de recevabilité.

§ 3. — DROIT CRIMINEL.

1° Celui qui trouve et conserve une chose perdue par

une tierce personne, alors même qu'il a été témoin de cette perte, ne commet pas un vol.

2° Le transport d'un enfant à l'hospice ne tombe sous le coup d'aucune pénalité.

§ 4. — DROIT ADMINISTRATIF.

1° L'attribution des droits de tutelle des enfants assistés aux inspecteurs départementaux, est illégale.

2° Depuis 1789, le pouvoir judiciaire est un pouvoir distinct.

VU ET APPROUVÉ :

Les Membres de la Commission,

RENARDET, DUVERDIER DE SUZE

Vu :

Le Doyen,

VILLEQUEZ.

· PERMIS D'IMPRIMER : ·

Le recteur de l'Académie de Dijon,

CHAPUIS.



DIJON, — DAMONGEOT ET C^{ie}, IMP. RUE SAINT-PHILIBERT, 40.
